



PREFECTURE PARIS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 204 - DECEMBRE 2014

SOMMAIRE

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

| | |
|---|----|
| Arrêté N °2014339-0005 - prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé bâtiment rue 4ème étage porte droite de l'immeuble sis 24 rue Berzélius à Paris 17ème. | 1 |
| Arrêté N °2014339-0006 - prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé bâtiment rue 6ème étage porte face gauche de l'immeuble sis 24 rue Berzélius à Paris 17ème | 4 |
| Arrêté N °2014343-0014 - prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé escalier B au 5ème étage couloir gauche 1ère porte gauche de l'immeuble sis 10 impasse du Curé à Paris 18ème | 7 |
| Arrêté N °2014343-0015 - prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé escalier B au 4ème étage couloir gauche porte fond de l'immeuble sis 10 impasse du Curé à Paris 18ème. | 10 |
| Arrêté N °2014344-0017 - ARRETE déclarant l'état d'insalubrité du logement situé bâtiment A, Esc B, 2ème étage, porte droite, au fond du couloir de l'immeuble sis 187 rue Saint- Denis à Paris 2ème et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin | 13 |
| Arrêté N °2014344-0018 - ARRETE déclarant l'état d'insalubrité du logement situé bâtiment rue, rez- de- chaussée, 2ème porte gauche de l'immeuble sis 18 rue de l'Abreuvoir à Paris 18ème et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin | 22 |
| Arrêté N °2014345-0005 - prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé au 2ème étage, porte droite de l'immeuble sis 79 avenue Jean Jaurès à Paris 19ème | 31 |
| Arrêté N °2014345-0010 - ARRETE déclarant l'état d'insalubrité du logement situé bâtiment rue au 1er étage couloir droite porte fond gauche de l'immeuble sis 62 rue de Meaux à Paris 19ème et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin. | 35 |
| Arrêté N °2014350-0001 - Arrêté n ° 2014/ DT75/196 portant modification de l'arrêté 2012- DT75/071 fixant la composition des membres de la commission locale d'activité libérale de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris | 44 |

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

| | |
|--|----|
| Arrêté N °2014344-0016 - Arrêté d'un refus d'agrément de services à la personne de la SARL A VOTRE BONHEUR n ° SIRET 804153468 00017 dont le siège social est situé au 27 rue Abel Hoveloacque 75013 Paris, sur les départements de Paris, des Yvelines et du Val de Marne | 47 |
| Arrêté N °2014345-0006 - arrêté portant agrément de ADOM seniors | 50 |

| | |
|---|----|
| Arrêté N °2014346-0004 - ARRETE PORTANT AFFECTATION DES AGENTS DE CONTROLE DANS LES UNITES DE CONTROLE ET GESTION DES INTERIMS | 53 |
| Arrêté N °2014346-0005 - ARRETE PORTANT INTERIM DE LONGUE DUREE AFFECTATION DES AGENTS DE CONTROLE AFFECTES DANS LES UNITES DE CONTROLE DES SERVICES D'INSPECTION DU TRAVAIL DE L'UT DE PARIS | 72 |
| Décision N °2014335-0011 - Décision portant agrément d'une entreprise solidaire UNION REMPART | 76 |
| Décision N °2014343-0016 - Décision portant agrément d'une entreprise solidaire FAPIL | 79 |
| Décision N °2014343-0017 - Décision portant agrément d'une entreprise solidaire UVVA | 82 |
| Décision N °2014344-0015 - Décision portant agrément d'une entreprise solidaire UNION DES COUVEUSES | 85 |
| Décision N °2014346-0001 - Décision relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de l'unité territoriale de Paris | 88 |

75 - Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement - UT 75

| | |
|---|-----|
| Arrêté N °2014345-0004 - ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES ABATTAGES DE 10 ARBRES SITUES DANS LE 17EME ARRONDISSEMENT | 127 |
|---|-----|

75 - Préfecture de police de Paris

| | |
|--|-----|
| Arrêté N °2014339-0007 - Arrêté n °2014P0478 réglementant les conditions de circulation dans certaines voies du 12ème arrondissement à l'occasion de la manifestation festive "Paris Respire". | 129 |
| Arrêté N °2014345-0007 - Arrêté n °DTPP 2014-1141 modifiant l'arrêté n °DTPP 2014-169 du 10 mars 2014 autorisant l'exploitation d'une école de formation préparant aux stages de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de voiture de tourisme (VTC). Ecole "SARL VTC- SOLUTIONS". | 132 |
| Arrêté N °2014345-0008 - Arrêté n °DTPP 2014-1140 autorisant l'exploitation d'une école de formation préparant aux stages de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de voiture de tourisme (VTC). Ecole "EDUWEB" | 135 |
| Arrêté N °2014345-0009 - Arrêté n °DTPP 2014-1139 portant renouvellement d'agrément d'un organisme de formation assurant la préparation du certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue. Ecole "EURL AXESS TAXIS France". | 138 |
| Arrêté N °2014346-0003 - Arrêté 2014-02021 portant agrément de la délégation départementale de la Croix Rouge Française de Paris pour les formations aux premiers secours | 141 |
| Arrêté N °2014346-0006 - Arrêté 2014-01020 portant habilitation de l'Institut de la gestion publique et du développement économique IGPDE du ministère des finances et des comptes publics et du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique pour les formations aux premiers secours | 144 |



PREFECTURE PARIS

Arrêté n ° 2014339-0005

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 05 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé bâtiment rue 4ème étage porte droite de l'immeuble sis 24 rue Berzélius à Paris 17ème.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
 PREFET DE PARIS

Agence régionale
 de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
 de Paris

Dossier n° : 13050165

ARRÊTÉ

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable
 portant sur le logement situé bâtiment rue, 4^{ème} étage porte droite
 de l'immeuble sis 24 rue Berzelius à Paris 17^{ème}

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
 PRÉFET DE PARIS**

**Commandeur de la Légion d'Honneur
 Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-27, L.1331-28-1 et L.1331-28-3 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.111-6-1 et suivants et L.521-1 à L.521-3 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2013, déclarant le local situé bâtiment rue, 4^{ème} étage porte droite (lot de copropriété n°14), de l'immeuble sis 24 rue Berzelius à Paris 17^{ème} (références cadastrales 17DG96), insalubre à titre remédiable et prescrivant les mesures destinées à remédier à l'insalubrité ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2014257-0001 du 14 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;
- Vu** le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 13 novembre 2014, constatant, dans le logement susvisé, l'achèvement des mesures destinées à remédier à l'insalubrité et leur conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2013 ;
- Considérant** que les travaux réalisés ont permis de résorber les causes d'insalubrité mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2013, et que le local susvisé ne présente plus de risque pour la santé d'éventuels occupants ;
- Sur proposition** du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

ARRÊTE

Article 1^{er}. - L'arrêté préfectoral du 7 novembre 2013, déclarant le local situé bâtiment rue, 4^{ème} étage porte droite de l'immeuble 24 rue Berzelius à Paris 17^{ème}, insalubre à titre remédiable et prescrivant les mesures destinées à y remédier, est levé.

Article 2. - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, Monsieur BENARROUS Benjamin domicilié 24 rue Berzelius à Paris 17^{ème}, au syndicat des copropriétaires représenté par son syndic actuel, le Cabinet TINTORET-NCI, 31, rue Berzelius à Paris 17^{ème}. Il sera également affiché à la mairie du 17^{ème} arrondissement de Paris.

Article 3. - Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 1, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

Article 4. - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 5. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 05 DEC. 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris
et par délégation,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Deris LÉONE





PREFECTURE PARIS

Arrêté n ° 2014339-0006

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 05 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre réparable portant sur le logement situé bâtiment rue 6ème étage porte face gauche de l'immeuble sis 24 rue Berzeélius à Paris 17ème



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
 PREFET DE PARIS

Agence régionale
 de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
 de Paris

Dossier n° : 13050169

ARRÊTÉ

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé bâtiment rue, 6^{ème} étage porte face gauche de l'immeuble sis 24 rue Berzelius à Paris 17^{ème}

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
 PRÉFET DE PARIS**

**Commandeur de la Légion d'Honneur
 Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-27, L.1331-28-1 et L.1331-28-3 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.111-6-1 et suivants et L.521-1 à L.521-3 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 février 2013, déclarant le local situé bâtiment rue, 6^{ème} étage porte face gauche (lot de copropriété n°18), de l'immeuble sis 24 rue Berzelius à Paris 17^{ème} (références cadastrales 17DG96), insalubre à titre remédiable et prescrivant les mesures destinées à remédier à l'insalubrité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014257-0001 du 14 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 13 novembre 2014, constatant, dans le logement susvisé, l'achèvement des mesures destinées à remédier à l'insalubrité et leur conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 février 2013 ;

Considérant que les travaux réalisés ont permis de résorber les causes d'insalubrité mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 6 février 2013, et que le local susvisé ne présente plus de risque pour la santé d'éventuels occupants ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

ARRÊTE

Article 1^{er}. - L'arrêté préfectoral du 6 février 2013, déclarant le local situé bâtiment rue, 6^{ème} étage porte face gauche de l'immeuble 24 rue Berzelius à Paris 17^{ème}, insalubre à titre rémissible et prescrivant les mesures destinées à y remédier, est levé.

Article 2. - Le présent arrêté sera notifié à la propriétaire, Madame MONTAY domiciliée c/o JP. MONTAY, 9 rue René Couzinet VOISINS LE BRETONNEUX (78960), au syndicat des copropriétaires représenté par son syndic actuel, le Cabinet TINTORET-NCI, 31, rue Berzelius à Paris 17^{ème}. Il sera également affiché à la mairie du 17^{ème} arrondissement de Paris.

Article 3. - Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 1, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

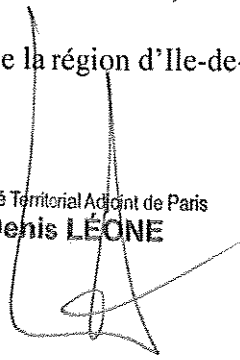
Article 4. - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 5. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 05 DEC. 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris
et par délégation,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE





PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014343-0014

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 09 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre réparable portant sur le logement situé escalier B au 5^{ème} étage couloir gauche 1^{ère} porte gauche de l'immeuble sis 10 impasse du Curé à Paris 18^{ème}



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris

Dossier n° : 09110081

ARRÊTÉ

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé escalier B au 5^{ème} étage, couloir gauche, 1^{ère} porte gauche de l'immeuble sis 10, impasse du Curé à Paris 18^{ème}.

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-27, L.1331-28-1 et L.1331-28-3 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.111-6-1 et suivants et L.521-1 à L.521-3 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 mai 2010, déclarant le local situé escalier B au 5^{ème} étage, couloir gauche, 1^{ère} porte gauche (lot de copropriété 63), de l'immeuble sis 10, impasse du Curé à Paris 18^{ème} (références cadastrales 183CL13), insalubre à titre remédiable et prescrivant les mesures destinées à remédier à l'insalubrité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014257-0001 du 14 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 13 novembre 2014, constatant, dans le logement susvisé, l'achèvement des mesures destinées à remédier à l'insalubrité et leur conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2010 ;

Considérant que les travaux réalisés ont permis de résorber les causes d'insalubrité mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 20 mai 2010, et que le local susvisé ne présente plus de risque pour la santé d'éventuels occupants ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

ARRÊTE

Article 1^{er}. - L'arrêté préfectoral du 20 mai 2010, déclarant le local situé escalier B au 5^{ème} étage, couloir gauche, 1^{ère} porte gauche (lot de copropriété n°63) de l'immeuble sis **10, impasse du Curé à Paris 18^{ème}**, insalubre à titre rémissible et prescrivant les mesures destinées à y remédier, est levé.

Article 2. - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, Monsieur Vincent FERRY domicilié 10, rue de la Croix GUITRANCOURT (78440). Il sera également affiché à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris.

Article 3. - Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

Article 4. - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 5. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 09 DEC. 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris
et par délégation,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE





PREFECTURE PARIS

Arrêté n ° 2014343-0015

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 09 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé escalier B au 4^{ème} étage couloir gauche porte fond de l'immeuble sis 10 impasse du Curé à Paris 18^{ème}.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
 PREFET DE PARIS

Agence régionale
 de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
 de Paris

Dossier n° : 09110072

ARRÊTÉ

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé escalier B au 4^{ème} étage, couloir gauche, porte fond de l'immeuble sis **10, impasse du Curé à Paris 18^{ème}**.

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
 Commandeur de la Légion d'Honneur
 Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-27, L.1331-28-1 et L.1331-28-3 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.111-6-1 et suivants et L.521-1 à L.521-3 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 mai 2010, déclarant le local situé escalier B au 4^{ème} étage, couloir gauche, porte fond (lot de copropriété 50), de l'immeuble sis 10, impasse du Curé à Paris 18^{ème} (références cadastrales 183CL13), insalubre à titre remédiable et prescrivant les mesures destinées à remédier à l'insalubrité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014257-0001 du 14 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 13 novembre 2014, constatant, dans le logement susvisé, l'achèvement des mesures destinées à remédier à l'insalubrité et leur conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2010 ;

Considérant que les travaux réalisés ont permis de résorber les causes d'insalubrité mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 20 mai 2010, et que le local susvisé ne présente plus de risque pour la santé d'éventuels occupants ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

ARRÊTE

Article 1^{er}. - L'arrêté préfectoral du 20 mai 2010, déclarant le local situé escalier B au 4^{ème} étage, couloir gauche porte fond (lot de copropriété n°50) de l'immeuble sis **10, impasse du Curé à Paris 18^{ème}**, insalubre à titre réparable et prescrivant les mesures destinées à y remédier, est levé.

Article 2. - Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires, Monsieur et Madame MADUBOT Frédéric, domiciliés 303 rue de Fay AGNETZ (60600). Il sera également affiché à la mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris.

Article 3. - Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

Article 4. - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 5. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 09 DEC. 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris
et par délégation,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014344-0017

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 10 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

ARRETE déclarant l'état d'insalubrité du logement situé bâtiment A, Esc B, 2ème étage, porte droite, au fond du couloir de l'immeuble sis 187 rue Saint- Denis à Paris 2ème et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
 PREFET DE PARIS

Agence régionale
 de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
 de Paris

dossier n° : 14050114

ARRÊTÉ

déclarant l'état d'insalubrité du logement situé
bâtiment A, Esc B, 2^{ème} étage, porte droite, au fond du couloir
de l'immeuble sis 187 rue Saint-Denis à Paris 2^{ème}
 et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
 Commandeur de la Légion d'Honneur
 Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-26 à L.1331-31, L.1334-2, L.1337-2, L.1337-4 et R.1331-4 à R.1331-11 ; L.1337-2, L.1337-4 et R.1331-4 à R.1331-11 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.111-6-1 et L.521-1 à L.521-4 ;

Vu le code du travail, notamment son article L.235-1 ;

Vu la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 dite loi Vivien tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, modifiée par la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0004 du 13 septembre 2012 relatif au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2014-157-0003 du 6 juin 2014 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0007 du 13 septembre 2012 portant nomination au sein du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014257-0001 du 14 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 10 septembre 2014, concluant à l'insalubrité du logement susvisé ;

Vu l'avis émis le 3 novembre 2014, par la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, sur la réalité et les causes de l'insalubrité du logement susvisé et les mesures propres à y remédier ;

Considérant que l'insalubrité constatée dans ce logement constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent, notamment aux motifs suivants :

1. **Humidité de condensation due à l'insuffisance de dispositif efficace et réglementaire pour assurer l'aération permanente du logement.**
2. **Insuffisance de protection contre les intempéries due au mauvais état des menuiseries extérieures du logement, notamment la fenêtre de la première pièce, celle de la cuisine et celle de droite dans la seconde.**
3. **Insécurité des personnes due à la dangerosité de l'installation électrique présentant un tableaux de répartition et des fusibles obsolètes, une insuffisance de prises en état de fonctionnement et une absence de dispositif haute sensibilité de protection des personnes contre les risques électriques.**
4. **Insalubrité par référence aux caractéristiques du logement décent due à :**
 - l'absence de salle d'eau,
 - l'absence de WC privatif,
 - l'engorgement de l'évier,
 - l'absence d'appareil de production d'eau chaude en état de fonctionnement,
 - l'absence d'installation permettant un chauffage normal, munie des dispositifs d'alimentation en énergie et adaptée aux caractéristiques du logement.

Considérant que la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, conclut à l'insalubrité et à la possibilité d'y remédier ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1^{er}. – Le logement situé bâtiment A, Esc B, 2^{ème} étage, porte droite, au fond du couloir de l'immeuble sis 187 rue Saint-Denis à Paris 2^{ème} (lot de copropriété n°14), propriété de la société civile immobilière DENIS 187, domiciliée 180 rue La Fayette à Paris 10^{ème}, est déclaré **insalubre à titre réparable**, par le présent arrêté.

Article 2. – Il appartient à la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, en qualité de propriétaire, de réaliser toutes mesures nécessaires afin de remédier à l'insalubrité constatée, et ce dans un délai de **DEUX MOIS**, à compter de la notification du présent arrêté, à savoir :

1. **Afin de faire cesser durablement la condensation qui s'y manifeste :**
 - exécuter tous travaux nécessaires pour assurer réglementairement l'aération générale et permanente dans le logement,
 - assurer la compatibilité du système d'aération aux installations de gaz ou appareils de combustion éventuellement existants.

2. **Afin d'assurer la protection contre les intempéries dans le logement :**
 - assurer le fonctionnement normal et l'étanchéité des fenêtres du séjour (en cas de remplacement, réaliser les entrées d'air permanentes dans le bâti ou dans les maçonneries voisines des murs de façade).

3. **Afin de faire cesser l'insécurité des personnes :**
 - assurer la sécurité des installations électriques générales et particulières de manière à ce qu'elles ne puissent pas être cause de trouble pour la santé des occupants,
 - prendre toutes dispositions pour permettre que la remise en service des installations se fasse en sécurité, notamment par le passage du Consuel ou de tout organisme reconnu par les autorités européennes.

4. **Afin d'assurer la salubrité par référence aux caractéristiques du logement décent :**
 - exécuter tous travaux nécessaires pour aménager une salle d'eau,
 - exécuter tous travaux nécessaires pour aménager un WC privatif séparé de la cuisine et des pièces principales,
 - prendre toutes dispositions pour permettre l'évacuation des effluents de l'évier dans des conditions normales,
 - équiper le logement d'un appareil de production d'eau chaude sanitaire en bon état de fonctionnement, adapté aux caractéristiques du logement,
 - assurer un chauffage suffisant, de puissance adaptée au volume des pièces à chauffer.

5. **Exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces.**

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Les mesures prescrites ci-dessus doivent être réalisées, sans préjudice des autorisations administratives éventuellement nécessaires, ni des droits des tiers.

Article 3. - Les dispositions de l'article L.1331-28-2 du code de la santé publique et celles des articles L. 521-1 & suivants du code de la construction et de l'habitation (reproduites en annexes du présent arrêté) sont applicables dans les conditions prévues par l'article L.521-1 du code précité.

Article 4. – La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris qu'après constatation de l'exécution des mesures destinées à remédier à l'insalubrité ainsi que de leur conformité aux prescriptions du présent arrêté, par l'autorité administrative compétente, à savoir le service technique de l'habitat, représentant le Préfet, sis 17, boulevard Morland à Paris 4^{ème}.

Le propriétaire tient à la disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 5. – Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble, aux frais du propriétaire.

Article 6. - Faute pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer dans le délai ci-dessus fixé aux prescriptions qui précèdent, elle y sera contrainte par toutes les voies de droit conformément à l'article L.1331-29 du code de la santé publique, et les frais de procédure engagés à son encontre par la ville de Paris, du fait que les prescriptions administratives n'auraient pas été exécutées dans ce délai, seront mis à sa charge.

Article 7. – Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.1337-4 du code de la santé publique ainsi que les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 8. – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (*Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19*), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (*Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP*) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ou de quatre mois pour le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (*7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04*) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande, ou de son rejet implicite.

Article 9. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 10 DEC. 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,
le délégué territorial de Paris,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LEONE

ANNEXE

Articles L. 521-1 à L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation :

Art. L. 521-1. - Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Art. L. 521-2. - I. - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II. - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III. - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

De ce fait, les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés.

Art. L. 521-3-1. - I. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Art. L. 521-3-2. - I. - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II. - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III. - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV. - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V. - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI. - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

Cette créance est garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble ou, s'il s'agit d'un immeuble en copropriété, sur le ou les lots en cause.

VII. - Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Art. L. 521-4. - I. - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 EUR le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III. - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code. »

Article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation :

Sont interdites :

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division par appartements d'immeubles qui sont frappés d'une interdiction d'habiter, ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés insalubres, ou comportent pour le quart au moins de leur superficie totale des logements loués ou occupés classés dans la catégorie IV visée par la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 précitée. La division d'un immeuble bâti ou d'un groupe d'immeubles bâtis, entre plusieurs personnes, par lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part de parties communes est néanmoins autorisée lorsqu'il s'agit d'y réaliser des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique en application de l'article L. 313-4 du code de l'urbanisme ;

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division d'immeuble en vue de mettre à disposition des locaux à usage d'habitation d'une superficie et d'un volume habitables inférieurs respectivement à 14 m² et à 33 m³ ou qui ne sont pas pourvus d'une installation d'alimentation en eau potable, d'une installation d'évacuation des eaux usées ou d'un accès à la fourniture de courant électrique, ou qui n'ont pas fait l'objet de diagnostics amiante en application de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et risque de saturnisme lorsque l'immeuble est soumis aux dispositions de l'article L. 1334-5 du même code ;

-toute division par appartements d'immeuble de grande hauteur à usage d'habitation ou à usage professionnel ou commercial et d'habitation dont le contrôle exercé par la commission de sécurité a donné lieu à un avis défavorable de l'autorité compétente ou à des prescriptions qui n'ont pas été exécutées.

Sont punies d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 75 000 euros les personnes qui mettent en vente, en location ou à la disposition d'autrui des locaux destinés à l'habitation et provenant d'une division réalisée en méconnaissance des interdictions définies au présent article.

Les personnes physiques encourent également la peine complémentaire suivante : l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

-l'amende, selon les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

-les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. Pour l'application du 8°, la confiscation porte sur le fonds de commerce ou sur l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

Article L. 1337-4 du code de la santé publique :

I.-Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une injonction prise sur le fondement du premier alinéa de l'article L. 1331-24 ;

-le fait de refuser, sans motif légitime et après une mise en demeure, d'exécuter les mesures prescrites en application du II de l'article L. 1331-28.

II.-Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23.

III.-Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer, dans le délai fixé, à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-22 ;

-le fait, à compter de la notification de la réunion de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires ou technologiques prévue par l'article L. 1331-27 ou à compter de la notification de la mise en demeure lorsque ces locaux sont visés par des mesures prises sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-26-1, de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants ;

-le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter et le cas échéant d'utiliser des locaux prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-28 ;

-le fait de remettre à disposition des locaux vacants ayant fait l'objet de mesures prises en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23 et L. 1331-24 ou déclarés insalubres en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28.

IV.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

V.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. La confiscation mentionnée au 8° de l'article 131-39 du même code porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

VI.-Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du code de la construction et de l'habitation.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014344-0018

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 10 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

ARRETE déclarant l'état d'insalubrité du logement situé bâtiment rue, rez- de- chaussée, 2ème porte gauche de l'immeuble sis 18 rue de l'Abreuvoir à Paris 18ème et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris

dossier n° : 14070169

ARRÊTÉ

déclarant l'état d'insalubrité du logement situé bâtiment rue, rez-de-chaussée, 2^{ème} porte gauche
de l'immeuble sis 18 rue de l'Abreuvoir à Paris 18^{ème}
et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-26 à L.1331-31, L.1334-2, L.1337-2, L.1337-4 et R.1331-4 à R.1331-11 ; L.1337-2, L.1337-4 et R.1331-4 à R.1331-11 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.111-6-1 et L.521-1 à L.521-4 ;

Vu le code du travail, notamment son article L.235-1 ;

Vu la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 dite loi Vivien tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, modifiée par la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0004 du 13 septembre 2012 relatif au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2014-157-0003 du 6 juin 2014 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0007 du 13 septembre 2012 portant nomination au sein du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014257-0001 du 14 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 13 août 2014, concluant à l'insalubrité du logement susvisé ;

Vu l'avis émis le 3 novembre 2014, par la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, sur la réalité et les causes de l'insalubrité du logement susvisé et les mesures propres à y remédier ;

Considérant que l'insalubrité constatée dans ce logement constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent, notamment aux motifs suivants :

1. **Humidité de condensation** due à l'insuffisance de dispositif efficace et réglementaire pour assurer l'aération permanente du logement.
2. **Humidité par infiltrations récurrentes des eaux potables et usées** due à la mauvaise étanchéité de l'évier et de ses abords (revêtements muraux, joints aux pourtours).
3. **Insuffisance de protection contre les intempéries** due au mauvais état de l'unique fenêtre.
4. **Insécurité des personnes** due à la dangerosité de l'installation électrique présentant des fusibles obsolètes en porcelaine et une installation non pourvue d'un dispositif haute sensibilité des personnes contre les risques électriques.
5. **Insalubrité par référence aux caractéristiques du logement décent** due à :
 - l'absence d'appareil de production d'eau chaude en état de fonctionnement,
 - l'absence de WC facilement accessible,
 - la dégradation des parois, notamment le plafond de la pièce principale et le mur contigu à la cuisine, due à d'anciennes infiltrations.

Considérant que la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, conclut à l'insalubrité et à la possibilité d'y remédier ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1^{er}. – Le logement situé bâtiment rue, rez-de-chaussée, 2^{ème} porte gauche de l'immeuble sis 18 rue de l'Abreuvoir à Paris 18^{ème}, propriété de l'indivision PEYRONNEAUD MICHON domiciliée 18 rue l'Abreuvoir à Paris 18^{ème}, est déclaré **insalubre à titre réparable**, par le présent arrêté.

Article 2. – Il appartient à la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, en qualité de propriétaire, de réaliser toutes mesures nécessaires afin de remédier à l'insalubrité constatée, et ce dans un délai de **DEUX MOIS**, à compter de la notification du présent arrêté, à savoir :

1. **Afin de faire cesser durablement la condensation** qui s'y manifeste :
 - exécuter tous travaux nécessaires pour assurer réglementairement l'aération générale et permanente dans le logement,
 - assurer la compatibilité du système d'aération aux installations de gaz ou appareils de combustion éventuellement existants.

2. **Afin de faire cesser les infiltrations d'eaux qui se produisent dans les locaux habités :**
 - exécuter tous travaux nécessaires pour assurer l'étanchéité et le bon fonctionnement des canalisations d'alimentation en eau et de vidange de l'évier,
 - assurer l'étanchéité au pourtour (sol, parement mural, joint autour du bac).
3. **Afin d'assurer la protection contre les intempéries dans le logement :**
 - assurer le fonctionnement normal et l'étanchéité de la fenêtre (en cas de remplacement, réaliser les entrées d'air permanentes dans le bâti ou dans les maçonneries voisines des murs de façade).
4. **Afin de faire cesser l'insécurité des personnes :**
 - assurer la sécurité des installations électriques générales et particulières de manière à ce qu'elles ne puissent pas être cause de trouble pour la santé des occupants,
 - prendre toutes dispositions pour permettre que la remise en service des installations se fasse en sécurité, notamment par le passage du Consuel ou de tout organisme reconnu par les autorités européennes.
5. **Afin d'assurer la salubrité par référence aux caractéristiques du logement décent :**
 - équiper le logement d'un appareil de production d'eau chaude sanitaire en bon état de fonctionnement, adapté aux caractéristiques du logement,
 - exécuter tous travaux nécessaires pour que le logement dispose d'un WC en bon état de fonctionnement, facilement accessible et dont l'accès soit sécurisé,
 - procéder à la remise en état des parois dégradées par d'anciennes infiltrations.
6. **Exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces.**

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Les mesures prescrites ci-dessus doivent être réalisées, sans préjudice des autorisations administratives éventuellement nécessaires, ni des droits des tiers.

Article 3. - Les dispositions de l'article L.1331-28-2 du code de la santé publique et celles des articles L. 521-1 & suivants du code de la construction et de l'habitation (reproduites en annexes du présent arrêté) sont applicables dans les conditions prévues par l'article L.521-1 du code précité.

Article 4. – La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris qu'après constatation de l'exécution des mesures destinées à remédier à l'insalubrité ainsi que de leur conformité aux prescriptions du présent arrêté, par l'autorité administrative compétente, à savoir le service technique de l'habitat, représentant le Préfet, sis 17, boulevard Morland à Paris 4^{ème}.

Le propriétaire tient à la disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 5. – Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble, aux frais du propriétaire.

Article 6. - Faute pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer dans le délai ci-dessus fixé aux prescriptions qui précèdent, elle y sera contrainte par toutes les voies de droit conformément à l'article L.1331-29 du code de la santé publique, et les frais de procédure engagés à son encontre par la ville de Paris, du fait que les prescriptions administratives n'auraient pas été exécutées dans ce délai, seront mis à sa charge.

Article 7. – Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.1337-4 du code de la santé publique ainsi que les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 8. – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (*Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19*), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (*Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP*) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ou de quatre mois pour le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (*7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04*) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande, ou de son rejet implicite.

Article 9. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 10 DEC. 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,
le délégué territorial de Paris,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE

ANNEXE

Articles L. 521-1 à L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation :

Art. L. 521-1. - Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Art. L. 521-2. - I. - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II. - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III. - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

De ce fait, les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés.

Art. L. 521-3-1. - I. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Art. L. 521-3-2. - I. - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II. - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III. - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV. - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V. - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI. - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

Cette créance est garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble ou, s'il s'agit d'un immeuble en copropriété, sur le ou les lots en cause.

VII. - Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Art. L. 521-4. - I. - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 EUR le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III. - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code. »

Article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation :

Sont interdites :

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division par appartements d'immeubles qui sont frappés d'une interdiction d'habiter, ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés insalubres, ou comportent pour le quart au moins de leur superficie totale des logements loués ou occupés classés dans la catégorie IV visée par la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 précitée. La division d'un immeuble bâti ou d'un groupe d'immeubles bâtis, entre plusieurs personnes, par lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part de parties communes est néanmoins autorisée lorsqu'il s'agit d'y réaliser des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique en application de l'article L. 313-4 du code de l'urbanisme ;

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division d'immeuble en vue de mettre à disposition des locaux à usage d'habitation d'une superficie et d'un volume habitables inférieurs respectivement à 14 m² et à 33 m³ ou qui ne sont pas pourvus d'une installation d'alimentation en eau potable, d'une installation d'évacuation des eaux usées ou d'un accès à la fourniture de courant électrique, ou qui n'ont pas fait l'objet de diagnostics amiante en application de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et risque de saturnisme lorsque l'immeuble est soumis aux dispositions de l'article L. 1334-5 du même code ;

-toute division par appartements d'immeuble de grande hauteur à usage d'habitation ou à usage professionnel ou commercial et d'habitation dont le contrôle exercé par la commission de sécurité a donné lieu à un avis défavorable de l'autorité compétente ou à des prescriptions qui n'ont pas été exécutées.

Sont punies d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 75 000 euros les personnes qui mettent en vente, en location ou à la disposition d'autrui des locaux destinés à l'habitation et provenant d'une division réalisée en méconnaissance des interdictions définies au présent article.

Les personnes physiques encourent également la peine complémentaire suivante : l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

-l'amende, selon les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

-les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. Pour l'application du 8°, la confiscation porte sur le fonds de commerce ou sur l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

Article L. 1337-4 du code de la santé publique :

I.-Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une injonction prise sur le fondement du premier alinéa de l'article L. 1331-24 ;

-le fait de refuser, sans motif légitime et après une mise en demeure, d'exécuter les mesures prescrites en application du II de l'article L. 1331-28.

II.-Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23.

III.-Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer, dans le délai fixé, à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-22 ;

-le fait, à compter de la notification de la réunion de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires ou technologiques prévue par l'article L. 1331-27 ou à compter de la notification de la mise en demeure lorsque ces locaux sont visés par des mesures prises sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-26-1, de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants ;

-le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter et le cas échéant d'utiliser des locaux prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-28 ;

-le fait de remettre à disposition des locaux vacants ayant fait l'objet de mesures prises en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23 et L. 1331-24 ou déclarés insalubres en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28.

IV.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

V.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. La confiscation mentionnée au 8° de l'article 131-39 du même code porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

VI.-Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du code de la construction et de l'habitation.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014345-0005

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 11 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé au 2ème étage, porte droite de l'immeuble sis 79 avenue Jean Jaurès à Paris 19ème



PREFET DE REGION ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris
dossier n° : 14090205

ARRÊTÉ

prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé au 2^{ème} étage, porte droite de l'immeuble sis **79 avenue Jean Jaurès à Paris 19^{ème}**.

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS,
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la santé publique, et notamment son article L.1311-4, modifié par l'article 18 de la loi de santé publique n° 2004-806 du 9 août 2004, et complété par l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 79-561 du 20 novembre 1979 modifié par arrêtés n° 82-10468 du 4 juin 1982, n° 86-10377 du 23 avril 1986 et n° 89-10266 du 3 avril 1989, portant règlement sanitaire départemental de Paris, et notamment ses articles, , et ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014257-0001 du 14 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 5 décembre 2014, constatant l'urgence de prendre des mesures d'assainissement dans le logement situé au 2^{ème} étage, porte droite de l'immeuble sis **79 avenue Jean Jaurès à Paris 19^{ème}**, occupé par Madame Aline Gisèle DEBERT, propriétaire, dont le syndicat des copropriétaires est représenté par son syndic, le cabinet LAMY REPUBLIQUE, dont le siège social est situé 78 rue de Turbigo à Paris 3^{ème} ;

Considérant qu'il ressort notamment du rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 5 décembre 2014 susvisé, que le logement est encombré de débris et rebus contribuant au développement d'insectes et de rongeurs, que des odeurs se propagent dans les parties communes provoquant des nuisances olfactives et portant atteinte à la salubrité du voisinage;

Considérant que la situation visée dans le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 5 décembre 2014 constitue un risque d'épidémie et un danger imminent pour la santé des occupants et du voisinage ;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser d'urgence, les mesures destinées à faire cesser l'insalubrité constatée ;

Millénaire 2 - 35, rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19 – 01 44 02 09 00

www.ars.iledefrance.sante.fr

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1. - Il est fait injonction à Madame Aline Gisèle DEBERT de se conformer dans un délai de **QUINZE JOURS** à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions suivantes dans le logement situé au 2^{ème} étage, porte droite de l'immeuble sis **79 avenue Jean Jaurès à Paris 19^{ème}** :

1. **débarrasser, nettoyer, désinfecter, dératiser et désinsectiser l'ensemble du logement afin de ne plus porter atteinte à la salubrité du voisinage,**
2. **exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces, notamment tous travaux nécessaires pour permettre l'alimentation en eau des appareils sanitaires et sécuriser les installations électriques et de gaz. En cas de mise en sécurité des installations, il conviendra de fournir :**
 - **pour les installations électriques, une attestation de conformité établie par le CONSUEL ou un organisme reconnu par les autorités publiques,**
 - **pour les installations au gaz, une attestation de conformité établie par QUALIGAZ ou par un organisme reconnu par les autorités publiques.**

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Article 2. - A défaut pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer aux dispositions ci-dessus dans le délai imparti, après constatation faite et procès-verbal dressé par l'inspecteur de salubrité du service technique de l'habitat de la ville de Paris, il sera procédé d'office aux mesures nécessaires, dans les conditions énoncées à l'article L.1311-4 du code de la santé publique, et ce à ses risques et périls, sans préjudice des poursuites pénales qui pourront éventuellement être exercées sur la base des articles L.1312-1 et L.1312-2 du code de la santé publique.

Article 3. - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé –EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification pour les destinataires de la présente décision, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police pour les autres personnes, qui y auraient intérêt légitime.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

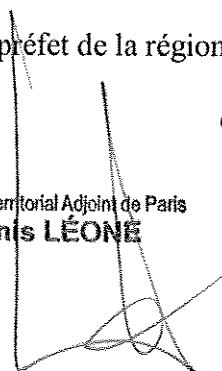
Article 4. – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 5. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Aline Gisèle DEBERT.

Fait à Paris, le 11 1 DEC. 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONÉ





PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014345-0010

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 11 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

ARRETE déclarant l'état d'insalubrité du logement situé bâtiment rue au 1er étage couloir droite porte fond gauche de l'immeuble sis 62 rue de Meaux à Paris 19ème et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin.



PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris
dossier n° : 14090356

ARRÊTÉ

déclarant l'état d'insalubrité du logement situé bâtiment rue au 1^{er} étage,
couloir droite, porte fond gauche de l'immeuble sis **62 rue de Meaux à Paris 19^{ème}**
et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-26 à L.1331-31, L.1337-2, L.1337-4 et R.1331-4 à R.1331-11 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.111-6-1 et L.521-1 à L.521-4 ;

Vu le code du travail, notamment son article L.235-1 ;

Vu la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 dite loi Vivien tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, modifiée par la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0004 du 13 septembre 2012 relatif au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2014-157-0003 du 6 juin 2014 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0007 du 13 septembre 2012 portant nomination au sein du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014257-0001 du 14 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 10 octobre 2014, concluant à l'insalubrité du logement susvisé ;

Vu l'avis émis le 1^{er} décembre 2014, par la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, sur la réalité et les causes de l'insalubrité du logement susvisé et les mesures propres à y remédier ;

Considérant que l'insalubrité constatée dans ce logement constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent, notamment aux motifs suivants :

1. **Humidité de condensation due à l'insuffisance :**

- de dispositif efficace et réglementaire pour assurer l'aération permanente du logement,
- d'isolation thermique des parois encadrant la fenêtre, entraînant le développement de moisissures sur son encadrement.

Cette humidité a entraîné le développement de moisissures et la dégradation des revêtements muraux.

2. **Humidité par infiltrations récurrentes d'eaux potables et usées due au mauvais état des installations sanitaires (notamment le receveur de douche) non étanches et de leur pourtour.**

3. **Insuffisance de protection contre les intempéries due au mauvais état de la fenêtre.**

4. **Insécurité des personnes due à la dangerosité de l'installation électrique présentant notamment des prises arrachés et des épissures.**

Considérant que la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, conclut à l'insalubrité et à la possibilité d'y remédier ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1^{er}. – Le logement situé au bâtiment rue au 1^{er} étage, couloir droite, porte fond gauche de l'immeuble sis **62 rue de Meaux à Paris 19^{ème}** (références cadastrales 751190ES0012, lot de copropriété n°15) propriété de la SCI MEAUX (RCS Pontoise 425 103 165 000 30), représentée par l'associé gérant GROUPE RENAISSANCE SA, domicilié 47 GRAND RUE L-1661 LUXEMBOURG et l'associé OGAN-Société Civile Immobilière, domiciliée 1 rue du Château, 95450 FREMAINVILLE, est déclaré **insalubre à titre rémissible**, par le présent arrêté.

Article 2. – Il appartient à la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, en qualité de propriétaire, de réaliser toutes mesures nécessaires afin de remédier à l'insalubrité constatée, et ce dans un délai de **DEUX MOIS**, à compter de la notification du présent arrêté, à savoir :

1. **Afin de faire cesser durablement les condensations qui s'y manifestent :**

- exécuter tous travaux nécessaires pour assurer l'aération générale et permanente dans le logement,
- assurer la compatibilité du système d'aération aux installations de gaz ou appareils de combustion éventuellement existants,
- exécuter tous travaux afin de faire cesser les causes d'humidité favorisant le développement de moisissures en réalisant notamment une isolation thermique suffisante et efficace de l'encadrement de la fenêtre.

2. **Afin de faire cesser les infiltrations d'eaux qui se produisent dans les locaux habités :**

- exécuter tous travaux nécessaires pour assurer l'étanchéité et le bon fonctionnement des canalisations d'alimentation en eau et de vidange des appareils sanitaires (notamment la douche), ainsi que leur étanchéité au pourtour (sol, parements muraux, joint autour des appareils).

3. Afin d'assurer la protection contre les intempéries dans le logement :

- assurer le fonctionnement normal et l'étanchéité de la fenêtre du logement et de son bâti (en cas de remplacement des fenêtres des pièces principales destinées au séjour ou au sommeil, réaliser des entrées permanentes d'air dans le bâti ou dans les maçonneries voisines des murs de façade).

4. Afin de faire cesser l'insécurité des personnes :

- assurer la sécurité des installations électriques générales et particulières de manière qu'elles ne puissent être la cause de trouble pour la santé des occupants,
- prendre toutes dispositions pour permettre la remise en service en toute sécurité des installations, notamment par le passage du Consuel ou de tout organisme reconnu par les autorités publiques.

5. Exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct, des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces.

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Article 3. - Les dispositions de l'article L.1331-28-2 du code de la santé publique et celles des articles L. 521-1 & suivants du code de la construction et de l'habitation (reproduites en annexe du présent arrêté) sont applicables dans les conditions prévues par l'article L.521-1 du code précité.

Article 4. – La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris qu'après constatation de l'exécution des mesures destinées à remédier à l'insalubrité ainsi que de leur conformité aux prescriptions du présent arrêté, par l'autorité administrative compétente, à savoir le service technique de l'habitat, représentant le Préfet, sis 17, boulevard Morland à Paris 4^{ème}.

Le propriétaire tient à la disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 5. – Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble, aux frais du propriétaire.

Article 6. - Faute pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer dans le délai ci-dessus fixé aux prescriptions qui précèdent, elle y sera contrainte par toutes les voies de droit conformément à l'article L.1331-29 du code de la santé publique, et les frais de procédure engagés à son encontre par la ville de Paris, du fait que les prescriptions administratives n'auraient pas été exécutées dans ce délai, seront mis à sa charge.

Article 7. – Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.1337-4 du code de la santé publique ainsi que les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 8. – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (*Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19*), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (*Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP*) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ou de quatre mois pour le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande, ou de son rejet implicite.

Article 9. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 11 DEC. 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,
le délégué territorial de Paris,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE

ANNEXE

Articles L. 521-1 à L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation :

Art. L. 521-1. - Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Art. L. 521-2. - I. - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II. - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III. - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

De ce fait, les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés.

Art. L. 521-3-1. - I. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Art. L. 521-3-2. - I. - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II. - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III. - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV. - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V. - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI. - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

Cette créance est garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble ou, s'il s'agit d'un immeuble en copropriété, sur le ou les lots en cause.

VII. - Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Art. L. 521-4. - I. - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 EUR le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III. - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code. »

Article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation :

Sont interdites :

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division par appartements d'immeubles qui sont frappés d'une interdiction d'habiter, ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés insalubres, ou comportent pour le quart au moins de leur superficie totale des logements loués ou occupés classés dans la catégorie IV visée par la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 précitée. La division d'un immeuble bâti ou d'un groupe d'immeubles bâtis, entre plusieurs personnes, par lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part de parties communes est néanmoins autorisée lorsqu'il s'agit d'y réaliser des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique en application de l'article L. 313-4 du code de l'urbanisme ;

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division d'immeuble en vue de mettre à disposition des locaux à usage d'habitation d'une superficie et d'un volume habitables inférieurs respectivement à 14 m² et à 33 m³ ou qui ne sont pas pourvus d'une installation d'alimentation en eau potable, d'une installation d'évacuation des eaux usées ou d'un accès à la fourniture de courant électrique, ou qui n'ont pas fait l'objet de diagnostics amiante en application de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et risque de saturnisme lorsque l'immeuble est soumis aux dispositions de l'article L. 1334-5 du même code ;

-toute division par appartements d'immeuble de grande hauteur à usage d'habitation ou à usage professionnel ou commercial et d'habitation dont le contrôle exercé par la commission de sécurité a donné lieu à un avis défavorable de l'autorité compétente ou à des prescriptions qui n'ont pas été exécutées.

Sont punies d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 75 000 euros les personnes qui mettent en vente, en location ou à la disposition d'autrui des locaux destinés à l'habitation et provenant d'une division réalisée en méconnaissance des interdictions définies au présent article.

Les personnes physiques encourent également la peine complémentaire suivante : l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

-l'amende, selon les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

-les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. Pour l'application du 8°, la confiscation porte sur le fonds de commerce ou sur l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

Article L. 1337-4 du code de la santé publique :

I.-Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une injonction prise sur le fondement du premier alinéa de l'article L. 1331-24 ;

-le fait de refuser, sans motif légitime et après une mise en demeure, d'exécuter les mesures prescrites en application du II de l'article L. 1331-28.

II.-Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23.

III.-Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer, dans le délai fixé, à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-22 ;

-le fait, à compter de la notification de la réunion de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires ou technologiques prévue par l'article L. 1331-27 ou à compter de la notification de la mise en demeure lorsque ces locaux sont visés par des mesures prises sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-26-1, de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants ;

-le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter et le cas échéant d'utiliser des locaux prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-28 ;

-le fait de remettre à disposition des locaux vacants ayant fait l'objet de mesures prises en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23 et L. 1331-24 ou déclarés insalubres en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28.

IV.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

V.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. La confiscation mentionnée au 8° de l'article 131-39 du même code porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

VI.-Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du code de la construction et de l'habitation.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n ° 2014350-0001

**signé par
Déléguée territoriale de Paris**

le 16 Décembre 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

Arrêté n ° 2014/ DT75/196 portant
modification de l'arrêté 2012- DT75/071 fixant
la composition des membres de la commission
locale d'activité libérale de l'Assistance
Publique- Hôpitaux de Paris

Arrêté n° 2014/DT75/196

portant modification de l'arrêté 2012-DT75/071 fixant la composition des membres de la commission locale d'activité libérale de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

Hôpitaux Universitaires Paris Ile-de-France Ouest

Ambroise Paré – Raymond Poincaré - Sainte Périne

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France

- Vu Le code de la santé publique, et notamment ses articles R.6154-11 à R.6154-14 ;
- Vu Le code de la santé publique, notamment ses articles D.6154-15, D.6154-16 et D.6154-17 modifiés par le décret n° 2010-785 du 8 juillet 2010 ;
- Vu L'arrêté 2012-DT75/071 du 23 avril 2012 portant nomination des membres de la commission locale d'activité libérale du Groupe Hospitalier Paris Ile-de-France Ouest de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris ;
- Vu L'arrêté n°DS-2014/098 du 27 mai 2014 portant délégation de signature à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris ;
- Vu Les désignations des instances hospitalières de l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris en date du 18 novembre 2014 ;

Arrête :

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté 2012-DT75/071 est modifié comme suit :

Monsieur le Professeur TEILLET, est désigné en tant que représentant de la commission médicale d'établissement n'exerçant pas d'activité libérale, en remplacement de Monsieur le Professeur Jean-Pierre LE PARC ;

Madame le Docteur Brigitte JEANBLANC, est désignée en tant que représentant de l'Agence Régionale de Santé, en remplacement de Madame le Docteur Isabelle CHARASSON-BELKAID ;

En conséquence, la composition de la commission se présente de la manière suivante :

| | |
|---|---|
| Représentant du conseil départemental de l'ordre des médecins | Monsieur Jean-Pierre GASTON-CARRERE |
| Représentants du conseil de surveillance | Monsieur François KOSCIUSKO-MORIZET En attente de désignation |
| Représentant de l'Agence Régionale de Santé | Docteur Brigitte JEANBLANC |
| Représentant de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie désigné par son Directeur Général | Madame Julie MOTTIER |
| Représentant de la commission médicale locale du groupe hospitalier exerçant une activité libérale | Professeur Philippe HARDY |
| Représentant de la commission médicale d'établissement exerçant une activité libérale en dehors du groupe hospitalier | Professeur Bertrand DEVAUX |
| Représentant de la commission médicale d'établissement n'exerçant pas d'activité libérale | Professeur TEILLET |
| Représentant des usagers du système de santé | Monsieur Nicolas BRUN (Union Nationale des Associations Familiales) |

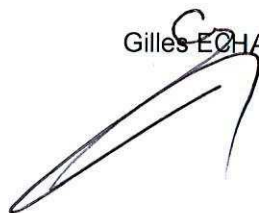
Article 2 : Les membres qui perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été appelés à siéger sont remplacés dans les mêmes conditions de désignation pour la durée de leur mandat restant à courir telle que définie à l'article R.6154-14 du code de la santé publique.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France et le Directeur Général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ile-de-France et de la préfecture de Paris.

Fait à Paris, le 11 6 DEC. 2014

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France
Le Délégué Territorial de Paris

Gilles ECHARDOUR





PREFECTURE PARIS

Arrêté n ° 2014344-0016

signé par

Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint

le 10 Décembre 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

Arrêté d'un refus d'agrément de services à la personne de la SARL A VOTRE BONHEUR n ° SIRET 804153468 00017 dont le siège social est situé au 27 rue Abel Hoveloacque 75013 Paris, sur les départements de Paris, des Yvelines et du Val de Marne



**Le préfet d'Ile-de-France, préfet de Paris
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7231-2, L.7232-1 à L.7232-7, L.7233-1 à L.7233-9, R.7232-1 à R.7232-17, D.7231-1 à D.7231-2 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31) ;

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne ;

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges relatif à l'agrément ;

Vu la circulaire DGCIS-n° 1-2012 du 26 avril 2012 relative à l'agrément des organismes de services à la personne ;

Vu la demande d'agrément déposée complète dans le département de Paris (75) par la « SARL A VOTRE BONHEUR » en date du 29 octobre 2014, située au 27 rue Abel Hovelacque 75013 Paris, présentée dans les départements de Paris, des Yvelines et du Val de Marne ;

Vu l'avis défavorable du 20 novembre 2014 du président du Conseil Général de Paris ;

Vu l'avis défavorable du 10 novembre 2014 du président du Conseil Général des Yvelines ;

Vu la saisine du 10 décembre 2014 du président du Conseil Général du Val de Marne ;

- Considérant que le gestionnaire ne dispose ni à Paris, ni dans les Yvelines, ni dans le Val de Marne d'un local à usage professionnel ou commercial (le siège social est le domicile familial de la gérante) en propre ou de manière mutualisée en vue d'accueillir le public, d'afficher les tarifs des prestations, de coordonner les prestations et de réaliser ses missions auprès des personnels selon les points 5, 7 et 37 du cahier des charges du 26 décembre 2011 ;

- Considérant que la demande d'agrément de la structure susvisée fournit un livret d'accueil ne comportant pas ou de manière incomplète toutes les mentions obligatoires telles que précisées au point 14 du cahier des charges du 26 décembre 2011 (l'information sur le droit d'un devis gratuit >100 €, les recours possibles en cas de litiges) ;

- Considérant que la production du tableau des moyens humains ne prévoit pas de s'assurer de disposer de compétences qui permettent une organisation et un fonctionnement en interne, conformément aux points 30 et 64 du cahier des charges du 26 décembre 2011 ;

- Considérant que la facturation des services n'est pas établie conformément à l'article D. 7233-1 du code du travail tel qu'au point 21 du cahier des charges du 26 décembre 2011 ;

- Considérant que la « SARL A VOTRE BONHEUR », ne respecte pas les dispositions de l'article R 7232-7 1°/3° du code du travail, il résulte que la qualité de la prestation rendue et sa continuité ne peuvent être ni garanties ni assurées au regard du cahier de charges du 26 décembre 2011 ;

Sur proposition de M. Marc Henri LAZAR, responsable de l'Unité Territoriale de Paris de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Ile de France (DIRECCTE) ;

ARRETE

Article 1 La demande d'agrément, prévue aux articles R.7232-4 et R 7232-5 du code du travail, est refusée compte tenu des motifs susvisés sur les départements de Paris, des Yvelines, du Val de Marne.

Article 2 La présente décision peut faire l'objet d'un recours hiérarchique et/ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification au demandeur susmentionné.

Tout recours gracieux doit être fait auprès de l'auteur de la décision.

Tout recours hiérarchique doit être adressé au :

Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique

Direction générale des entreprises- Mission des services à la personne – 6 rue Louise Weiss 75703 Paris Cedex 13.

Tout Recours contentieux doit être adressé au :

Tribunal administratif de Paris
7, Rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Article 3 La présente décision sera notifiée à Madame PONCE Karina gérante de la structure « la SARL A VOTRE BONHEUR».

Fait à Paris, le 10 décembre 2014

Le Préfet de la région Ile de France,
Préfet de Paris,
Et par délégation,
Le Directeur Adjoint du Travail


Alain DUPOUY



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014345-0006

signé par
Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint

le 11 Décembre 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

arrêté portant agrément de ADOM seniors

**DIRECCTE de la région Ile-de-France
unité territoriale de Paris
arrêté portant agrément
d'un organisme de services à la personne
N° SAP803740158**

Le préfet de Paris

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges prévu à l'article R. 7232-7 du code du travail,

Vu la demande d'agrément présentée le 22 septembre 2014, par Monsieur Fouad Delloum en qualité de gérant

Arrêté :

Article 1 L'agrément de l'organisme ADOM SENIORS, dont le siège social est situé 2 RUE CARDAN 75017 PARIS est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 11 décembre 2014

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-9 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 Cet agrément couvre les activités et départements suivants :

- Assistance aux personnes âgées - Paris (75)
- Aide/Accompagnement. Familles. Fragilisées - Paris (75)
- Garde-malade, sauf soins - Paris (75)
- Aide mobilité et transport de personnes - Paris (75)
- Accompagnement hors domicile PA et/ou PH - Paris (75)
- Assistance aux personnes handicapées - Paris (75)

Article 3 Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de prestataire.

Article 4 Si l'organisme envisage de fournir des activités ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité Territoriale.

Article 5 Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan quantitatif et qualitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - unité territoriale de Paris ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique - direction générale des entreprises - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Paris 7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Paris, le 11 décembre 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, et par délégation du directeur régional de la Direccte d'Ile-de-France,
Par subdélégation, le directeur adjoint,
Alain Dupouy



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014346-0004

signé par
Responsable de l' unité territoriale de Paris

le 12 Décembre 2014

**75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi - UT 75**

ARRETE PORTANT AFFECTATION DES
AGENTS DE CONTROLE DANS LES
UNITES DE CONTROLE ET GESTION DES
INTERIMS



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI D'ÎLE DE FRANCE

Unité territoriale de Paris

ARRETE portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérim

Le responsable de l'Unité Territoriale de Paris, de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Ile-de-France.

Vu le code du travail, notamment ses articles R.8122-3 et suivants ;

Vu le décret n°2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu le décret n°2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 juin 2014 portant dérogation à la création dans chaque département d'une section d'inspection du travail compétente dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 4 novembre 2011 portant nomination de M. Laurent VILBOEUF en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île de France à compter du 14 novembre 2011 ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 1^{er} décembre 2012 nommant Marc-Henri LAZAR, directeur régional adjoint, responsable de l'unité territoriale de Paris ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour le département de Paris,

Vu l'arrêté n°2014-049 du 5 novembre 2014 de M. Laurent VILBOEUF en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région d'Île de France, portant délégation de signature dans le cadre des attributions et compétences générales à M. Marc-Henri LAZAR, responsable de l'unité territoriale du département de Paris à effet de signer les décisions pour le département de Paris :

- de nomination des responsables des unités de contrôle ;
- d'affectation des agents de contrôle dans les sections d'inspection ;
- relatives à l'organisation des intérim des sections d'inspection ;
- de désignation d'un ou plusieurs inspecteurs du travail pour contrôler les établissements d'au moins 50 salariés, le cas échéant, lorsqu'une section est confiée à un contrôleur du travail.

Article 1 : Les inspecteurs et contrôleurs du travail dont les noms suivent sont chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant les unités de contrôle du département de Paris :

- Unité de contrôle des 1^{ers} et 2^{ème} arrondissements

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Christiane CHAMBAULT

- Section 1-1 : Madame Marie-Violaine COLAS, Inspectrice du Travail ;
- Section 1-2 : Madame Marie-Claude BENARD, Inspectrice du Travail ;
- Section 1-3 : Monsieur Emmanuel LUGUET, Contrôleur du Travail ;
- Section 1-4 : Madame Arsène CREANTOR, Contrôleur du Travail ;
- Section 1-5 :
- Section 1-6 : Madame Djamila AINSEBA, Contrôleur du Travail ;
- Section 1-7 : Madame Valérie AVRIL, Contrôleur du Travail
- Section 1-8 : Monsieur James HUMBERT, Contrôleur du Travail ;
- Section 1-9 : Madame Sylvie TRIPIER, Contrôleur du Travail ;
- Section 1-10 : Madame Sylvie SAGNE, Contrôleur du Travail ;
- Section 1-11 : Monsieur Julien BOELDIEU, Inspecteur du Travail ;
- Section 1-12 : Madame Sophie BANASIAK, Inspectrice du Travail ;
- Section 1-13 : Madame Fleur ALLARD, Contrôleur du Travail.

- Unité de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements

Responsable de l'unité de contrôle : M. Vincent LEFEBVRE

- Section 3-1 : Monsieur Philippe THISSIER, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-2 : Madame Isabelle DALU, Inspectrice du Travail ;
- Section 3-3 : Madame Véronique LE CAER, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-4 : Madame Vanadja MINATCHY, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-5 : Madame Françoise ROYER, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-6 : Madame Françoise RAMBAUD, Inspectrice du Travail ;
- Section 3-7 : Monsieur Stéphane LAGARDE, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-8 : Madame Farida EL HABBAD, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-9 : Madame Louise FASSO MONALDI, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-10 : Madame Christine LAMBERT, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-11 : Monsieur Stéphane MOREAU, Contrôleur du Travail ;
- Section 3-12 : Madame Françoise DUCROS DE ROMEFORT, Inspectrice du Travail ;
- Section 3-13 : Madame Zeckhia IARATENE, Contrôleur du Travail.

- Unité de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Claire PIUMATO

- Section 5-1 :
- Section 5-2 : M. Francis MARTIN, Inspecteur du Travail ;

Section 5-3 :
Section 5-4 : Mme Pascale BLANCHET, Contrôleur du Travail ;
Section 5-5 : Mme Nadège TISBA, Contrôleur du Travail ;
Section 5-6 : Mme Marie-Claude ASTRI, Inspectrice du travail ;
Section 5-7 : M. Abdanacer SOUADJI, Contrôleur du Travail ;
Section 5-8 : M. Georges PEREZ, Inspecteur du Travail ;
Section 5-9 : M. Damien DELOCHE, Contrôleur du Travail ;
Section 5-10 : M. Alphonse CARLOS, Contrôleur du Travail ;
Section 5-11 : Mme Virginie LAVABRE, Contrôleur du Travail.

- Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement nord

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Marika DEMORTIER

Section 8N-1 : M. Franck LEPERTEL, Inspecteur du Travail ;
Section 8N-2 : Mme Catherine GARCIA, Contrôleur du Travail ;
Section 8N-3 : M. Christian LECOQ, Contrôleur du Travail ;
Section 8N-4 : Mme Nathalie WEISS, Contrôleur du Travail ;
Section 8N-5 : Mme Viviane BOTT, Contrôleur du Travail ;
Section 8N-6 : Mme Cécile PONCET, Inspectrice du Travail ;
Section 8N-7 : M. Fabien TAILLANDIER, Contrôleur du Travail ;
Section 8N-8 : Mme Hélène STEINBERG, Inspectrice du Travail ;
Section 8N-9 : Mme Sylvie ROLLAND, Contrôleur du Travail ;
Section 8N-10 : Mme Marika DEMORTIER, Inspectrice du travail.

Inspectrice du travail renfort : Mme Samantha FOURQUET-SALACROUP

- Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement sud

Responsable de l'unité de contrôle : M. Stéphane LAMAIRE

Section 8S-1 : M. Lionel GOMES, Inspecteur du Travail, à partir du 01/01/2015 ;
Section 8S-2 : M. Erwan BERTHOU, Inspecteur du Travail ;
Section 8S-3 :
Section 8S-4 : Mme Caroline FREDERIC, Contrôleur du Travail ;
Section 8S-5 : M. Olivier DREUX, Contrôleur du Travail ;
Section 8S-6 : Mme Valérie MARVALIN, Contrôleur du Travail ;
Section 8S-7 : Mme Martine MAHOUX, Inspectrice du Travail ;
Section 8S-8 : M. Jean DURILLI, Contrôleur du Travail ;
Section 8S-9 : M. Xavier BLANCHARD, Contrôleur du Travail ;
Section 8S-10 : M Stéphane LAMAIRE, Inspecteur du travail.

- Unité de contrôle du 9^{ème} arrondissement

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Carole-Laure CHICOUARD

Section 9-1 : Mme Roseline VIDAL, Contrôleur du Travail ;
Section 9-2 : Mme Mariel RENAUD, Contrôleur du Travail ;
Section 9-3 : M. Jean-Marc MURCIA, Contrôleur du Travail ;
Section 9-4 : Mme Anne-Marie VIGOUROUX, Contrôleur du Travail ;
Section 9-5 : M. Jean COUPEAU, Contrôleur du Travail ;
Section 9-6 : Mme Françoise GUYOT, Inspectrice du Travail ;

Section 9-7 : M. Pierre JAKUBOWSKI, Contrôleur du Travail ;
Section 9-8 : M. Jean-Marie BARRERE, Inspecteur du Travail ;
Section 9-9 : Mme Nathalie BOURJOLLY, Contrôleur du Travail ;
Section 9-10 : M. Youssef CHEHADY, Contrôleur du Travail ;
Section 9-11 : Mme Kathleen LUCIOTTO, Inspectrice du Travail ;
Section 9-12 : M. Guillaume DAUTEL, Inspecteur du Travail.

- Unité de contrôle des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Christelle CHAMBARLHAC

Section 10-1 : M. Yohan ROBINOT, Inspecteur du Travail ;
Section 10-2 : Mme Christelle MANIER, Contrôleur du Travail ;
Section 10-3 : M. Olivier BA, Contrôleur du Travail ;
Section 10-4 : M. Samuel OU RABAH, Contrôleur du Travail ;
Section 10-5 : Mme Céline HOOGE, Inspectrice du Travail ;
Section 10-6 : Mme Delphine DZUIBA, Contrôleur du Travail ;
Section 10-7 : M. Philippe GOUT, Contrôleur du Travail ;
Section 10-8 : M. Sébastien GOY, Contrôleur du Travail ;
Section 10-9 :
Section 10-10 : M. Benjamin CADIOU, Contrôleur du Travail ;
Section 10-11 : M. Bruno COLLOMB, Inspecteur du Travail ;
Section 10-12 : Mme Eliane CANGOU MINOS, Contrôleur du Travail ;
Section 10-13 : M. Emmanuel VERMEERSCH, Contrôleur du Travail ;
Section 10-14 : Mme Antoinise-Betty RULLE, Contrôleur du Travail.

- Unité de contrôle du 12^{ème} arrondissement

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Elsa HOUPIN

Section 12-1 : Mme Cécile RIBOLI, Inspectrice du Travail ;
Section 12-2 : Mme Larissa DARRACQ, Inspectrice du Travail ;
Section 12-3 : M. Christian DENIS, Contrôleur du Travail ;
Section 12-4 : M. Pierre DUQUOC, Inspecteur du Travail ;
Section 12-5 :
Section 12-6 : M. Michel POMMIER, Contrôleur du Travail ;
Section 12-7 : M. Guillaume GUIGNON, Contrôleur du Travail ;
Section 12-8 : Mme Véronique GODIN, Contrôleur du Travail ;
Section 12-9 : Mme Elsa HOUPIN Inspectrice du travail.

- Unité de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements

Responsable de l'unité de contrôle :

Section 13-1 : M. Yves SINIGAGLIA, Inspecteur du Travail ;
Section 13-2 : M. Mourad ABDELGHANI, Inspecteur du Travail ;
Section 13-3 : Mme Sophie POULET, Inspectrice du Travail ;
Section 13-4 : Mme Delphine MUNIER, Contrôleur du Travail ;
Section 13-5 : M. Florian GIVORD, Inspecteur du Travail ;
Section 13-6 : Mme Roselyne BACCARARD, Contrôleur du Travail ;
Section 13-7 : Mme Martine BOUTIN MARION, Contrôleur du Travail ;
Section 13-8 : Mme Sylvie ALBIN PAVIOT, Contrôleur du Travail ;
Section 13-9 : M. Samuel ÖNCE, Inspecteur du Travail ;

Section 13-10 : Mme Angheavattay SOK, Contrôleur du Travail ;
Section 13-11 : M. François BORGHERO, Contrôleur du Travail ;
Section 13-12 : Mme Fanny GIP, Contrôleur du Travail ;
Section 13-13 :

- Unité de contrôle du 15^{ème} arrondissement

Responsable de l'unité de contrôle : M. Henri JANNES

Section 15-1 :
Section 15-2 : Mme Emeline BRIANTAIS, Inspectrice du Travail ;
Section 15-3 : M. Sébastien MORVAN, Contrôleur du Travail, à partir du 01/01/2015 ;
Section 15-4 : Mme Maud PICHERY, Contrôleur du Travail ;
Section 15-5 : Mme Laurence ILLARINE, Contrôleur du Travail ;
Section 15-6 : M. Olivier OU RABAH, Inspecteur du Travail ;
Section 15-7 : M. Bernard MANE, Inspecteur du Travail ;
Section 15-8 : Mme Mina QUENUM SANFO, Contrôleur du Travail ;
Section 15-9 : M. Fabrice COUPAYE, Contrôleur du Travail ;
Section 15-10 : M. Marc LE NAOUR, Contrôleur du Travail ;
Section 15-11 : Mme. Dominique DABNEY, Inspecteur du Travail.

- Unité de contrôle du 16^{ème} arrondissement

Responsable de l'unité de contrôle : M. Niklas VASSEUX

Section 16-1 : Mme Céline BAR, Inspectrice du Travail ;
Section 16-2 : Mme Souad BENSALÉM, Inspectrice du Travail, à partir du 01/01/2015 ;
Section 16-3 : M. David MOUNA-KINGUE, Contrôleur du Travail ;
Section 16-4 : M. Gianni DINOCCA, Inspecteur du Travail ;
Section 16-5 : M. Alexandre MAUPIN, Contrôleur du Travail ;
Section 16-6 : Mme Samira ZEROUALI, Contrôleur du Travail ;
Section 16-7 : M. Claude LAGNEAU, Contrôleur du Travail ;
Section 16-8 : M. Claude COLNA, Contrôleur du Travail ;
Section 16-9 : M. Benoit BOLORE, Contrôleur du Travail ;
Section 16-10 : M. Niklas VASSEUX, Inspecteur du Travail.

- Unité de contrôle du 17^{ème} arrondissement

Responsable de l'unité de contrôle : M. Dominique CHARRE

Section 17-1 : M. Gilles GABRIEL, Contrôleur du Travail ;
Section 17-2 : Mme Nicole FABRONI, Contrôleur du Travail ;
Section 17-3 : Mme Sylvie LEITAO, Inspectrice du Travail ;
Section 17-4 : M. Christian ROLLAND, Contrôleur du Travail ;
Section 17-5 : M. Patrice PEYRON, Inspecteur du Travail ;
Section 17-6 : Mme Micheline SAVEAN, Contrôleur du Travail ;
Section 17-7 : M. Thomas DESSALLES, Inspecteur du Travail ;
Section 17-8 : Mme Aude CHARCOSSET, Contrôleur du Travail ;
Section 17-9 : Mme Christelle GLEMET, Contrôleur du Travail ;
Section 17-10 : M. Dominique CHARRE, Inspecteur du travail.

- Unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Julie NARDIN à compter du 1^{er} mars 2015

Section 19-1 :

Section 19-2 : Mme Elise JORRO, Inspectrice du Travail ;

Section 19-3 : M. Philippe MALLEVRE, Contrôleur du Travail ;

Section 19-4 : Mme Sarah-Loelia AKNIN, Contrôleur du Travail, à partir du 01/01/2015 ;

Section 19-5 : M. David ANDRIEU, Contrôleur du Travail ;

Section 19-6 : Mme Vanessa DUPONT, Contrôleur du Travail, à partir du 01/01/2015 ;

Section 19-7 : M. Hervé ARNUEL, Contrôleur du Travail ;

Section 19-8 : Mme Lynda KEHLA, Inspectrice du Travail ;

Section 19-9 : Mme Noura MEDJOUJ, Contrôleur du Travail ;

Section 19-10 : M. Sébastien LUCE, Contrôleur du Travail, à partir du 01/01/2015 ;

Section 19-11 : M. Théodore ASLAMATZIDIS, Inspecteur du Travail.

- Unité de contrôle Transport du département

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Christel LAMOUREUX

Section TR-1 : Mme Elodie GIRON, Inspectrice du Travail ;

Section TR-2 : M. Thierry MARTEL, Contrôleur du Travail ;

Section TR-3 : Mme Nadège CHAMPAGNE, Contrôleur du Travail ;

Section TR-4 : Mme Aurélie LEHOUX, Inspectrice du Travail, à partir du 01/01/2015 ;

Section TR-5 : M. Marc FUSINA , Inspecteur du travail

Section TR-6 :

Section TR-7 : Mme Christel LAMOUREUX, Inspectrice du travail.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-1° du code du travail, les pouvoirs de décision administrative relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail sont confiés aux inspecteurs du travail mentionnés ci-dessous pour les sections suivantes :

- Unité de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements

Section 1-3 : L'inspecteur du travail de la section 1-1

Section 1-4 : L'inspecteur du travail de la section 1-2

Section 1-6 : L'inspecteur du travail de la section 1-1

Section 1-7 : L'inspecteur du travail de la section 1-2

Section 1-8 : L'inspecteur du travail de la section 1-11

Section 1-9 : L'inspecteur du travail de la section 1-12

Section 1-10 : L'inspecteur du travail de la section 1-12

Section 1-13 : L'inspecteur du travail de la section 1-11

- Unité de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements

Section 3-1 : L'inspecteur du travail de la section 3-6

Section 3-3 : L'inspecteur du travail de la section 3-6

Section 3-4 : L'inspecteur du travail de la section 3-6

Section 3-5 : L'inspecteur du travail de la section 3-6

Section 3-7 : L'inspecteur du travail de la section 3-6

Section 3-8 : L'inspecteur du travail de la section 3-2

Section 3-9 : L'inspecteur du travail de la section 3-2
Section 3-10 : L'inspecteur du travail de la section 3-12
Section 3-11 : L'inspecteur du travail de la section 3-12
Section 3-13 : L'inspecteur du travail de la section 3-12

- Unité de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements

Section 5-4 : L'inspecteur du travail de la section 5-2
Section 5-5 : L'inspecteur du travail de la section 5-6
Section 5-7 : L'inspecteur du travail de la section 5-6
Section 5-9 : L'inspecteur du travail de la section 5-6
Section 5-10 : L'inspecteur du travail de la section 5-8
Section 5-11 : L'inspecteur du travail de la section 5-2

- Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement nord

Section 8N-2 : L'inspecteur du travail de la section 8N-1
Section 8N-3 : L'inspecteur du travail de la section 8N-1
Section 8N-4 : L'inspecteur du travail de la section 8N-8
Section 8N-5 : L'inspecteur du travail de la section 8N-1
Section 8N-7 : L'inspecteur du travail de la section 8N-8
Section 8N-9 : L'inspecteur du travail de la section 8N-8

- Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement sud

Section 8S-4 : L'inspecteur du travail de la section 8S-2
Section 8S-5 : L'inspecteur du travail de la section 8S-1
Section 8S-6 : L'inspecteur du travail de la section 8S-7
Section 8S-8 : L'inspecteur du travail de la section 8S-7
Section 8S-9 : L'inspecteur du travail de la section 8S-2

- Unité de contrôle du 9^{ème} arrondissement

Section 9-1 : L'inspecteur du travail de la section 9-11
Section 9-2 : L'inspecteur du travail de la section 9-12
Section 9-3 : L'inspecteur du travail de la section 9-6
Section 9-4 : L'inspecteur du travail de la section 9-6
Section 9-5 : L'inspecteur du travail de la section 9-8
Section 9-7 : L'inspecteur du travail de la section 9-8
Section 9-9 : L'inspecteur du travail de la section 9-12
Section 9-10 : L'inspecteur du travail de la section 9-12

- Unité de contrôle des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements

Section 10-2 : L'inspecteur du travail de la section 10-1
Section 10-3 : L'inspecteur du travail de la section 10-5
Section 10-4 : L'inspecteur du travail de la section 10-5
Section 10-6 : L'inspecteur du travail de la section 10-5
Section 10-7 : L'inspecteur du travail de la section 10-1
Section 10-8 : L'inspecteur du travail de la section 10-1
Section 10-10 : L'inspecteur du travail de la section 10-1
Section 10-12 : L'inspecteur du travail de la section 10-11
Section 10-13 : L'inspecteur du travail de la section 10-11
Section 10-14 : L'inspecteur du travail de la section 10-11

- Unité de contrôle du 12^{ème} arrondissement

Section 12-3 : L'inspecteur du travail de la section 12-2
Section 12-6 : L'inspecteur du travail de la section 12-2
Section 12-7 : L'inspecteur du travail de la section 12-2
Section 12-8 : L'inspecteur du travail de la section 12-4

- Unité de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements

Section 13-4 : L'inspecteur du travail de la section 13-1
Section 13-6 : L'inspecteur du travail de la section 13-2
Section 13-7 : L'inspecteur du travail de la section 13-3
Section 13-8 : L'inspecteur du travail de la section 13-2
Section 13-10 : L'inspecteur du travail de la section 13-5
Section 13-11 : L'inspecteur du travail de la section 13-3
Section 13-12 : L'inspecteur du travail de la section 13-5

- Unité de contrôle du 15^{ème} arrondissement

Section 15-3 : L'inspecteur du travail de la section 15-11
Section 15-4 : L'inspecteur du travail de la section 15-2
Section 15-5 : L'inspecteur du travail de la section 15-6
Section 15-8 : L'inspecteur du travail de la section 15-6
Section 15-9 : L'inspecteur du travail de la section 15-7
Section 15-10 : L'inspecteur du travail de la section 15-11

- Unité de contrôle du 16^{ème} arrondissement

Section 16-3 : L'inspecteur du travail de la section 16-4
Section 16-5 : L'inspecteur du travail de la section 16-1
Section 16-6 : L'inspecteur du travail de la section 16-2
Section 16-7 : L'inspecteur du travail de la section 16-1
Section 16-8 : L'inspecteur du travail de la section 16-2
Section 16-9 : L'inspecteur du travail de la section 16-4

- Unité de contrôle du 17^{ème} arrondissement

Section 17-1 : L'inspecteur du travail de la section 17-3
Section 17-2 : L'inspecteur du travail de la section 17-3
Section 17-4 : L'inspecteur du travail de la section 17-5
Section 17-6 : L'inspecteur du travail de la section 17-5
Section 17-8 : L'inspecteur du travail de la section 17-7
Section 17-9 : L'inspecteur du travail de la section 17-7

- Unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements

Section 19-3 : L'inspecteur du travail de la 8^{ème} section 19-8
Section 19-4 : L'inspecteur du travail de la 2^{ème} section 19-2
Section 19-5 : L'inspecteur du travail de la 11^{ème} section 19-11
Section 19-6 : L'inspecteur du travail de la 2^{ème} section 19-2
Section 19-7 : L'inspecteur du travail de la 9^{ème} section 19-8
Section 19-9 : L'inspecteur du travail de la 11^{ème} section 19-11
Section 19-10 : L'inspecteur du travail de la 11^{ème} section 19-11

- Unité de contrôle Transport du département

Section TR-2 : L'inspecteur du travail de la section TR-5

Section TR-3 : L'inspecteur du travail de la section TR-5

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur mentionné ci-dessus, le pouvoir de décision est assuré par l'inspecteur chargé d'assurer l'intérim de celui-ci en application de l'article 4.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-2° du code du travail, le contrôle de tout ou partie des établissements d'au moins cinquante salariés qui ne serait pas assuré par les contrôleurs du travail est confié aux inspecteurs du travail mentionnés ci-dessous pour les sections suivantes :

- Unité de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|--|
| Section 1-7 | L'inspecteur du travail de la section 1-2 | Établissements de plus de 100 salariés |
| Section 1-8 | L'inspecteur du travail de la section 1-11 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 1-9 | L'inspecteur du travail de la section 1-12 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 1-10 | L'inspecteur du travail de la section 1-12 | Établissements de plus de 200 salariés |
| Section 1-13 | L'inspecteur du travail de la section 1-11 | Etablissements d'au moins 50 salariés |

- Unité de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|---------------------------------------|
| Section 3-1 | L'inspecteur du travail de la section 3-6 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 3-3 | L'inspecteur du travail de la section 3-6 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 3-4 | L'inspecteur du travail de la section 3-6 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 3-5 | L'inspecteur du travail de la section 3-6 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 3-7 | L'inspecteur du travail de la section 3-6 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 3-9 | L'inspecteur du travail de la section 3-2 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 3-10 | L'inspecteur du travail de la section 3-12 | Etablissements d'au moins 50 salariés |

- Unité de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements

| | | |
|--------------|---|---------------------------------------|
| Section 5-10 | L'inspecteur du travail de la section 5-8 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
|--------------|---|---------------------------------------|

- Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement nord

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|--|
| Section 8N-2 | L'inspecteur du travail de la section 8N-1 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 8N-3 | L'inspecteur du travail de la section 8N-1 | Etablissements de plus de 300 salariés |

- Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement sud

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|--|
| Section 8S-8 | L'inspecteur du travail de la section 8S-7 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 8S-9 | L'inspecteur du travail de la section 8S-2 | Etablissements de plus de 100 salariés |

- Unité de contrôle du 9^{ème} arrondissement

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|--|
| Section 9-2 | L'inspecteur du travail de la section 9-12 | Etablissements de plus de 100 salariés |
| Section 9-3 | L'inspecteur du travail de la section 9-6 | Etablissements de plus de 100 salariés |
| Section 9-4 | L'inspecteur du travail de la section 9-6 | Etablissements de plus de 100 salariés |
| Section 9-7 | L'inspecteur du travail de la section 9-8 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 9-10 | L'inspecteur du travail de la section 9-12 | Etablissements d'au moins 50 salariés |

- Unité de contrôle des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|---------------------------------------|
| Section 10-2 | L'inspecteur du travail de la section 10-1 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 10-3 | L'inspecteur du travail de la section 10-5 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 10-4 | L'inspecteur du travail de la section 10-5 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 10-6 | L'inspecteur du travail de la section 10-5 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 10-7 | L'inspecteur du travail de la section 10-1 | Etablissements d'au moins 50 salariés |

| | | |
|---------------|---|--|
| Section 10-8 | L'inspecteur du travail de la section 10-1 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 10-10 | L'inspecteur du travail de la section 10-1 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 10-12 | L'inspecteur du travail de la section 10-11 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 10-13 | L'inspecteur du travail de la section 10-11 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 10-14 | L'inspecteur du travail de la section 10-11 | Etablissements de plus de 100 salariés |

- Unité de contrôle du 12^{ème} arrondissement

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|--|
| Section 12-3 | L'inspecteur du travail de la section 12-2 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 12-7 | L'inspecteur du travail de la section 12-2 | Etablissements de plus de 300 salariés |
| Section 12-8 | L'inspecteur du travail de la section 12-4 | Etablissements d'au moins 50 salariés |

- Unité de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|--|
| Section 13-4 | L'inspecteur du travail de la section 13-1 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 13-6 | L'inspecteur du travail de la section 13-2 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 13-7 | L'inspecteur du travail de la section 13-3 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 13-8 | L'inspecteur du travail de la section 13-2 | Etablissements de plus de 200 salariés |
| Section 13-10 | L'inspecteur du travail de la section 13-5 | Etablissements de plus de 100 salariés |
| Section 13-11 | L'inspecteur du travail de la section 13-3 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 13-12 | L'inspecteur du travail de la section 13-5 | Etablissements d'au moins 50 salariés |

- Unité de contrôle du 15^{ème} arrondissement

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|---|--|
| Section 15-3 | L'inspecteur du travail de la section 15-11 | Etablissements de plus de 300 salariés |
| Section 15-4 | L'inspecteur du travail de la section 15-2 | Etablissements de plus de 100 salariés |
| Section 15-5 | L'inspecteur du travail de la section 15-6 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 15-8 | L'inspecteur du travail de la section 15-6 | Etablissements de plus de 300 salariés |
| Section 15-10 | L'inspecteur du travail de la section 15-11 | Etablissements de plus de 100 salariés |

- Unité de contrôle du 16^{ème} arrondissement

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|--|
| Section 16-6 | L'inspecteur du travail de la section 16-2 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 16-7 | L'inspecteur du travail de la section 16-1 | Établissements de plus de 100 salariés |

- Unité de contrôle du 17^{ème} arrondissement

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|--|--|
| Section 17-1 | L'inspecteur du travail de la section 17-3 | Établissements de plus de 300 salariés |
| Section 17-2 | L'inspecteur du travail de la section 17-3 | Établissements de plus de 100 salariés |
| Section 17-6 | L'inspecteur du travail de la section 17-5 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 17-8 | L'inspecteur du travail de la section 17-7 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 17-9 | L'inspecteur du travail de la section 17-7 | Etablissements d'au moins 50 salariés |

- Unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements

| <i>Numéro de section</i> | <i>Inspecteur du travail</i> | <i>Etablissements concernés</i> |
|--------------------------|---|---------------------------------------|
| Section 19-4 | L'inspecteur du travail de la section 19-2 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 19-6 | L'inspecteur du travail de la section 19-2 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 19-7 | L'inspecteur du travail de la section 19-8 | Etablissements d'au moins 50 salariés |
| Section 19-9 | L'inspecteur du travail de la section 19-11 | Etablissements d'au moins 50 salariés |

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement pour une durée inférieure à un mois d'un ou plusieurs agents de contrôle désignés à l'article 1 ci-dessus, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

Unité de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et

18ème arrondissements, du 12^{ème} arrondissement, du 17^{ème}, des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements ou des transports.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail de l'Unité de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement ou de l'unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement ou des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements.

Unité de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement, du 17^{ème}, des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements ou des transports.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement ou du 19^{ème} arrondissement.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement ou du 19^{ème} arrondissement.

Unité de contrôle des 5^{èmes}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement, du 17^{ème}, des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements ou des transports.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 5^{èmes}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements, 10^{ème} et 18^{ème} arrondissement, du 17^{ème} arrondissement ou des transports.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements, 10^{ème} et 18^{ème} arrondissement, du 17^{ème} arrondissement ou des transports.

Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement Nord

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsable des unités de contrôle des 8^{ème} arrondissements Sud, du 9^{ème} arrondissement, des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements du 15^{ème} ou du 16^{ème} arrondissement.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement nord ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 8^{ème} arrondissement sud, ou du 9^{ème} arrondissement.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement Nord ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle du 8^{ème} arrondissement sud, ou du 9^{ème} arrondissement

Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement Sud

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsable des unités de contrôle des 8^{ème} arrondissements Nord, du 9^{ème} arrondissement, des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements du 15^{ème} ou du 16^{ème} arrondissement.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement sud ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 8^{ème} arrondissement nord, ou du 9^{ème} arrondissement.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement sud ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle du 8^{ème} arrondissement Nord, ou du 9^{ème} arrondissement

Unité de contrôle du 9^{ème} arrondissement

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsable des unités de contrôle du 8^{ème} arrondissements Nord, du 8^{ème} arrondissement Sud, des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements, du 15^{ème} ou du 16^{ème} arrondissement.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 9^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 8^{ème} arrondissement nord, ou du 8^{ème} arrondissement sud.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 9^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle du 8^{ème} arrondissement Nord, ou du 8^{ème} arrondissement sud.

Unité de contrôle des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement, du 17^{ème}, des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements ou des transports.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle, des 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} arrondissements, du 17^{ème} arrondissement ou des transports.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} arrondissements, du 17^{ème} arrondissement ou des transports.

Unité de contrôle du 12^{ème} arrondissement

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements, du 17^{ème}, des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements ou des transports.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 12^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 1^{ers} et 2^{ème} arrondissements, des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements et 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 12^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents

de contrôle des unités de contrôle des 1^{ers} et 2^{èmes} arrondissements, des 3^{èmes}, 4^{èmes} et 11^{èmes} arrondissements et 19^{èmes} et 20^{èmes} arrondissements.

Unité de contrôle des 13^{èmes} et 14^{èmes} arrondissements

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle du 15^{ème} ou du 16^{ème} arrondissement, des 8^{èmes} arrondissements Nord, du 8^{ème} arrondissement Sud, du 9^{ème} arrondissement.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 13^{ème} et 14^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 15^{ème} arrondissement, ou du 16^{ème} arrondissement.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 13^{èmes} et 14^{èmes} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle du 15^{ème} arrondissement, ou du 16^{ème} arrondissement

Unité de contrôle du 15^{ème} arrondissement

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle, des 13^{èmes} et 14^{èmes} arrondissements, du 16^{ème} arrondissement, du 8^{èmes} arrondissements Nord, du 8^{ème} arrondissement Sud, du 9^{ème} arrondissement

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 15^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 13^{èmes} et 14^{èmes} arrondissements, ou du 16^{ème} arrondissement.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 13^{èmes} et 14^{èmes} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 16^{ème} arrondissement.

Unité de contrôle du 16^{ème} arrondissement

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle, des 13^{èmes} et 14^{èmes} arrondissements, du 15^{ème} arrondissement, du 8^{èmes} arrondissements Nord, du 8^{ème} arrondissement Sud, du 9^{ème} arrondissement.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 16^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements, ou du 15^{ème} arrondissement.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements, ou du 15^{ème} arrondissement.

Unité de contrôle du 17^{ème} arrondissement

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements, du 12^{ème}, des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements ou des transports.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 17^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissement ou des transports.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 17^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissement ou des transports.

Unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement, du 17^{ème} arrondissement ou des transports.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 19^{ème} et 20^{ème} arrondissement ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements ou du 12^{ème} arrondissement.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements ou du 12^{ème} arrondissement.

Unité de contrôle Transport du département

Intérim du responsable de l'unité de contrôle

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, des 3^{ème}, 4^{ème} ou 11^{ème} arrondissements, des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements, du 12^{ème} arrondissement, du 17^{ème} arrondissement ou des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements.

Intérim des inspecteurs du travail

L'intérim des inspecteurs du travail absents est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle transport du département ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissement ou du 17^{ème} arrondissement.

Intérim des contrôleurs du travail

L'intérim des contrôleurs du travail absents est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle transport du département ou en cas d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissement ou du 17^{ème} arrondissement.

Article 5: Conformément aux dispositions de l'article R.8122-10 du code du travail, les agents mentionnés à l'article 1 participent lorsque l'action le rend nécessaire aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de l'unité territoriale de Paris.

Article 6 : La présente décision annule et remplace la décision en date du 18 Septembre 2014 à compter du 15 décembre 2014.

Article 7 : Le responsable de l'unité territoriale de Paris de la direction régionale des entreprises, de la concurrence de la région d'Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police accessible sur le site internet de la préfecture de Paris : www.paris.prefecture.gouv.fr

Fait à Paris, le 12 décembre 2014

Le Responsable de l'Unité Territoriale de Paris de
la Direction Régionale des Entreprises, de la
Concurrence, de la Consommation, du Travail et
de l'Emploi de la région

 **DIRECCTE Ile de France**
Le Directeur de l'Unité Territoriale de Paris

Maro-Henri LAZAR



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014346-0005

signé par
Responsable de l' unité territoriale de Paris

le 12 Décembre 2014

**75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi - UT 75**

ARRETE PORTANT INTERIM DE
LONGUE DUREE AFFECTATION DES
AGENTS DE CONTROLE AFFECTES
DANS LES UNITES DE CONTROLE DES
SERVICES D'INSPECTION DU TRAVAIL
DE L'UT DE PARIS



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI D'ÎLE DE FRANCE

Unité territoriale de Paris

**ARRETE portant intérim de longue durée affectation des agents de contrôle affectés
dans les unités de contrôle des services d'inspection du travail de l'UT de Paris**

Le responsable de l'Unité Territoriale de Paris, de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Ile-de-France.

Vu le code du travail, notamment ses articles R.8122-3 et suivants ;

Vu le décret n°2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu le décret n°2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 juin 2014 portant dérogation à la création dans chaque département d'une section d'inspection du travail compétente dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 4 novembre 2011 portant nomination de M. Laurent VILBOEUF en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île de France à compter du 14 novembre 2011 ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 1^{er} décembre 2012 nommant Marc-Henri LAZAR, directeur régional adjoint, responsable de l'unité territoriale de Paris ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour le département de Paris ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et sections d'inspection du travail de l'unité territoriale de Paris

Vu l'arrêté n°2014-049 du 5 novembre 2014 de M. Laurent VILBOEUF en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région

d'Ile de France, portant délégation de signature dans le cadre des attributions et compétences générales à M. Marc-Henri LAZAR, responsable de l'unité territoriale du département de Paris à effet de signer les décisions pour le département de Paris :

- De nomination des responsables des unités de contrôle
- D'affectation des agents de contrôle dans les sections d'inspection
- Relatives à l'organisation des intérim des sections d'inspection,
- De désignation d'un ou plusieurs inspecteurs du travail pour contrôler les établissements d'au moins 50 salariés, le cas échéant, lorsqu'une section est confiée à un contrôleur du travail

Article 1 : les agents du corps de l'inspection du travail dont les noms suivent sont chargés de l'intérim des fonctions de responsable d'unité de contrôle dont les postes sont soit non pourvus, soit vacants en raison de l'absence de longue durée de leur titulaire :

- Unité de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements

Responsable de l'unité de contrôle : Mr Jean-Paul Michel directeur de secteur, à compter du 15 décembre 2014

- Unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements

Responsable de l'unité de contrôle : Mme Elsa Houpin, du 15 décembre 2014 au 1^{er} mars 2015.

Article 2 : Les inspecteurs du travail dont les noms suivent sont chargés de l'intérim des fonctions d'agent de contrôle dans les unités de contrôle et sections d'inspection du travail suivantes, dont les postes sont soit non pourvus, soit temporairement vacants en raison de l'absence de longue durée de leur titulaire.

Unité de contrôle des 1^{ers} et 2^{ème} arrondissements

Section 1-5 : Mme Marie Violaine Colas Inspectrice du travail à compter du 15 décembre 2014 au 8 février 2015

Mme Sophie Banasiak Inspectrice du travail, du 9 février 2015 au 5 avril 2015

Mme Marie Claude Bénard Inspectrice du travail à compter du 6 avril 2015.

- Unité de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements

Section 5-1 : M. Francis MARTIN inspecteur du travail à compter du 15 décembre 2014

Section 5-3 : M. Georges PEREZ, inspecteur du travail à compter du 15 décembre 2014

- Unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement sud

Section 8S-3 : M. Lionel GOMES, Inspecteur du Travail, à compter du 1^{er} janvier 2015

- Unité de contrôle des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements

Section 10-9 : M. Bruno COLLOMB, Inspecteur du Travail à compter du 15 décembre 2014;

- Unité de contrôle du 12^{ème} arrondissement

Section 12-5 : Mme Cécile RIBOLI, Inspectrice du Travail à compter du 15 décembre 2014

- Unité de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements

Section 13-13 : M. Samuel ÖNCE, Inspecteur du Travail à compter du 15 décembre 2014

- Unité de contrôle du 15^{ème} arrondissement

Section 15-1 : Mme Emeline BRIANTAIS, Inspectrice du Travail à compter du 15 décembre 2014

- Unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements

Section 19-1 : Mme Lynda KEHILA, Inspectrice du Travail à compter du 15 décembre 2014 3

- Unité de contrôle Transport du département

Section TR-6 : Mme Aurélie LEHOUX Inspectrice du Travail du 15 décembre 2015 au 8 mars 2015
Mme Elodie GIRON Inspectrice du Travail à compter du 9 mars 2015

Article 3 : Le responsable de l'unité territoriale de Paris de la direction régionale des entreprises, de la concurrence de la région d'Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police accessible sur le site internet de la préfecture de Paris : www.paris.prefecture.gouv.fr

Fait à Paris, le 12 décembre 2014

Le Responsable de l'Unité Territoriale de Paris de
la Direction Régionale des Entreprises, de la
Concurrence, de la Consommation, du Travail et
de l'Emploi de la région

DIRECCTE Ile de France
Le Directeur de l'Unité Territoriale de Paris

Maro-Henri LAZAR



PREFECTURE PARIS

Décision n ° 2014335-0011

signé par

Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint

le 01 Décembre 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

Décision portant agrément d'une entreprise
solidaire UNION REMPART



**Le préfet de la région d'Ile-de-France
Préfet de Paris**

DECISION

RELATIVE A L'AGREMENT ENTREPRISE SOLIDAIRE

VU les articles L.3332-17-1, R.3332-21-1 et suivants du Code du Travail, relatifs à l'agrément des entreprises solidaires ;

VU l'accusé de réception de la demande complète d'agrément au titre d'entreprise solidaire présentée par l'association UNION REMPART en date du 12 septembre 2014 ;

VU les pièces justificatives accompagnant la demande complète ;

CONSIDERANT QUE le fait de ne pas être émetteur de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé constitue une condition préalable à l'obtention de l'agrément ;

QUE l'association UNION REMPART n'a pas de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé ;

CONSIDERANT QUE sont considérées comme entreprises solidaires les entreprises qui sont constituées sous forme d'associations, de coopératives, de mutuelles, d'institutions de prévoyance ou de sociétés, dont les dirigeants sont élus par les salariés, les adhérents ou les sociétaires, et dont la moyenne des cinq plus hautes rémunérations, salariés ou dirigeants, n'excède pas cinq fois la rémunération annuelle perçue par un salarié rémunéré à hauteur du SMIC, sur une année pour un emploi à temps complet, soit actuellement 86 723 Euros;

QU'au sein de l'association UNION REMPART, les dirigeants sont élus par les membres,

QUE, selon les documents fournis par l'association UNION REMPART, la moyenne des cinq plus hautes rémunérations est inférieure à cinq fois la valeur du SMIC pour 1820 heures travaillées, soit 86723 Euros.

CONSIDERANT QUE l'agrément est accordé pour une durée de deux ans, ou bien de cinq ans, en cas de demande de renouvellement ;

QU'une demande de renouvellement ne peut être émise que lorsque l'agrément précédent n'est pas arrivé à son terme.

DECIDE

ARTICLE 1 : L'association UNION REMPART, sise 1 rue des Guillemites, 75004 PARIS (Code APE 9499Z- numéro SIREN : 784 672 263), est **agrée** en qualité d'**entreprise solidaire** au sens de l'article L.3332-17-1 du Code du Travail.

ARTICLE 2 : Sauf modification de nature à remettre en cause la qualité d'entreprise solidaire en rapport avec l'article L 3332-17-1, le présent agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : Le préfet de la région Ile de France et le responsable de l'Unité Territoriale de Paris – UT 75 - de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi- DIRECCTE- d'Ile de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2014

P/Le Préfet, et par subdélégation
du Directeur Régional des
entreprises, de la concurrence, de
la consommation, du travail et de
l'emploi d'Ile de France,
Le Directeur régional adjoint,
responsable de l'Unité Territoriale
de Paris
Par empêchement,

Le Directeur Adjoint

Alain DUPOUY

Voies et délais de recours : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Responsable de l'Unité Territoriale de Paris (35 rue de la Gare – CS 60003 – 75144 Paris cedex 19), d'un recours hiérarchique devant le Ministre (Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, 127 rue de Grenelle PARIS 07 SP), d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 Paris cedex 04). Ces recours ne sont pas suspensifs.



PREFECTURE PARIS

Décision n ° 2014343-0016

signé par

Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint

le 09 Décembre 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

Décision portant agrément d'une entreprise
solidaire FAPIL



**Le préfet de la région d'Ile-de-France
Préfet de Paris**

DECISION

RELATIVE A L'AGREMENT ENTREPRISE SOLIDAIRE

VU les articles L.3332-17-1, R.3332-21-1 et suivants du Code du Travail, relatifs à l'agrément des entreprises solidaires ;

VU l'accusé de réception de la demande complète d'agrément au titre d'entreprise solidaire présentée par l'association FAPIL en date du 25 novembre 2014 ;

VU les pièces justificatives accompagnant la demande complète ;

CONSIDERANT QUE le fait de ne pas être émetteur de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé constitue une condition préalable à l'obtention de l'agrément ;

QUE l'association FAPIL n'a pas de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé ;

CONSIDERANT QUE sont considérées comme entreprises solidaires les entreprises qui sont constituées sous forme d'associations, de coopératives, de mutuelles, d'institutions de prévoyance ou de sociétés, dont les dirigeants sont élus par les salariés, les adhérents ou les sociétaires, et dont la moyenne des cinq plus hautes rémunérations, salariés ou dirigeants, n'excède pas cinq fois la rémunération annuelle perçue par un salarié rémunéré à hauteur du SMIC, sur une année pour un emploi à temps complet, soit actuellement 86 723 Euros;

QU'au sein de l'association FAPIL, les dirigeants sont élus par les membres

QUE, selon les documents fournis par l'association FAPIL, la moyenne des cinq plus hautes rémunérations est inférieure à cinq fois la valeur du SMIC pour 1820 heures travaillées, soit 86723 Euros.

CONSIDERANT QUE l'agrément est accordé pour une durée de deux ans, ou bien de cinq ans, en cas de demande de renouvellement ;

QU'une demande de renouvellement ne peut être émise que lorsque l'agrément précédent n'est pas arrivé à son terme.

DECIDE

ARTICLE 1 : L'association FAPIL, sise 6 avenue du Professeur André Lemierre 75020 PARIS (Code APE 88 99 B- numéro SIREN : 387 602 170), est **agrée** en qualité d'**entreprise solidaire** au sens de l'article L.3332-17-1 du Code du Travail.

ARTICLE 2 : Sauf modification de nature à remettre en cause la qualité d'entreprise solidaire en rapport avec l'article L 3332-17-1, le présent agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : Le préfet de la région Ile de France et le responsable de l'Unité Territoriale de Paris – UT 75 - de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi- DIRECCTE- d'Ile de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Fait à Paris, le 9 décembre 2014

P/Le Préfet, et par subdélégation
du Directeur Régional des
entreprises, de la concurrence, de
la consommation, du travail et de
l'emploi d'Ile de France,
Le Directeur régional adjoint,
responsable de l'Unité Territoriale
de Paris
Par empêchement,

Le Directeur Adjoint

Alain DUPOUY

Voies et délais de recours : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Responsable de l'Unité Territoriale de Paris (35 rue de la Gare – CS 60003 – 75144 Paris cedex 19), d'un recours hiérarchique devant le Ministre (Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, 127 rue de Grenelle PARIS 07 SP), d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 Paris cedex 04). Ces recours ne sont pas suspensifs.



PREFECTURE PARIS

Décision n ° 2014343-0017

signé par

Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint

le 09 Décembre 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

Décision portant agrément d'une entreprise
solidaire UVVA



**Le préfet de la région d'Ile-de-France
Préfet de Paris**

DECISION

RELATIVE A L'AGREMENT ENTREPRISE SOLIDAIRE

VU les articles L.3332-17-1, R.3332-21-1 et suivants du Code du Travail, relatifs à l'agrément des entreprises solidaires ;

VU l'accusé de réception de la demande complète d'agrément au titre d'entreprise solidaire présentée par l'association UVVA en date du 12 septembre 2014.

VU les pièces justificatives accompagnant la demande complète ;

CONSIDERANT QUE les entités dont l'activité ne présente pas d'aspect social et solidaire ne sauraient obtenir le présent agrément ;

QU'ainsi, l'association UVVA met en œuvre un projet social et solidaire ;

CONSIDERANT QUE le fait de ne pas être émetteur de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé constitue une condition préalable à l'obtention de l'agrément ;

QUE l'association UVVA n'a pas de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé ;

CONSIDERANT QUE sont considérées comme entreprises solidaires les entreprises qui emploient des personnes visées par les articles L.5131-1 et L.5213-2 du Code du Travail, ou qui ont conclu des contrats aidés au titre des articles L.5132-1 à L.5132-17, L.5134-1 à L.5134-109, ou D.6325-23 du Code du Travail, à hauteur de 30% de leurs effectifs ;

QUE, selon les documents fournis par l'association UVVA, celle-ci emploie 3 salariés, en équivalent temps plein ;

QUE, en équivalent temps plein, l'un des salariés est une personne visée par les articles L.5131-1 et L.5213-2 du Code du Travail, ou ayant conclu des contrats aidés au titre des articles L.5132-1 à L.5132-17, L.5134-1 à L.5134-109, ou D.6325-23 du Code du Travail ;

QU'ainsi, au moins 30% des salariés recrutés par la structure l'ont été au titre de contrats aidés ou étaient en situation d'insertion ;

CONSIDERANT QUE l'agrément est accordé pour une durée de deux ans, ou bien de cinq ans, en cas de demande de renouvellement ;

QU'une demande de renouvellement ne peut être émise que lorsque l'agrément précédent n'est pas arrivé à son terme.

DECIDE

ARTICLE 1 L'association UVVA, sise 24 avenue du Président Wilson 75016 Paris (Code APE : 9499 Z- numéro SIREN 533 106 217), est **agréée** en qualité d'**entreprise solidaire** au sens de l'article L.3332-17-1 du Code du Travail.

ARTICLE 2 : Sauf modification de nature à remettre en cause la qualité d'entreprise solidaire en rapport avec l'article L 3332-17-1, le présent agrément est accordée pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : Le préfet de la région Ile de France et le responsable de l'Unité Territoriale de Paris – UT 75 - de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi- DIRECCTE- d'Ile de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Fait à Paris, le 9 décembre 2014

P/Le Préfet, et par subdélégation
du Directeur Régional des
entreprises, de la concurrence, de
la consommation, du travail et de
l'emploi d'Ile de France,
Le Directeur régional adjoint,
responsable de l'Unité Territoriale
de Paris
Par empêchement,

Le Directeur Adjoint

Alain DUPOUY

Voies et délais de recours : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Responsable de l'Unité Territoriale de Paris (35 rue de la Gare – CS 60003 – 75144 Paris cedex 19), d'un recours hiérarchique devant le Ministre (Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, 127 rue de Grenelle PARIS 07 SP), d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 Paris cedex 04). Ces recours ne sont pas suspensifs.



PREFECTURE PARIS

Décision n ° 2014344-0015

signé par

Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint

le 10 Décembre 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

Décision portant agrément d'une entreprise
solidaire UNION DES COUVEUSES



**Le préfet de la région d'Ile-de-France
Préfet de Paris**

DECISION

RELATIVE A L'AGREMENT ENTREPRISE SOLIDAIRE

VU les articles L.3332-17-1, R.3332-21-1 et suivants du Code du Travail, relatifs à l'agrément des entreprises solidaires ;

VU l'accusé de réception de la demande complète d'agrément au titre d'entreprise solidaire présentée par l'association en date du 12 septembre 2014 ;

VU les pièces justificatives accompagnant la demande complète ;

CONSIDERANT QUE le fait de ne pas être émetteur de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé constitue une condition préalable à l'obtention de l'agrément ;

QUE l'association UNION DES COUVEUSES n'a pas de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé ;

CONSIDERANT QUE sont considérées comme entreprises solidaires les entreprises qui sont constituées sous forme d'associations, de coopératives, de mutuelles, d'institutions de prévoyance ou de sociétés, dont les dirigeants sont élus par les salariés, les adhérents ou les sociétaires, et dont la moyenne des cinq plus hautes rémunérations, salariés ou dirigeants, n'excède pas cinq fois la rémunération annuelle perçue par un salarié rémunéré à hauteur du SMIC, sur une année pour un emploi à temps complet, soit actuellement 86 723 Euros;

QU'au sein de l'association UNION DES COUVEUSES, les dirigeants sont élus par les membres,

QUE, selon les documents fournis par l'association UNION DES COUVEUSES, la moyenne des cinq plus hautes rémunérations est inférieure à cinq fois la valeur du SMIC pour 1820 heures travaillées, soit 86723 Euros.

CONSIDERANT QUE l'agrément est accordé pour une durée de deux ans, ou bien de cinq ans, en cas de demande de renouvellement ;

QU'une demande de renouvellement ne peut être émise que lorsque l'agrément précédent n'est pas arrivé à son terme.

DECIDE

ARTICLE 1 : L'association UNION DES COUVEUSES, sise Palais Brongniart, 28 place de la Bourse 75002 PARIS (Code APE 9499Z- numéro SIREN : 441 983 612), est **agrée** en qualité d'**entreprise solidaire** au sens de l'article L.3332-17-1 du Code du Travail.

ARTICLE 2 : Sauf modification de nature à remettre en cause la qualité d'entreprise solidaire en rapport avec l'article L 3332-17-1, le présent agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : Le préfet de la région Ile de France et le responsable de l'Unité Territoriale de Paris – UT 75 - de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi- DIRECCTE- d'Ile de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Fait à Paris, le 10 décembre 2014

P/Le Préfet, et par subdélégation
du Directeur Régional des
entreprises, de la concurrence, de
la consommation, du travail et de
l'emploi d'Ile de France,
Le Directeur régional adjoint,
responsable de l'Unité Territoriale
de Paris
Par empêchement,

Le Directeur Adjoint

Alain DUPOUY

Voies et délais de recours : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Responsable de l'Unité Territoriale de Paris (35 rue de la Gare – CS 60003 – 75144 Paris cedex 19), d'un recours hiérarchique devant le Ministre (Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, 127 rue de Grenelle PARIS 07 SP), d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 Paris cedex 04). Ces recours ne sont pas suspensifs.



PREFECTURE PARIS

Décision n ° 2014346-0001

**signé par
Autres signataires**

le 12 Décembre 2014

**75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi - UT 75**

Décision relative à la localisation et à la
délimitation des unités de contrôle et des
sections d'inspection du travail de l'unité
territoriale de Paris



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL
DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL, ET DE L'EMPLOI D'ÎLE DE FRANCE

Décision n° 2014-067 du 11 décembre 2014
relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle
et des sections d'inspection du travail de l'unité territoriale de Paris

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France
soussigné,

Vu l'article R 8122-6 du code du travail,

Vu les décrets 2008-1503 et 2008-1510 du 30 décembre 2008 relatifs à la fusion des services d'inspection du travail,

Vu le décret 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail,

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

Vu l'avis du Comité Technique Régional d'Ile de France en date du 15 juillet 2014.

DECIDE

Article 1

L'unité territoriale de Paris comprend 14 unités de contrôle (UC des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, UC des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements, UC des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, UC du 8^{ème} arrondissement (Nord et Sud), UC du 9^{ème} arrondissement, UC des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements, UC du 12^{ème} arrondissement, UC des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements, UC des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements, UC du 17^{ème} arrondissement, UC des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements et UC Transports) composées de 154 sections d'inspection du travail sises :

- 210 quai de Jemmapes 75468 PARIS cedex 10 Jemmapes (UC des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, UC des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements, UC des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements, UC des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements, UC du 12^{ème} arrondissement, UC du 17^{ème} arrondissement, UC des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements et UC Transports),
- 83 rue Taitbout 75436 PARIS cedex 9 (UC du 8^{ème} arrondissement (Nord et Sud), UC du 9^{ème} arrondissement),
- 46/52 rue Albert 75640 PARIS cedex 13 (UC des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements, UC des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements).

Chaque section a compétence pour le contrôle de tous les établissements de l'ensemble des secteurs professionnels au sein d'un territoire délimité par rues, à l'exception :

-Des établissements de transports routiers dont les activités sont déterminées par les codes NAF 49.31Z, 49.32Z, 49.39A, 49.39B, 49.41A, 49.41B, 49.41C, 49.42Z, 52.29A, 52.29B, 53.20Z, 86.90A relevant de la compétence des sections de l'UC Transports. Cette compétence s'étend aux établissements intervenant au sein des établissements de transports (entreprises extérieures, chantiers de bâtiment...).

-Des établissements d'activités privées de sécurité (code NAF 80.10Z) dont l'activité exclusive est le transport de fonds, relevant de la compétence des sections de l'UC Transports. Cette compétence s'étend aux établissements intervenant au sein des établissements d'activités privées de sécurité (entreprises extérieures, chantiers de bâtiment...).

-Des établissements SNCF et des activités exercées dans les enceintes ferroviaires, relevant de la compétence des sections de l'UC Transports.

-Des établissements de restauration ferroviaire et d'exploitation des places couchées dans les trains, relevant de la compétence des sections de l'UC Transports.

-Des établissements de transport ferroviaire (codes NAF 49.10Z et 49.20Z), relevant de la compétence des sections de l'UC Transports.

-Des établissements RATP et des activités exercées dans les enceintes RATP, relevant de la compétence des sections de l'UC Transports.

- Du transport fluvial et de la navigation intérieure, qui relèvent de la compétence des sections de l'UC Transports. Ces sections sont chargées du contrôle :

- à terre, dans les établissements exerçant une activité de transport fluvial relevant des codes NAF 50.30Z (transport fluvial de passagers) et 50.40Z (transport fluvial de fret) ;
- sur les voies navigables, dans les bateaux, engins flottants et établissements flottants tels que définis à l'article L 4000-3 du code des transports ;
- dans les établissements dépendant de l'établissement public VOIES NAVIGABLES DE FRANCE.

-Des établissements agricoles tels que définis à l'article L 717-1 du code rural, relevant de la compétence des sections 5-1, 5-2 et 5-9 de l'unité de contrôle interdépartementale n° 5 du Val de Marne.

Article 2

La délimitation de l'unité de contrôle des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements est fixé à 13. La délimitation des 13 sections d'inspection du travail de l'UC des 1^{er} et 2^{ème} arrondissements de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 1-1 : 1^{er} arrondissement :

- Boulevard de la Madeleine (n° impairs) de la rue Duphot jusqu'à la rue des Capucines
- Rue des Capucines (n° impairs) du boulevard de la Madeleine jusqu'à la rue Danielle Casanova
- Rue Danielle Casanova (n° impairs) de la rue des Capucines jusqu'à la rue Saint Roch
- Rue Saint Roch (n° impairs) de la rue Danielle Casanova jusqu'à la rue Saint Honoré
- Rue Saint Honoré (n° pairs) de la rue Saint Roch jusqu'à la rue du Chevalier de Saint George
- Rue du Chevalier de Saint George (n° pairs) de la rue Saint Honoré jusqu'à la rue Duphot
- Rue Duphot (n° pairs) de la rue du Chevalier de Saint George jusqu'au boulevard de la Madeleine
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-2 : 1^{er} arrondissement :

- Rue des Petits Champs (n° impairs) de la rue Danielle Casanova jusqu'à la rue Vivienne,
- Rue Vivienne (n° impairs) de la rue des Petits Champs jusqu'à la rue de Beaujolais,
- Rue de Beaujolais (n° impairs) de la rue Vivienne jusqu'à la rue de Valois,
- Rue de Valois (n° impairs) de la rue de Beaujolais jusqu'à la rue du Colonel Driant,
- Rue du Colonel Driant (n° impairs) de la rue de Valois jusqu'à la rue Croix des Petits Champs,
- Rue Croix des Petits Champs (n° impairs) de la rue du Colonel Driant jusqu'à la rue Saint-Honoré,
- Rue Saint-Honoré (n° pairs) de la rue Croix des Petits Champs jusqu'à la rue des Pyramides,
- Rue des Pyramides (n° impairs) de la rue Saint-Honoré jusqu'à la rue de Rivoli,
- Rue de Rivoli (n° pairs) de la rue des Pyramides jusqu'à la rue Saint Roch,
- Rue Saint Roch (n° pairs) ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-3 : 1^{er} arrondissement :

- Rue Saint Honoré (n° impairs) de la rue Saint Florentin jusqu'à la rue Saint Roch
- Rue Saint Roch (n° impairs) de la rue Saint Honoré jusqu'à la rue de Rivoli
- Rue de Rivoli (côté impair) de la rue Saint Roch jusqu'à la place des Pyramides
- Place des Pyramides (n° pairs) de la rue de Rivoli jusqu'à la rue des Pyramides
- Rue des Pyramides (n° pairs) de la place des Pyramides jusqu'à la rue Saint Honoré
- Rue Saint Honoré (n° impairs) de la rue des Pyramides jusqu'à la rue de Marengo
- Rue de Marengo (n° impairs) de la rue Saint Honoré jusqu'à la rue de Rivoli
- Rue de Rivoli (n° impairs) de la rue de Marengo jusqu'à la rue de l'Amiral de Coligny
- Rue de l'Amiral de Coligny (n° impairs) de la rue de Rivoli jusqu'au quai François Mitterrand

- Quai François Mitterrand (quai et berges inclus) de la rue de l'Amiral de Coligny jusqu'au quai Aimé Césaire
- Quai Aimé Césaire (quai et berges inclus) du quai François Mitterrand jusqu'au quai des Tuileries
- Quai des Tuileries (quai et berges inclus) du quai Aimé Césaire jusqu'à la place de la Concorde
- Place de la Concorde (côté est longeant le jardin des Tuileries) du quai des Tuileries jusqu'à la rue Saint Florentin
- Rue Saint Florentin (n° pairs) de la place de la Concorde jusqu'à la rue saint Honoré
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.
- Passerelle Léopold Sédar Senghor, pont Royal, pont du Carrousel et pont des Arts (y compris la partie située dans le 6^{ème} arrondissement)

Section 1-4 : 1^{er} arrondissement :

- Rue Saint Honoré (n° impairs) de la rue de Marengo jusqu'à la rue des Halles
- Rue des Halles (n° impairs) de la rue Saint Honoré jusqu'à la rue de Rivoli
- Rue de Rivoli (n° impairs) de la rue des Halles jusqu'au boulevard de Sébastopol
- Boulevard de Sébastopol (n° impairs) de la rue de Rivoli jusqu'à la place du Châtelet
- Place du Châtelet (n° impairs y compris la partie centrale et la voirie de la place)
- Voie Georges Pompidou du Pont au Change jusqu'à la rue de l'Amiral de Coligny
- Rue de l'Amiral de Coligny (n° pairs) du quai du Louvre jusqu'à la rue de Rivoli
- Rue de Rivoli (n° pairs) de la rue de l'Amiral de Coligny jusqu'à la rue de Marengo
- Rue de Marengo (n° pairs) de la rue de Rivoli jusqu'à la rue Saint Honoré
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Est incluse également dans cette section l'île de la Cité, partie Ouest ainsi délimitée :

- Quai de l'Horloge (quais et berges inclus) du square du Vert Galant jusqu'au pont au Change,
- Boulevard du Palais (n° pairs) du pont au Change jusqu'au pont Saint Michel,
- Quai des Orfèvres (quais et berges inclus) jusques et y compris le square du Vert Galant,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-5 : 1^{er} arrondissement :

- Rue des Petits Champs (n° impairs) de la rue Vivienne jusqu'à la rue la Feuillade
- Rue La Feuillade (n° impairs) de la rue des Petits Champs jusqu'à la place des Victoires
- Place des Victoires de la rue La Feuillade jusqu'à la rue Croix des Petits Champs, y compris la partie centrale et la voirie situées sur le 1^{er} arrondissement
- Rue Croix des Petits Champs (n° impairs) de la place des Victoires jusqu'à la rue Coquillière
- Rue Coquillière (n° impairs) de la rue Croix des Petits Champs jusqu'à la rue Rambuteau
- Rue Rambuteau (n° impairs) de la rue Coquillière jusqu'à la rue Pierre Lescot
- Rue Pierre Lescot (n° impairs) de la rue Rambuteau jusqu'à la place Joachim du Bellay
- Place Joachim du Bellay (immeubles situés du côté Ouest de la place) de la rue Berger jusqu'à la rue des Innocents
- Rue des Innocents (n° pairs) de la place Joachim du Bellay jusqu'à la rue de la Lingerie
- Rue de la Lingerie (n° impairs) de la rue des Innocents jusqu'à la rue Saint Honoré
- Rue Saint Honoré (n° pairs) de la rue de la lingerie jusqu'à la rue Croix des Petits Champs
- Rue Croix des Petits Champs (n° pairs) de la rue Saint Honoré jusqu'à la rue du Colonel Driant
- Rue du Colonel Driant (n° pairs) de la rue Croix des Petits Champs jusqu'à la rue de Valois
- Rue de Valois (n° pairs) de la rue du Colonel Driant jusqu'à la rue de Beaujolais
- Rue de Beaujolais (n° pairs) de la rue de Valois jusqu'à la rue Vivienne
- Rue Vivienne (côté pair) de la rue de Beaujolais à la rue des Petits Champs.
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-6 : 1^{er} arrondissement :

- Place des Victoires de la rue Croix des Petits Champs jusqu'à la rue Etienne Marcel
- Rue Etienne Marcel (n° impairs) de la place des Victoires jusqu'au boulevard de Sébastopol
- Boulevard de Sébastopol (n° impairs) de la rue Etienne Marcel jusqu'à la rue de Rivoli
- Rue de Rivoli (n° pairs) du boulevard de Sébastopol jusqu'à la rue des Halles
- Rue des Halles (n° pairs) de la rue de Rivoli jusqu'à la rue de la Lingerie
- Rue de la lingerie (n° pairs) de la rue des Halles jusqu'à la rue des Innocents
- Rue des Innocents (n° impairs) de la rue de la Lingerie jusqu'à la place Joachim du Bellay
- Place Joachim du Bellay y compris la partie centrale et les voiries à l'exception des immeubles situés sur le côté Ouest de la place attribués à la section 1-5
- Rue Pierre Lescot (n° pairs) de la place Joachim du Bellay jusqu'à la rue Rambuteau
- Rue Rambuteau (n° pairs) de la rue Pierre Lescot jusqu'à la rue Coquillière
- Rue Coquillière (n° pairs) de la rue Rambuteau jusqu'à la rue Croix des Petits Champs
- Rue Croix des Petits Champs (n° pairs) de la rue Coquillière jusqu'à la place des victoires

- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-7 : 2^{ème} arrondissement :

- Boulevard des Capucines (n° impairs) de la rue des Capucines jusqu'au boulevard des Italiens
- Boulevard des Italiens (n° impairs) du boulevard des Capucines jusqu'à la rue de Gramont
- Rue de Gramont (n° impairs) du boulevard des italiens jusqu'à la rue du Quatre Septembre
- Rue du Quatre Septembre (n° pairs) de la rue de Gramont jusqu'à la place de l'Opéra
- Place de l'Opéra de la rue du Quatre Septembre jusqu'à l'avenue de l'Opéra
- Avenue de l'Opéra (n° impairs) de la place de l'Opéra jusqu'à la rue Danielle Casanova
- Rue Danielle Casanova (n° pairs) de l'avenue de l'Opéra jusqu'à la rue des Capucines
- Rue des Capucines (n° pairs) de la rue Danielle Casanova jusqu'au boulevard des Capucines
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-8 : 2^{ème} arrondissement :

- Rue du Quatre Septembre (n° impairs) de la place de l'Opéra jusqu'à la rue de Gramont
- Rue de Gramont (n° impairs) de la rue du Quatre Septembre jusqu'à la rue Sainte Anne
- Rue Sainte Anne (n° impairs) de la rue de Gramont jusqu'à la rue des Petits Champs
- Rue des Petits Champs (n° pairs) de la rue Sainte Anne jusqu'à l'avenue de l'Opéra
- Avenue de l'Opéra (n° pairs) de la rue des Petits Champs jusqu'à la place de l'Opéra
- Place de l'Opéra de l'avenue de l'Opéra jusqu'à la rue du Quatre Septembre
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-9 : 2^{ème} arrondissement :

- Rue du Quatre Septembre (n° impairs) de la rue de Gramont jusqu'à la place de la Bourse
- Place de la Bourse (n° impairs) de la rue du Quatre Septembre jusqu'à la rue Notre-Dame des Victoires
- Rue Notre-Dame des Victoires (n° impairs) de la place de la Bourse jusqu'à la rue des Petits Pères
- Rue des Petits Pères (n° pairs) de la rue Notre-Dame des Victoires jusqu'à la rue Vide Gousset
- Rue Vide Gousset (n° impairs) de la rue des Petits Pères jusqu'à la place des Victoires
- Place des Victoires (n° pairs y compris la partie centrale et la voirie de la place situées sur le 2nd arrondissement) de la rue Vide Gousset jusqu'à la rue la Feuillade
- Rue la Feuillade (n° pairs) de la place des Victoires jusqu'à la rue des Petits Champs
- Rue des Petits Champs (n° pairs) de la rue la Feuillade jusqu'à la rue Sainte Anne
- Rue Sainte Anne (n° pairs) de la rue des Petits Champs jusqu'à la rue du Quatre Septembre
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-10 : 2^{ème} arrondissement :

- Boulevard des Italiens (n° impairs) de la rue de Gramont jusqu'au boulevard Montmartre
- Boulevard Montmartre (n° impairs) du boulevard des Italiens jusqu'à la rue Montmartre
- Rue Montmartre (n° impairs) du boulevard Montmartre jusqu'à la rue Notre-Dame des Victoires
- Rue Notre-Dame des Victoires (n° impairs) de la rue Montmartre jusqu'à la place de la Bourse
- Place de la Bourse (côté pair) de la rue Notre-Dame des Victoires jusqu'à la rue du Quatre Septembre
- Rue du Quatre Septembre (n° pairs) de la place de la Bourse jusqu'à la rue de Gramont
- Rue de Gramont (n° pairs) de la rue du Quatre Septembre jusqu'au boulevard des Italiens
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-11 : 2^{ème} arrondissement :

- Rue Réaumur (n° impairs) de la rue Notre-Dame des Victoires jusqu'à la rue des Petits Carreaux
- Rue des Petits Carreaux (n° impairs) de la rue Réaumur jusqu'à la rue Montorgueil
- Rue Montorgueil (n° impairs) de la rue des Petits Carreaux jusqu'à la rue Etienne Marcel
- Rue Etienne Marcel (n° pairs) de la rue Montorgueil jusqu'à la place des Victoires
- Place des Victoires (n° impairs) de la rue Etienne Marcel jusqu'à la rue Vide Gousset
- Rue Vide Gousset (n° pairs) de la place des Victoires jusqu'à la place des Petits Pères
- Place des Petits Pères (n° 9) de la rue Vide Gousset jusqu'à la rue Notre Dame des Victoires
- Rue Notre-Dame des Victoires (n° pairs) de la place des Petits Pères jusqu'à la rue Réaumur
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-12 : 2^{ème} arrondissement :

- Boulevard Poissonnière (n° impairs) de la rue Montmartre jusqu'à la rue Poissonnière

- Rue Poissonnière (n° impairs) du boulevard Poissonnière jusqu'à la rue des Petits Carreaux
- Rue des Petits Carreaux (n° impairs) de la rue Poissonnière jusqu'à la rue Réaumur
- Rue Réaumur (n° pairs) de la rue des Petits Carreaux jusqu'à la rue Notre-Dame des Victoires
- Rue Notre-Dame des Victoires (n° pairs) de la rue Réaumur jusqu'à la rue Montmartre
- Rue Montmartre (n° pairs) de la rue Notre-Dame des Victoires jusqu'au boulevard Poissonnière
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 1-13 : 2^{ème} arrondissement :

- Boulevard de Bonne Nouvelle (n° impairs) de la rue Poissonnière jusqu'au boulevard Saint-Denis
- Boulevard Saint-Denis (n° impairs) du boulevard de Bonne Nouvelle jusqu'au boulevard de Sébastopol
- Boulevard de Sébastopol (n° impairs) du boulevard de Saint Denis jusqu'à la rue Etienne Marcel
- Rue Etienne Marcel (n° pairs) du boulevard de Sébastopol jusqu'à la rue Montorgueil
- Rue Montorgueil (n° pairs) de la rue Etienne Marcel jusqu'à la rue des Petits Carreaux
- Rue des Petits Carreaux (n° pairs) de la rue Montorgueil jusqu'à la rue Poissonnière
- Rue Poissonnière (n° pairs) de la rue des Petits Carreaux jusqu'au boulevard de Bonne Nouvelle
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

La délimitation de l'unité de contrôle des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements est fixé à 13. La délimitation des 13 sections d'inspection du travail de l'UC des 3^{ème}, 4^{ème} et 11^{ème} arrondissements de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 3-1 : 3^{ème} arrondissement :

- Boulevard de Saint Denis (n° impairs) du boulevard de Sébastopol jusqu'au boulevard Saint Martin
- Boulevard Saint Martin (n° impairs) du boulevard de Saint Denis jusqu'à la place de la République
- Place de la République du boulevard Saint Martin jusqu'à la rue du Temple
- Rue du Temple (n° impairs) de la place de la République jusqu'à la rue des Gravilliers
- Rue des Gravilliers (n° pairs) de la rue du Temple jusqu'à la rue de Turbigo
- Rue de Turbigo (n° impairs) de la rue des Gravilliers jusqu'au boulevard de Sébastopol
- Boulevard de Sébastopol (n° pairs) de la rue de Turbigo jusqu'au boulevard de Saint Denis
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué

Section 3-2 : 3^{ème} arrondissement :

- Rue de Turbigo (n° pairs) du boulevard de Sébastopol jusqu'à la rue des Gravilliers
- Rue des Gravilliers (n° impairs) de la rue de Turbigo jusqu'à la rue Pastourelle
- Rue Pastourelle (n° impairs) de la rue des Gravilliers jusqu'à la rue de Poitou
- Rue de Poitou (n° impairs) de la rue Pastourelle jusqu'à la rue de Turenne
- Rue de Turenne (n° impairs) de la rue de Poitou jusqu'à la rue des Francs Bourgeois
- Rue des Francs Bourgeois (n° pairs) de la rue de Turenne jusqu'à la rue Rambuteau
- Rue Rambuteau (n° pairs) de la rue des Francs Bourgeois jusqu'au boulevard de Sébastopol
- Boulevard de Sébastopol (n° pairs) de la rue Rambuteau jusqu'à la rue de Turbigo
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué

Section 3-3 : 3^{ème} arrondissement :

- Rue du Temple (n° pairs) de la rue Pastourelle jusqu'à la place de la République
- Place de la République (n° impairs) de la rue du Temple jusqu'au boulevard du Temple
- Boulevard du Temple (n° impairs) de la place de la République jusqu'au boulevard des Filles du Calvaire
- Boulevard des Filles du Calvaire (n° impairs) du boulevard du Temple jusqu'au boulevard Beaumarchais
- Boulevard Beaumarchais (n° impairs) du boulevard des Filles du Calvaire jusqu'à la rue du Pas de la Mule
- Rue du Pas de la Mule (n° pairs) du boulevard Beaumarchais jusqu'à la place des Vosges
- Place des Vosges de la rue du Pas de la Mule jusqu'à la rue des Francs Bourgeois
- Rue des Francs Bourgeois (n° pairs) de la place des Vosges jusqu'à la rue de Turenne
- Rue de Turenne (n° pairs) de la rue des Francs Bourgeois jusqu'à la rue de Poitou
- Rue de Poitou (n° pairs) de la rue de Turenne jusqu'à la rue de Pastourelle
- Rue de Pastourelle (n° pairs) de la rue de Poitou jusqu'à la rue du Temple
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué

Section 3-4 : 4^{ème} arrondissement :

- Rue Rambuteau (n° impairs) du boulevard de Sébastopol jusqu'à la rue des Archives
- Rue des Archives (n° impairs) de la rue Rambuteau jusqu'à la rue de Lobau
- Rue de Lobau (n° impairs) de la rue des Archives jusqu'au quai de l'Hôtel de Ville
- Quai de l'Hôtel de Ville de la rue Lobau jusqu'à la Seine
- Voie Georges Pompidou (quais et berges inclus) du port de l'Hôtel de Ville au droit de la rue Lobau jusqu'au pont au Change
- Place du Châtelet (n° pairs) du quai de Gesvres jusqu'au boulevard de Sébastopol
- Boulevard de Sébastopol (n° pairs) de la place du Châtelet jusqu'à la rue Rambuteau
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.
- Le pont d'Arcole et le pont Notre-Dame.

Section 3-5 : 4^{ème} arrondissement :

- Rue des Francs Bourgeois (n° impairs) de la rue des Archives jusqu'à la rue de Turenne
- Rue de Turenne (n° impairs) de la rue des Francs Bourgeois jusqu'à la rue Saint Antoine
- Rue Saint Antoine (n° pairs) de la rue de Turenne jusqu'à la rue Saint Paul
- Rue Saint Paul (n° impairs) de la rue Saint Antoine jusqu'au quai des Célestins
- Voie Georges Pompidou (quais et berges inclus) au droit de la rue Saint Paul jusqu'au droit de la rue de Lobau
- Quai des Célestins (quai et berges inclus) de la rue Saint Paul jusqu'au quai de l'Hôtel de Ville
- Quai de l'Hôtel de Ville (quai et berges inclus) du quai des Célestins jusqu'à la rue de Lobau
- Rue de Lobau (n° pairs) du quai de l'Hôtel de Ville jusqu'à la rue des Archives
- Rue des Archives (n° pairs) de la rue de Lobau jusqu'à la rue des Francs Bourgeois
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.
- Le pont Marie et le pont Louis-Philippe

Section 3-6 : 4^{ème} arrondissement :

- Rue du Pas de la Mule (n° impairs) de la rue de Turenne au boulevard Beaumarchais
- Boulevard Beaumarchais (n° impairs) de la rue du Pas de la Mule jusqu'à la Place de la Bastille
- Place de la Bastille du boulevard Beaumarchais jusqu'au boulevard Bourdon
- Boulevard Bourdon (n° impairs) de la Place de la Bastille jusqu'au quai Henri IV, y compris les berges côté Ouest du port de l'Arsenal et du canal Saint Martin
- Voie Georges Pompidou (quais et berges inclus) au droit du port de l'Arsenal jusqu'au droit de la rue Saint Paul
- Rue Saint Paul (n° pairs) du quai des Célestins jusqu'à la rue Saint Antoine
- Rue Saint Antoine (n° impairs) de la rue Saint Paul à la rue de Turenne
- Rue de Turenne (n° pairs) de la rue Saint Antoine à la rue du Pas de la Mule
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Sont incluses également dans cette section

- L'île Saint Louis (quais et berges inclus)
- L'île de la Cité, partie Est ainsi délimitée :
 - o Quai de la Corse (quais et berges inclus) du boulevard du Palais à la rue d'Arcole
 - o Quai aux Fleurs (quais et berges inclus) de la rue d'Arcole jusqu'à la rue du Cloître Notre Dame
 - o Quai de l'Archevêché (quais et berges inclus) de la rue du Cloître Notre Dame jusqu'au quai du Marché Neuf
 - o Quai du Marché Neuf (quais et berges inclus) du quai de l'Archevêché au boulevard du Palais
 - o Boulevard du Palais (n° impairs) du quai du Marché Neuf au quai de la Corse.
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 3-7 : 11^{ème} arrondissement :

- Boulevard de Belleville (n° impairs) de la rue du Faubourg du Temple jusqu'à la rue Oberkampf
- La rue Oberkampf (n° impairs) du boulevard de Belleville jusqu'à l'avenue de la République
- Avenue de la République (n° impairs) de la rue Oberkampf jusqu'à la place de la République
- Place de la République de l'avenue de la République jusqu'à la rue du Faubourg du Temple
- Rue du Faubourg du Temple (n° pairs) de la place de la République jusqu'au boulevard de Belleville
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 3-8 : 11^{ème} arrondissement :

- Avenue de la République (n° pairs) de la place de la République jusqu'à l'avenue Parmentier
- Avenue Parmentier (n° impairs) de l'avenue de la République jusqu'au passage Beslay
- Passage Beslay (n° impairs) de l'avenue Parmentier jusqu'à la rue de la Folie Méricourt
- Rue de la Folie Méricourt (n° impairs) du passage Beslay jusqu'à la rue Saint Sébastien

- La rue Saint Sébastien (n° impairs) de la rue de la Folie Méricourt jusqu'au boulevard Voltaire
- Boulevard Voltaire (n° impairs) de la rue Saint Sébastien jusqu'au boulevard Richard Lenoir
- Boulevard Richard Lenoir (n° impairs) du boulevard Voltaire jusqu'à la rue du Chemin Vert
- Rue du Chemin Vert (n° impairs) du boulevard Richard Lenoir jusqu'au boulevard Beaumarchais
- Boulevard Beaumarchais (n° pairs) de la rue du Chemin Vert jusqu'au boulevard des Filles du Calvaire
- Boulevard des Filles du Calvaire (n° pairs) du boulevard Beaumarchais jusqu'au boulevard du Temple
- Boulevard du Temple (n° pairs) du boulevard des Filles du Calvaire jusqu'à la place de la République
- Place de la République du boulevard du Temple jusqu'à l'avenue de la République
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 3-9 : 11^{ème} arrondissement :

- Avenue de la République (n° pairs) de l'avenue Parmentier jusqu'à la rue Oberkampf
- Rue Oberkampf (n° pairs) de l'avenue de la République jusqu'au boulevard de Ménilmontant
- Boulevard de Ménilmontant (n° impairs) de la rue Oberkampf jusqu'à la rue du Chemin Vert
- Rue du Chemin Vert (n° impairs) du boulevard de Ménilmontant jusqu'au boulevard Richard Lenoir
- Boulevard Richard Lenoir (n° pairs) de la rue du Chemin Vert jusqu'au boulevard Voltaire
- Boulevard Voltaire (n° pairs) du boulevard Richard Lenoir jusqu'à la rue Saint Sébastien
- Rue Saint Sébastien (n° pairs) du boulevard Voltaire jusqu'à la rue de la Folie Méricourt
- Rue de la Folie Méricourt (n° pairs) de la rue Saint Sébastien jusqu'au passage Beslay
- Passage Beslay (n° pairs) de la rue de la Folie Méricourt jusqu'à l'avenue Parmentier
- Avenue Parmentier (n° pairs) du passage Beslay jusqu'à la rue Oberkampf
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 3-10 : 11^{ème} arrondissement :

- Rue du Chemin Vert (n° pairs) du boulevard Beaumarchais jusqu'à la rue Popincourt
- Rue Popincourt (n° impairs) de la rue du Chemin Vert jusqu'à la rue Basfroi
- Rue Basfroi (n° impairs) de la rue Popincourt jusqu'à la rue de Charonne
- Rue de Charonne (n° impairs) de la rue Basfroi jusqu'à la rue du faubourg Saint Antoine
- Rue du Faubourg Saint Antoine (n° impairs) jusqu'à la place de la Bastille
- Place de la Bastille de la rue du Faubourg Saint Antoine jusqu'au boulevard Beaumarchais, ainsi que la partie centrale de la place et la voirie
- Boulevard Beaumarchais (n° impairs) de la place de la Bastille jusqu'à la rue du Chemin Vert
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 3-11 : 11^{ème} arrondissement :

- Rue du Chemin Vert (n° pairs) de la rue Popincourt jusqu'au boulevard de Ménilmontant
- Boulevard de Ménilmontant (n° impairs) de la rue du Chemin Vert jusqu'à la rue de Mont Louis
- Rue de Mont Louis (n° impairs) du boulevard de Ménilmontant jusqu'à la rue de la Folie Regnault
- Rue de la Folie Regnault (n° impairs) de la rue de Mont Louis jusqu'au passage Courtois
- Passage Courtois (n° impairs sauf le 21) de la rue de La Folie Regnault jusqu'à la rue Léon Frot
- Rue Léon Frot (n° impairs) du passage Courtois jusqu'à la rue de Charonne
- Rue de Charonne (n° impairs) de la rue Léon Frot jusqu'à la rue Basfroi
- Rue Basfroi (n° pairs) de la rue de Charonne jusqu'à la rue Popincourt
- Rue Popincourt (n° pairs) de la rue Basfroi jusqu'à la rue du Chemin Vert
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 3-12 : 11^{ème} arrondissement :

- Rue de Charonne (n° pairs) de la rue du Faubourg saint Antoine jusqu'au boulevard Voltaire
- Boulevard Voltaire (n° pairs) de la rue de Charonne jusqu'à la rue de Montreuil
- Rue de Montreuil (n° impairs) du boulevard Voltaire jusqu'à la rue Faidherbe
- Rue Faidherbe (n° impairs) de la rue de Montreuil jusqu'à la rue du faubourg Saint Antoine
- Rue du Faubourg Saint Antoine (n° impairs) de la rue Faidherbe jusqu'à la rue de Charonne
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué

Section 3-13 : 11^{ème} arrondissement :

- Boulevard de Charonne (n° impairs) de la rue du Mont Louis jusqu'à l'avenue du Trône
- Avenue du Trône (n° impairs) du boulevard de Charonne jusqu'à la place de la Nation
- Place de la Nation de l'avenue du Trône jusqu'à la rue du Faubourg Saint Antoine
- Rue du Faubourg Saint Antoine (n° impairs) de la place de la Nation jusqu'à la rue Faidherbe
- Rue Faidherbe (n° pairs) de la rue du Faubourg Saint Antoine jusqu'à la rue de Montreuil

- Rue de Montreuil (n° pairs) de la rue Faidherbe jusqu'au boulevard Voltaire
- Boulevard Voltaire (n° impairs) de la rue de Montreuil jusqu'à la rue de Charonne
- Rue de Charonne (n° pairs) du boulevard Voltaire jusqu'à la rue Léon Frot
- Rue Léon Frot (n° pairs) de la rue de Charonne jusqu'au passage Courtois
- Passage Courtois (n° pair plus le n°21) de la rue Léon Frot jusqu'à la rue de La Folie Regnault
- Rue de la Folie Regnault (n° pairs) du passage Courtois jusqu'à la rue de Mont Louis
- Rue du Mont Louis (n° pairs) rue de la Folie Regnault jusqu'au boulevard de Charonne
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

La délimitation de l'unité de contrôle des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements est fixé à 11. La délimitation des 11 sections d'inspection du travail de l'UC des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 5-1 : 5^{ème} arrondissement :

- Quai saint Michel y compris les berges de la place Saint-Michel jusqu'au quai de Montebello,
- Quai de Montebello y compris les berges du quai Saint-Michel jusqu'à la rue du Haut Pavé.
- Rue du Haut Pavé (n° pairs) du quai de Montebello jusqu'à la rue Frédéric Sauton,
- Rue Frédéric sauton (n° pairs) de la rue du Haut Pavé jusqu'à la place Maubert,
- Place Maubert (à l'exception du côté ouest) y compris la partie centrale et la voirie de la place,
- Rue Monge (n° pairs) de la place Maubert jusqu'à la rue de la Montagne Sainte Geneviève,
- Rue de la Montagne Sainte Geneviève (n° pairs) de la rue Monge jusqu'à la place de l'Ecole Polytechnique,
- Place de l'école Polytechnique (n° pairs) y compris la partie centrale et la voirie de la place,
- Rue Descartes (n° pairs) de la place Polytechnique jusqu' à la rue Mouffetard,
- Rue Mouffetard (n° pairs) de la rue Descartes jusqu'à la rue Blainville,
- Rue Blainville (n° pairs) de la rue Mouffetard jusqu'à la rue de l'Estrapade,
- Rue de l'Estrapade (n° pairs) de la rue de Blainville jusqu'à la rue des Fossés Saint-Jacques,
- Rue des Fossés Saint-Jacques (n° impairs) de la rue de l'Estrapade jusqu'à la rue Malebranche,
- Rue Malebranche (n° pairs) de la rue des Fossés Saint-Jacques jusqu'à la rue Le Goff,
- Rue Le Goff (n° impairs) de la rue Malebranche jusqu'à la rue Soufflot,
- Rue Soufflot (n° pairs) de la rue Le Goff jusqu'au Boulevard Saint Michel,
- Boulevard Saint Michel (n° impairs) de la rue Soufflot jusqu'à la Place Saint-Michel,
- Place saint Michel (n° impairs) du boulevard Saint Michel jusqu'au quai Saint Michel,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-2 : 5^{ème} arrondissement :

- Quai de Montebello, y compris les berges de la rue du Haut Pavé jusqu'au Quai de la Tourelle,
- Quai de la Tourelle, y compris les berges du quai de Montebello jusqu'au quai Saint Bernard,
- Quai Saint Bernard, y compris les berges du quai de la Tourelle jusqu'à la Place Valhubert,
- Place Valhubert y compris la partie centrale et la voirie de la place,
- Boulevard de l'Hôpital (n° pairs) de la place Valhubert jusqu'au boulevard Saint Marcel,
- Boulevard Saint-Marcel du boulevard de l'Hôpital (n° pairs) jusqu'à la rue Geoffroy Saint-Hilaire,
- Rue Geoffroy Saint-Hilaire (n° pairs) du boulevard saint Marcel jusqu'à la rue du Fer Moulin,
- Rue du Fer Moulin (n° impairs) de la rue Geoffroy Saint Hilaire jusqu'à la rue Monge,
- Rue Monge (n° impairs) de la rue du Fer Moulin jusqu'à la rue Lacépède,
- Rue Lacépède (n° pairs) de la rue Monge jusqu' à la place de la Contrescarpe,
- Place de la Contrescarpe y compris la partie centrale et la voirie,
- Rue Mouffetard (n° impairs) de place de la Contrescarpe jusqu'à la rue Descartes,
- Rue Descartes (n° impairs) de la rue Mouffetard jusqu'à la rue de la Montage Sainte-Geneviève.
- Rue de la Montagne sainte-Geneviève (n° impairs) de la rue Descartes jusqu'à la rue Monge,
- Rue Monge (n° impairs) de la rue de la Montagne Sainte Geneviève jusqu'à la place Maubert,
- Place Maubert (côté ouest).
- Rue Frédéric Sauton (n° impairs) de la Place Maubert jusqu'à la rue du Vieux Pavé,
- Rue du Vieux Pavé (n° impairs) de la rue Frédéric Sauton jusqu'au Quai de Montebello,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-3 : 5^{ème} arrondissement

- Rue Soufflot (n° impairs) du boulevard Saint-Michel jusqu'à la rue Le Goff,
- Rue Le Goff (n° pairs) de la rue Soufflot jusqu'à la rue Malebranche numéros impairs,
- Rue Malebranche (n° impairs) de la rue Le Goff jusqu'à la rue du Fossé Saint-Jacques

- Rue des Fossé Saint-Jacques de la rue Malebranche jusqu'à la rue de l'estrapade,
- Rue de l'Estrapade (n° impairs) de la rue des Fossés Saint Jacques jusqu'à la rue Blainville.
- Rue Blainville (n° impairs) de la rue de l'Estrapade jusqu'à la place de la Contrescarpe,
- Place de la Contrescarpe de la rue Blainville jusqu'à la rue Lacépède en passant par la rue Mouffetard,
- Rue Lacépède (n° impairs) de la place de la Contrescarpe jusqu'à la rue Monge,
- Rue Monge (n° pairs) de la rue Lacépède jusqu'à la rue du Fer à Moulin.
- Rue du fer à moulin (n° impairs) de la rue Monge jusqu'à la rue Geoffroy Saint-Hilaire.
- Rue Geoffroy Saint Hilaire (n° impairs) de la rue du Fer à Moulin jusqu'au boulevard Saint Marcel,
- Boulevard Saint Marcel (n° pairs) de de la rue Geoffroy Saint Hilaire jusqu'au boulevard du Port Royal,
- Boulevard du Port Royal (n° pair) du boulevard Saint Marcel jusqu'à l'avenue de l'Observatoire,
- Avenue de l'Observatoire du Boulevard du Port Royal jusqu'au boulevard Saint Michel,
- Boulevard Saint-Michel (n° impairs) de l'avenue de l'Observatoire jusqu'à la rue Soufflot.
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-4 : 6^{ème} arrondissement :

- Quai Malaquais y compris les berges du Pont du Carrousel jusqu'à la rue de Seine,
- Rue de Seine (n° pairs) du Quai Malaquais jusqu'au boulevard Saint-Germain,
- Boulevard Saint Germain (n° impairs) de la rue de Seine jusqu'au carrefour de l'Odéon.
- Carrefour de l'Odéon (côté pair) du boulevard Saint-Germain jusqu'à la rue Condé,
- Rue Condé (n° pairs) de la rue de l'Odéon jusqu' à la rue Saint-Sulpice,
- Rue Saint-Sulpice (n° pairs) de la rue de Condé jusqu'à la place Saint Sulpice,
- Place Saint Sulpice (n° pairs),
- Rue du Vieux Colombier (n° pairs) de la place Saint Sulpice jusqu'à la rue Madame,
- Rue Madame (n° impairs) de la rue du Vieux Colombier jusqu'à la rue du Four,
- Rue du Four (n° pairs) de la rue Madame jusqu'à la rue de Sèvres,
- Rue de sèvres (n° pairs) de la rue du Four jusqu'à la rue des Saints Pères
- Rue des Saints Pères (n° impairs) de la rue des Saint-Pères jusqu'au Quai Malaquais,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-5 : 6^{ème} arrondissement :

- Quai Conti y compris les berges du Quai Malaquais jusqu'au Quai des Grands Augustins,
- Quai des Grands Augustins du quai Conti jusqu'à la place Saint Michel,
- Place Saint Michel y compris la partie centrale et la voirie de la place ;
- Boulevard Saint Michel (n° pairs) de la place Saint Michel jusqu'à la place Edmond Rostand,
- Place Edmond Rostand y compris la partie centrale et la voirie de la place,
- Rue de Médicis (n° impairs) de la place Edmond Rostand jusqu'à la rue de Vaugirard,
- Rue de Vaugirard (n° pairs) de la rue de Médicis jusqu'à la rue de Tournon,
- Rue de Tournon (n° impairs) de la rue de Vaugirard jusqu'à la rue Saint Sulpice,
- Rue Saint Sulpice (n° impairs de la rue de Tournon jusqu'à la rue de Condé,
- Rue de Condé (n° impairs) de la rue Saint Sulpice jusqu'au Carrefour de l'Odéon.
- Carrefour de l'Odéon (côté impair) de la rue de Condé jusqu'au Boulevard Saint-Germain,
- Boulevard Saint-Germain (n° pairs) de la rue du Carrefour de l'Odéon jusqu'à la rue de Seine,
- Rue de Seine (n° impairs) du boulevard Saint-Germain jusqu'au quai Conti,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-6 : 6^{ème} arrondissement :

- Rue de Sèvres (n° impairs) du boulevard Raspail jusqu'à la rue du Four,
- Rue du Four (n° impairs) de la rue de Sèvres jusqu'à la rue Madame,
- Rue Madame (n° pairs) de la rue du Four jusqu'à la rue du Vieux Colombier.
- Rue du Vieux Colombier (n° impairs) de la rue Madame jusqu'à la place Saint Sulpice.
- Place Saint Sulpice y compris la partie centrale à l'exception des n° pairs,
- Rue Saint-Sulpice (n° impairs) de la place Saint-Sulpice jusqu'à la rue de Tournon.
- Rue de Tournon (n° pairs) de la rue Saint Sulpice jusqu'à la rue Vaugirard,
- Rue Vaugirard (n° impairs) de la rue de Tournon jusqu'à la rue de Médicis,
- Rue Médicis (n° pairs) de la rue Vaugirard jusqu'à la place Edmond Rostand.
- Boulevard Saint-Michel (n° pairs) de la place Edmond Rostand jusqu'à l'avenue de l'observatoire,
- Avenue de l'Observatoire (n° pairs) du boulevard Saint-Michel jusqu'au boulevard du Montparnasse,
- Boulevard du Montparnasse (n° impairs) de l'avenue de l'Observatoire jusqu'au boulevard Raspail,
- Boulevard Raspail (n° impairs) du boulevard Montparnasse jusqu'à la rue de Sèvres,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-7 : 6^{ème} arrondissement :

- Boulevard Raspail (n° pairs) de la rue de Sèvres jusqu'au boulevard du Montparnasse,
- Boulevard du Montparnasse (n° impairs) du boulevard Raspail jusqu'à la rue de Sèvres.
- Rue de Sèvres (n° impairs) du boulevard du Montparnasse jusqu'au boulevard Raspail,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-8 : 7^{ème} arrondissement :

- Quai Anatole France y compris les berges de la rue de la Légion d'Honneur jusqu'au Quai Voltaire.
- Quai Voltaire y compris les berges du Quai Anatole France jusqu'à la rue de Saints Pères.
- Rue des Saints Pères (n° pairs) du quai Voltaire jusqu'à la rue de Sèvres.
- Rue de Sèvres (n° pairs) de la rue des Saints Pères jusqu'à la place Sèvres Babylone,
- Place Sèvres Babylone y compris y compris la partie centrale et la voirie de la place,
- Rue de Sèvres (n° pairs) de la place Sèvres Babylone jusqu'à la rue Vanneau,
- Rue Vanneau (n° impairs) de la rue de Sèvres jusqu'à la rue de Bellechasse,
- Rue de Bellechasse (n° impairs) de la rue Vanneau jusqu'à la rue de la Légion d'Honneur,
- Rue de la légion d'honneur coté Palais d'Orsay de la rue de Bellechasse jusqu'au Quai Anatole France.
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-9 : 7^{ème} arrondissement :

- Quai d'Orsay y compris les berges de la rue de la Tour Maubourg jusqu'au Quai Anatole France.
- Quai Anatole France y compris les berges du Quai d'Orsay jusqu'à la rue de Bellechasse,
- Rue de la Légion d'Honneur coté Musée National de la Légion d'Honneur,
- Rue de Bellechasse (n° pairs) de la rue de la Légion d'Honneur jusqu'à la rue Vanneau,
- Rue Vanneau (n° pairs) de la rue de Bellechasse jusqu'à la rue de Sèvres,
- Rue de Sèvres (n° pairs) de la rue Vanneau jusqu'au boulevard des Invalides,
- Boulevard des Invalides (n° impairs) de la rue de Sèvres jusqu'à la rue Eblé,
- Rue Eblé (n° pairs) du boulevard des Invalides jusqu'à la rue Duquesne,
- Rue Duquesne (n° impairs) de la rue Eblé jusqu'à l'avenue de Breteuil,
- Avenue de Breteuil (n° impairs) jusqu'à la rue d'Estrées,
- Rue d'Estrées (n° pairs) de l'avenue de Breteuil jusqu'à l'avenue Duquesne,
- Avenue Duquesne (n° impairs) de la rue d'Estrées jusqu'à l'avenue de Tourville,
- Avenue de Tourville (n° impairs) de l'avenue Duquesne jusqu'à la rue de la Tour Maubourg,
- Avenue de la Tour Maubourg (n° impairs) de la rue de Tourville jusqu'au Pont des Invalides,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-10 : 7^{ème} arrondissement :

- Quai d'Orsay y compris les berges du pont de l'Alma jusqu'au pont des Invalides,
- Boulevard de la Tour Maubourg (n° pairs) du pont des Invalides jusqu'à l'avenue de Tourville,
- Avenue de Tourville (n° pairs) du boulevard de la Tour Maubourg jusqu'à l'avenue Duquesne,
- Avenue Duquesne (n° impairs) de l'avenue de Tourville jusqu'à l'avenue de la Motte-Picquet,
- Avenue de la Motte-Picquet (n° pairs) de la jonction des avenues Duquesne et de la Bourdonnais jusqu'à l'avenue Bosquet,
- Avenue Bosquet (n° impairs) de l'avenue de Duquesne jusqu'au Pont de l'Alma,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 5-11 : 7^{ème} arrondissement :

- Quai Branly y compris les berges de l'avenue de Suffren jusqu'au Pont de l'Alma.
- Avenue Bosquet (n° pairs) du Pont de l'Alma jusqu'à l'avenue de la Motte-Picquet.
- Avenue de la Motte-Picquet (n° impairs) de l'avenue Bosquet jusqu'à la jonction de l'avenue de La Bourdonnais et de l'avenue Duquesne,
- Avenue Duquesne (n° pairs) de l'avenue de Bosquet jusqu'à la rue d'Estrées,
- Rue d'Estrées (n° impairs) de l'avenue Duquesne jusqu'à l'avenue de Breteuil,
- Avenue de Breteuil (n° pair) de la rue d'Estrées jusqu'à l'avenue Duquesne,
- Avenue Duquesne de l'avenue de Breteuil jusqu'à la rue Eblé,
- Rue Eblé (n° pairs) de l'avenue Duquesne jusqu'au boulevard des Invalides,
- Boulevard des Invalides (n° pairs) de la rue Eblé jusqu'à la rue de Sèvres.
- Rue de Sèvres (n° pairs) du boulevard des Invalides jusqu'à l'avenue de Saxe,
- Avenue de Saxe (n° impairs) de la rue de Sèvres jusqu'à la place de Breteuil,
- Place de Breteuil y compris la partie centrale et la voirie de la place à l'exception des numéros pairs, allant de l'avenue de Saxe à la rue de Saxe en passant par la rue Valentin Haüy,

- Avenue de Saxe (n° impairs) de la place de Breteuil jusqu'à la rue Pérignon,
- Rue Pérignon (n° pairs) de l'avenue de Saxe jusqu'à l'avenue de Suffren,
- Avenue de Suffren (n° impairs) de la rue Pérignon jusqu'au Quai Branly,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

La délimitation de l'unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement Nord est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC du 8^{ème} arrondissement Nord est fixé à 10. La délimitation des 10 sections d'inspection du travail de l'UC du 8^{ème} arrondissement Nord de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 8N-1 :

- Avenue de Friedland (n° impairs) de la place Charles de Gaulle jusqu'à la rue du Faubourg St. Honoré
- Rue du Faubourg St Honoré (n° impairs) de l'avenue de Friedland jusqu'à la rue de Berri
- Rue de Berri (n° impairs) de la rue du Faubourg St. Honoré jusqu'à l'avenue des Champs Elysées
- Avenue des Champs Elysées (n° pairs) de la rue de Berri jusqu'à la place Charles de Gaulle
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8N-2 :

- Rue du Faubourg St Honoré (n° impairs) de la place des Ternes jusqu'à l'avenue de Friedland
- Avenue de Friedland (n° pairs) de la rue du Faubourg St Honoré jusqu'à la place Charles de Gaulle
- Place Charles de Gaulle, de l'avenue des Champs Elysées jusqu'à l'avenue de Wagram
- Avenue de Wagram (n° pairs) de la place Charles de Gaulle jusqu'à la rue du Faubourg St. Honoré
- Place des Ternes de l'Avenue de Wagram jusqu'à la rue du Faubourg St. Honoré
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8N-3 :

- Rue de Courcelles (n° impairs) de la place de la République de l'Equateur jusqu'à la rue de la Boétie
- Rue de la Boétie (n° pairs) de la rue de Courcelles jusqu'à la rue du Faubourg St. Honoré
- Rue du Faubourg St Honoré (n° pairs) de la rue de la Boétie jusqu'à la place des Ternes.
- Place des Ternes (n° pairs, y compris la voirie et la partie de la place située sur le 8^{ème} arrondissement) de la rue du Faubourg St Honoré jusqu'au boulevard de Courcelles.
- Boulevard de Courcelles (n° impairs) de la place des Ternes jusqu'à place de la République de l'Equateur
- Place de la République de l'Equateur du boulevard de Courcelles jusqu'à la rue de Courcelles
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué

Section 8N-4 :

- Boulevard de Courcelles (n° impairs) de la rue de Courcelles jusqu'à la rue du Rocher
- Place de la République Dominicaine (à l'exclusion de la voirie et la partie centrale de la place)
- Rue du Rocher (n° impairs) de la place Prosper Goubaux jusqu'à la rue de Madrid
- Rue de Madrid (n° pairs) de la rue du Rocher jusqu'à la rue de Lisbonne
- Rue de Lisbonne (n° pairs) de la rue de Madrid jusqu'à la rue de Courcelles
- Place de Rio de Janeiro
- Rue de Courcelles (n° pairs) de la rue de Lisbonne jusqu'à la Place de la République de l'Equateur
- Place de la République de l'Equateur de la rue de Courcelles jusqu'au boulevard de Courcelles
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué

Section 8N-5 :

- Avenue de Messine (n° impairs) de la place de Rio de Janeiro jusqu'au boulevard Haussmann
- Place de Narvik côté sud
- Boulevard Haussmann (n° pairs) de la rue de Messine jusqu'à la rue de Courcelles
- Rue de Courcelles (n° pairs) du boulevard Haussmann jusqu'à la rue de Lisbonne
- Place du Pérou
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8N-6 :

- Rue de Laborde (n° pairs) du boulevard Haussmann jusqu'à la place St. Augustin
- Place St. Augustin de la rue de Laborde jusqu'à la rue La Boétie

- Rue La Boétie (n° pairs) de la place St. Augustin jusqu'à la rue de Courcelles
- Rue de Courcelles (n° pairs) de la rue La Boétie jusqu'au Boulevard Haussmann
- Boulevard Haussmann (n° impairs) de la rue de Courcelles jusqu'à la rue Laborde
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8N-7 :

- Rue de Rome (n° impairs) de la rue de Madrid jusqu'à la rue de la Pépinière
- Rue de la Pépinière (n° pairs) de la rue de Rome jusqu'à la place St. Augustin, y compris la partie centrale et la voirie de la place
- Rue de Laborde (n° impairs) de la place St. Augustin jusqu'à la rue de Messine
- Avenue de Messine (n° pairs) de la rue Laborde jusqu'à la Place de Rio de Janeiro
- Place de Narvik côté nord
- Rue de Lisbonne (n° impairs) de la place de Rio de Janeiro jusqu'à la rue de Madrid
- Rue de Madrid (n° impairs) de la rue de Lisbonne jusqu'à la rue de Rome
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8N-8 :

- Rue d'Amsterdam (n° impairs) de la place de Clichy jusqu'à la rue de Liège
- Rue de Liège (n° pairs) de la rue d'Amsterdam jusqu'à la rue de Madrid, y compris la partie centrale et la voirie de la place de l'Europe
- Rue de Madrid (n° pairs) depuis la place de l'Europe jusqu'à la rue du Rocher
- Rue du Rocher (n° pairs) depuis la rue de Madrid jusqu'à la place Prosper Goubaux
- Place Prosper Goubaux y compris la partie centrale située sur le 9^{ème} arrondissement et la voirie
- Boulevard des Batignolles (n° impairs) de la place Prosper Goubaux jusqu'à la place de Clichy
- Place de Clichy du boulevard des Batignolles jusqu'à la rue d'Amsterdam
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8N-9 :

- Rue de la Pépinière (n° impairs) de la place St. Augustin jusqu'à la rue St. Lazare en incluant la partie centrale et la voirie de la place Gabriel Péri
- Rue St. Lazare de la place Gabriel Péri jusqu'à la place du Havre en incluant la voirie et la partie centrale de la place
- Rue du Havre (n° impairs) de la place du Havre jusqu'au boulevard Haussmann
- Rue Tronchet (n° impairs) du boulevard Haussmann jusqu'à la rue des Mathurins
- Rue des Mathurins (n° pairs) de la rue Tronchet jusqu'au boulevard Malesherbes
- Boulevard Malesherbes (n° pairs) de la rue des Mathurins jusqu'à la place St Augustin
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8N-10 :

- Rue d'Amsterdam (n° impairs) de la rue de Liège jusqu'à la place du Havre
- Rue St. Lazare (n° pairs) de la place du Havre jusqu'à la place Gabriel Péri
- Rue de Rome (n° pairs) de la place Gabriel Péri jusqu'à la rue de Madrid
- Rue de Madrid (n° impairs) de la rue de Rome jusqu'à la rue de Liège (par la place de l'Europe)
- Rue de Liège (n° impairs) de la place de l'Europe jusqu'à la rue d'Amsterdam
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué, à l'exception des emprises de la gare St. Lazare.

La délimitation de l'unité de contrôle du 8^{ème} arrondissement Sud est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC du 8^{ème} arrondissement Sud est fixé à 10. La délimitation des 10 sections d'inspection du travail de l'UC du 8^{ème} arrondissement Sud de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 8S-1 :

- Avenue des Champs Elysées (n° impairs) de la place Charles de Gaulle jusqu'à la rue Quentin Bauchart
- Rue Quentin Bauchart (n° impairs) de l'avenue des Champs Elysées jusqu'à l'Avenue George V
- Place Henri Dunant (partie centrale et voirie)
- Avenue George V de la place Henri Dunant jusqu'à la Place de l'Alma
- Place de l'Alma (partie centrale et voirie situées sur le 8^{ème} arrondissement)
- Pont de l'Alma (de la place de l'Alma jusqu'à la limite du 7^{ème} arrondissement)
- Avenue du Président Wilson (n° pairs) de la place de l'Alma jusqu'à l'avenue Marceau

- Avenue Marceau (n° pairs) de l'avenue du Président Wilson jusqu'à la place Charles de Gaulle
- Place Charles de Gaulle de l'avenue Marceau jusqu'à l'avenue des Champs Elysées
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-2 :

- Rue François 1er (n° impairs) de la Place Quentin Bauchart à l'avenue Montaigne
- Avenue Montaigne (n° impairs) de la rue François 1^{er} au Rond-Point des Champs Elysées
- Rond-Point des Champs Elysées (partie sud de l'avenue Montaigne jusqu'à l'avenue Franklin Roosevelt)
- Avenue Franklin Roosevelt (n° impairs) du Rond-Point des Champs Elysées jusqu'à la place du Canada
- Place du Canada de l'avenue Franklin Roosevelt jusqu'au pont des Invalides
- Pont des Invalides de la place du Canada à la limite du 7^{ème} arrondissement
- Berge de la Seine (côté 8^{ème} arrondissement) du pont des Invalides jusqu'au Pont de l'Alma (exclu)
- De la berge de la Seine à l'Est du Pont de l'Alma jusqu'à l'avenue George V par la place de l'Alma
- Avenue George V (n° pairs) de la place de l'Alma jusqu'à la place Henri Dunant
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-3 :

- Avenue des Champs Elysées de la rue Quentin Bauchart jusqu'au Rond-Point des Champs Elysées
- Rond-Point des Champs Elysées (partie ouest de l'avenue des Champs Elysées et l'avenue Montaigne)
- Avenue Montaigne (n° impairs) du Rond-Point des Champs Elysées jusqu'à la rue François 1er
- Rue François 1er (n° pairs) de l'avenue Montaigne jusqu'à la place Henri Dunant
- Place Henri Dunant (à l'exception de la voirie et de la partie centrale de la place) de la rue François 1er jusqu'à la rue Quentin Bauchart
- Rue Quentin Bauchart (n° pairs) de la place Henri Dunant jusqu'à l'Avenue des Champs Elysées
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-4 :

- Rue de Berri (n° pairs) de l'avenue des Champs Elysées jusqu'à la rue de Ponthieu
- Rue de Ponthieu (n° impairs) de la rue de Berri jusqu'à l'avenue Matignon
- Avenue Matignon (n° impairs) de la rue de Ponthieu jusqu'au Rond-Point des Champs Elysées
- Rond-Point des Champs Elysées (partie nord-ouest de l'avenue Matignon jusqu'à l'avenue des Champs Elysées),
- Avenue des Champs Elysées (n° pairs) du Rond-Point des Champs Elysées jusqu'à la rue de Berri
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-5 :

- Rue Faubourg Saint Honoré (n° impairs) de la rue de Berri jusqu'à la rue Jean Mermoz
- Place Chassaing Goyon (y compris la voirie et la partie centrale de la place)
- Rue Jean Mermoz (n° impairs) de la rue du Faubourg Saint Honoré jusqu'à la rue Rabelais
- Rue Rabelais (n° impairs) de la rue Jean Mermoz jusqu'à l'avenue Matignon
- Avenue Matignon (n° impairs) de la rue Rabelais jusqu'à la rue de Ponthieu
- Rue de Ponthieu (n° pairs) de l'avenue Matignon jusqu'à la rue de Berri
- Rue de Berri (n° pairs) de la rue de Ponthieu jusqu'à la rue du Faubourg Saint Honoré
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-6 :

- Rue du Faubourg Saint Honoré (n° impairs) de la rue Jean Mermoz jusqu'à la place Beauvau
- Place Beauvau (à l'exception de la partie centrale et de la voirie)
- Rue du Faubourg Saint Honoré (n° impairs) de la place Beauvau jusqu'à la rue Royale
- Rue Saint Honoré (n° impairs) de la rue Royale jusqu'à la rue Saint Florentin
- Rue Saint Florentin (n° impairs) de la rue Saint Honoré jusqu'à la Place de la Concorde
- Place de la Concorde (n° pairs et à l'exception de la voirie et de la partie centrale de la place) de la rue Saint Florentin jusqu'à l'avenue Gabriel
- Avenue Gabriel (n° pairs) de la place de la Concorde à l'avenue Matignon
- Avenue Matignon (n° pairs) de l'avenue Gabriel jusqu'à la rue Rabelais
- Rue Rabelais (n° pairs) de l'avenue Matignon jusqu'à la rue Jean Mermoz
- Rue Jean Mermoz (n° pairs) de la rue Rabelais jusqu'à la rue du Faubourg Saint Honoré
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-7 :

- Boulevard Maiesherbes (n° impairs) de la rue Roquépine jusqu'à la place de la Madeleine
- Place de la Madeleine (du 1 au 9) et de la rue Royale jusqu'à la rue Duphot (à l'exception de la partie centrale et de la voirie de la place)
- Rue Duphot (n° impairs) de la place de la Madeleine jusqu'à la rue du Chevalier Saint George
- Rue du Chevalier Saint George (n° impairs) de la rue Duphot jusqu'à la rue Saint Honoré
- Rue Saint Honoré (n° pairs) de la rue du Chevalier Saint George jusqu'à la rue Duras
- Rue Duras (n° pairs) de la rue Saint Honoré jusqu'à la rue Montalivet
- Rue Montalivet (n° pairs) de la rue Duras à jusqu'à la rue des Saussaies
- Rue des Saussaies (n° pairs) de la rue Montalivet à la place des Saussaies
- Place des Saussaies (n° pairs) de la rue des Saussaies jusqu'à la rue de la Ville l'Evêque (y compris la partie centrale et la voirie)
- rue de la Ville l'Evêque (n° impairs) de la place des Saussaies jusqu'à la rue d'Astorg
- rue d'Astorg (n° pairs) de la rue de la Ville l'Evêque jusqu'à la rue Roquépine
- rue Roquépine (n° impairs) de la rue d'Astorg jusqu'au boulevard Maiesherbes
- toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-8 :

- Rue des Mathurins (n° impairs) du boulevard Maiesherbes jusqu'à la rue Tronchet
- Rue Tronchet (n° impairs) de la rue des Mathurins jusqu'à la rue Vignon
- Rue Vignon (n° impairs) de la rue Tronchet jusqu'au boulevard de la Madeleine
- Boulevard de la Madeleine (n° pairs) de la rue Vignon jusqu'à la place de la Madeleine
- Place de la Madeleine, y compris la partie centrale et la voirie
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-9 :

- Rue de la Boétie (n° impairs) de la rue du Faubourg Saint Honoré jusqu'à la place Saint Augustin
- Place Saint Augustin (à l'exception de la voirie et de la partie centrale) de la rue de la Boétie jusqu'au boulevard Maiesherbes
- Boulevard Maiesherbes (n° impairs) de la place Saint Augustin jusqu'à la rue Roquépine
- Rue Roquépine (n° pairs) du boulevard Maiesherbes jusqu'à la rue d'Astorg
- Rue d'Astorg (n° impairs) de la Roquépine jusqu'à la rue de la Ville l'Evêque
- Rue de la Ville l'Evêque (n° pairs) de la rue d'Astorg jusqu'à la place des Saussaies
- Place des Saussaies (à l'exception du n°2)
- Rue des Saussaies (n° impairs) de la place des Saussaies jusqu'à la place Beauvau
- Place Beauvau (y compris la partie centrale et la voirie)
- Rue du Faubourg Saint Honoré (n° pairs) de la place Beauvau jusqu'à la rue de la Boétie
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 8S-10 :

- Avenue Gabriel (n° impairs) de l'avenue Matignon à la place de la Concorde
- Place de la Concorde (à l'exception des n° pairs)
- Berge de la Seine au droit de la partie Est de la Place de la Concorde jusqu'au pont des Invalides (exclu)
- Pont de la concorde (pour la partie 8ème arrondissement)
- Pont Alexandre III (pour la partie 8ème arrondissement)
- Avenue Franklin Roosevelt de la place du Canada jusqu'au Rond-Point des Champs Elysées
- Rond-point des Champs Elysées, partie est de l'avenue Franklin Roosevelt jusqu'à l'avenue Matignon, ainsi que la voirie et le centre du rond-point.
- Avenue Matignon (n° pairs) du Rond-Point des Champs Elysées jusqu'à l'avenue Gabriel
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

La délimitation de l'unité de contrôle du 9^{ème} arrondissement est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC du 9^{ème} arrondissement est fixé à 12. La délimitation des 12 sections d'inspection du travail de l'UC du 9^{ème} arrondissement de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 9-1 :

- Boulevard Haussmann (n° impairs) de la rue Tronchet jusqu'à la rue Scribe.
- Rue Scribe (n° impairs) du boulevard Haussmann jusqu'au boulevard des Capucines,

- Boulevard des capucines (n° pairs) de la rue Scribe jusqu'à la rue de Caumartin,
- Boulevard de la Madeleine (n° pairs) de la rue de Caumartin jusqu'à la rue Vignon,
- Rue Vignon (n° pairs) du boulevard de la Madeleine jusqu'à la rue des Mathurins,
- Rue Tronchet (n° pairs) de la rue des Mathurins jusqu'au boulevard Haussmann,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-2 :

- Boulevard de Clichy (n° impairs) de la place Pigalle jusqu'au boulevard de Rochechouart
- Boulevard de Rochechouart (n° impairs) du boulevard de Clichy jusqu'au boulevard de Magenta,
- Boulevard de Magenta (n° impairs) du boulevard de Rochechouart jusqu'à la rue du Faubourg Poissonnière.
- Rue du Faubourg Poissonnière (n° impairs) du boulevard de Magenta jusqu'à la rue de Bellefond,
- Rue de Bellefond (n° pairs) de la rue du Faubourg Poissonnière jusqu'à la rue de Chantilly,
- Rue de Chantilly (n° pairs) de la rue de Bellefond jusqu'à la rue de Maubeuge,
- Rue de Maubeuge (n° pairs) de la rue de Chantilly jusqu'à la rue de la Tour d'Auvergne,
- Rue de la Tour d'Auvergne (n° pairs) de la rue de Maubeuge jusqu'à la rue Rodier.
- Rue Rodier (n° impairs) de la rue de la Tour d'Auvergne jusqu'à la rue de Maubeuge,
- Rue Maubeuge (n° impairs) de la rue de Maubeuge jusqu'à la rue Lamartine,
- Rue Lamartine (n° pairs) de la rue de Maubeuge jusqu'à la rue Notre-Dame de Lorette.
- Rue Notre-Dame de Lorette (n° pairs) de la rue Lamartine jusqu'à la rue Henry Monnier, y compris la partie centrale et la voirie de la place Saint-Georges.
- Rue Henry Monnier (n° pairs) de la rue Notre-Dame de Lorette jusqu'à la place Gabriel Kaspereit,
- Place Gabriel Kaspereit (n° pairs) de la rue Henry Monnier jusqu'à la rue Frochot, y compris la partie centrale et la voirie de la place,
- Rue Frochot (n° pairs) de la place Gabriel Kaspereit jusqu'à la place Pigalle,
- Place Pigalle (n° impairs) de la rue Frochot jusqu'au boulevard de Clichy.
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-3 :

- Place de Clichy (n° impairs) de la rue d'Amsterdam jusqu'à la rue de Clichy,
- Rue de Clichy (n° impairs) de la place de Clichy jusqu'à la place d'Estienne d'Orves.
- Place d'Estienne d'Orves (n° impairs) de la rue de Clichy jusqu'à la rue Saint-Lazare,
- Rue Saint-Lazare (n° pairs) de la place d'Estienne d'Orves jusqu'à la rue d'Amsterdam.
- Rue d'Amsterdam (n° pairs) de la rue Saint-Lazare jusqu'à la place Pigalle,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-4 :

- Place de Clichy (n° pairs) de la rue de Clichy jusqu'au boulevard de Clichy,
- Boulevard de Clichy (n° impairs) de la place de Clichy jusqu'à la Place Pigalle,
- Place Blanche (n° impairs), y compris la partie centrale et la voirie,
- Place Pigalle (n° impairs) du boulevard de Clichy jusqu'à la rue Jean-Baptiste Pigalle, y compris la partie centrale et la voirie,
- Rue Jean-Baptiste Pigalle (n° impairs) de la place Pigalle jusqu'à la rue de La Rochefoucault,
- Rue de La Rochefoucault (n° impairs) de la rue Jean-Baptiste Pigalle jusqu'à la rue Saint-Lazare,
- Rue Saint-Lazare (n° pairs) jusqu'à la place d'Estienne d'Orves,
- Place d'Estienne d'Orves de la rue Saint-Lazare jusqu'à la rue de la Chaussée d'Antin, y compris la partie centrale de la place, le square d'Estienne d'Orves et la voirie,
- Rue de la Chaussée d'Antin (n° impairs) de la place d'Estienne d'Orves jusqu'à la rue Saint-Lazare,
- Rue Saint-Lazare (n° pairs) de la rue de la Chaussée d'Antin à la place d'Estienne d'Orves,
- Place d'Estienne d'Orves (n° pairs) de la rue Saint-Lazare jusqu'à la rue de Clichy,
- Rue de Clichy (n° pairs) de la place d'Estienne d'Orves à la place de Clichy,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-5 :

- Rue Frochot (n° impairs) de la place Pigalle jusqu'à la place Gabriel Kaspereit,
- Rue Henry Monnier (n° impairs) de la place Gabriel Kaspereit jusqu'à la rue Notre-Dame de Lorette.
- Rue Notre-Dame de Lorette (n° impairs) de la rue Henry Monnier jusqu'à la rue Saint-Lazare,
- Rue Fléchier (n° impairs) de la rue Saint-Lazare jusqu'à la rue de Châteaudun,
- Rue de Châteaudun (n° pairs) de la rue Fléchier jusqu'à la rue Laffitte,
- Rue Laffitte (n° impairs) de la rue de Châteaudun jusqu'à la rue de Provence,
- Rue de Provence (n° pairs) de la rue Laffitte jusqu'à la rue Taitbout.

- Rue Taitbout (n° pairs) de la rue de Provence jusqu'à la rue Saint-Lazare,
- Rue Saint-Lazare (n° pairs) de la rue Taitbout jusqu'à la rue de la Rochefoucault,
- Rue de la Rochefoucault (n° pairs) de la rue Saint-Lazare jusqu'à la rue Jean-Baptiste Pigalle,
- Rue Jean-Baptiste Pigalle (n° pairs) de la rue de la Rochefoucault à la place Pigalle,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-6 :

- Rue Saint-Lazare (n° impairs) de la rue du Havre jusqu'à la rue de Mogador,
- Rue de Mogador (n° impairs) de la rue Saint-Lazare jusqu'au boulevard Haussmann,
- Boulevard Haussmann (n° pairs) de la rue de Mogador jusqu'à la rue du Havre.
- Rue du Havre (n° pairs) du boulevard Haussmann jusqu'à la rue Saint-Lazare,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Sont également rattachés à la section 9-6 l'ensemble des établissements des Galeries Lafayette situés dans le 9^{ème} arrondissement de Paris, à l'exception du siège sis 44 rue de Châteaudun et du restaurant d'entreprise sis 62 rue de Provence.

Section 9-7 :

- Rue de la Tour d'Auvergne (n° impairs) de la rue Rodier jusqu'à la rue de Maubeuge,
- Rue de Maubeuge (n° pairs) de la rue de la Tour d'Auvergne jusqu'à la rue de Chantilly,
- Rue de Chantilly (n° impairs) de la rue de Maubeuge jusqu'à la rue de Bellefond,
- Rue de Bellefond (n° impairs) de la rue de Chantilly jusqu'à la rue du Faubourg Poissonnière,
- Rue du Faubourg Poissonnière (n° impairs) de la rue de Bellefond jusqu'à la rue Richer,
- Rue Richer (n° pairs) de la rue du Faubourg Poissonnière jusqu'à la rue Cadet,
- Rue Cadet (n° pairs) de la rue Richer jusqu'à la rue Lamartine,
- Rue Lamartine (n° pairs) de la rue Cadet jusqu'à la rue de Maubeuge,
- Rue de Maubeuge (n° pairs) de la rue Lamartine jusqu'à la rue Rodier,
- Rue Rodier (n° pairs) de la rue de Maubeuge jusqu'à la rue de la Tour d'Auvergne,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-8 :

- Rue de Provence (n° impairs) de la rue Taitbout jusqu'à la rue du Faubourg Montmartre,
- Rue du Faubourg Montmartre (n° impairs) de la rue de Provence jusqu'au boulevard Montmartre,
- Boulevard Montmartre (n° pairs) de la rue du Faubourg Montmartre jusqu'au boulevard des Italiens,
- Boulevard des Italiens (n° pairs) du boulevard Montmartre jusqu'à la rue Laffitte,
- Rue Laffitte (n° pairs) du boulevard des Italiens jusqu'au Boulevard Haussmann,
- Boulevard Haussmann (n° pairs) de la rue Laffitte jusqu'à la rue Taitbout,
- Rue Taitbout (n° pairs) du boulevard Haussmann jusqu'à la rue de Provence,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-9 :

- Rue Lamartine (n° impairs) de la rue Fléchier jusqu'à la rue Cadet,
- Rue Cadet (n° impairs) de la rue Lamartine jusqu'à la rue de Provence.
- Rue de Provence (n° pairs) de la rue Cadet jusqu'à la rue Laffitte.
- Rue Laffitte (n° pairs) de la rue de Provence jusqu'à la rue de Châteaudun.
- Rue de Châteaudun (n° impairs) de la rue Laffitte jusqu'à la rue Fléchier,
- Rue Fléchier (n° pairs) de la rue de Châteaudun jusqu'à la rue Lamartine.
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-10 :

- Rue Richer (n° impairs) de la rue du Faubourg Montmartre jusqu'à la rue du Faubourg Poissonnière.
- Rue du Faubourg Poissonnière (n° impairs) de la rue Richer jusqu'au boulevard Poissonnière,
- Boulevard Poissonnière (n° pairs) de la rue du Faubourg Poissonnière jusqu'à la rue du Faubourg Montmartre,
- Rue du Faubourg Montmartre (n° pairs) du boulevard Poissonnière jusqu'à la rue Richer,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-11 :

- Rue de Provence (n° impairs) de la rue de Mogador jusqu'à la rue Taitbout,

- Rue Taitbout (n° impairs) de la rue de Provence jusqu'au boulevard Haussmann. y compris la partie centrale et la voirie de la place Adrien Oudin,
- Boulevard Haussmann (n° impairs) de la rue Taitbout jusqu'à la rue Laffitte,
- Rue Laffitte (n° impairs) du boulevard Haussmann jusqu'au boulevard des Italiens,
- Boulevard des Italiens (n° pairs) de la rue Laffitte jusqu'au boulevard des Capucines.
- Boulevard des Capucines (n° pairs) de la rue de la Chaussée d'Antin jusqu'à la rue Scribe.
- Place de l'Opéra, y compris la partie centrale et la voirie.
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 9-12 :

- Rue de Châteaudun (n° impairs) de la rue de Mogador jusqu'à la rue de la Chaussée d'Antin,
- Rue de la Chaussée d'Antin (n° pairs) de la rue de Châteaudun jusqu'à la place d'Estienne d'Orves,
- Place d'Estienne d'Orves de la rue de la Chaussée d'Antin à la rue Saint-Lazare.
- Rue Saint-Lazare (n° impairs) de la place d'Estienne d'Orves à la rue Taitbout,
- Rue Taitbout (n° impairs) de la rue Saint-Lazare jusqu'à la rue de Provence,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

La délimitation de l'unité de contrôle des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements est fixé à 14. La délimitation des 14 sections d'inspection du travail de l'UC des 10^{ème} et 18^{ème} arrondissements de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 10-1 : 10^{ème} arrondissement :

- Boulevard de la Villette (n° impairs) de la rue Lafayette jusqu'à la rue du Faubourg du Temple (y compris la place du Colonel Fabien côté ouest),
- Rue du Faubourg du Temple (n° impairs) du boulevard de la Villette jusqu'au canal Saint Martin
- Les rues à l'ouest de l'axe constitué par ces voies jusqu'au canal Saint-Martin, y compris les ponts.

Section 10-2 : 10^{ème} arrondissement :

- Rue de Marseille (n° pairs) du canal Saint-Martin jusqu'à la rue Yves Toudic,
- Rue Yves Toudic (n° impairs) de la rue de Marseille jusqu'à la rue de Lancry,
- Rue de Lancry (n° pairs) de la rue Yves Toudic jusqu'au boulevard Magenta,
- Boulevard Magenta (n° impairs) de la rue de Lancry jusqu'à la rue du Faubourg Saint-Martin,
- Rue du Faubourg Saint-Martin (n° pairs) du boulevard Magenta jusqu'au boulevard Saint-Martin,
- Boulevard Saint-Martin (n° pairs),
- Place de la République (côté nord-ouest du boulevard Saint-Martin jusqu'à la rue du Faubourg du Temple ainsi que les activités exercées sur la place centrale et sur la voirie)
- Rue du Faubourg du Temple (n° impairs) de la place de la République jusqu'au canal Saint-Martin
- Les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies, ainsi que par le canal Saint-Martin de la rue de Marseille jusqu'à la rue du Faubourg du Temple

Section 10-3 : 10^{ème} arrondissement :

- Rue d'Enghien (n° impairs),
- Rue du Faubourg Saint Denis (n° pairs) de la rue d'Enghien jusqu'à la rue du Château d'Eau,
- Rue du Château d'Eau (n° impairs) de la rue du Faubourg Saint Denis jusqu'au boulevard de Strasbourg,
- Boulevard de Strasbourg (n° pairs) de la rue du Château d'Eau jusqu'au boulevard Magenta,
- Boulevard Magenta (n° impairs) du boulevard de Strasbourg jusqu'à la rue du Faubourg Saint Martin.
- Rue du Faubourg Saint Martin (n° impairs) du boulevard Magenta jusqu'à la porte Saint Martin
- Porte Saint Martin
- Boulevard Saint-Denis (n° pairs)
- Boulevard de Bonne Nouvelle (n° pairs)
- Rue du Faubourg Poissonnière (n° impairs) du boulevard de Bonne Nouvelle jusqu'à la rue d'Enghien
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 10-4 : 10^{ème} arrondissement :

- Rue La Fayette (n° 93),
- Rue de Chabrol (n° impairs) de la rue La Fayette jusqu'à la rue d'Hauteville.

- Rue d'Hauteville (n° impairs) de la rue de Chabrol jusqu'à la rue des Petites Ecuries,
- Rue des Petites Ecuries (n° impairs) de la rue d'Hauteville jusqu'à la rue du Faubourg Saint Denis,
- Rue du Faubourg Saint Denis (n° impairs) de la rue des Petites Ecuries jusqu'à la rue d'Enghien.
- Rue d'Enghien (n° pairs) de la rue du Faubourg Saint Denis jusqu'à la rue du Faubourg Poissonnière.
- Rue du Faubourg Poissonnière (n° pairs) de la rue d'Enghien jusqu'à la rue de Bellefond,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 10-5 : 10^{ème} arrondissement :

- Rue de Chabrol (n° impairs) de la rue d'Hauteville jusqu'à la rue du 8 Mai 1945.
- Rue du 8 Mai 1945 (n° impairs) de la rue de Chabrol jusqu'au boulevard de Strasbourg,
- Boulevard de Strasbourg (n° impairs) de la rue du 8 Mai 1945 jusqu'à la rue du Château d'Eau
- Rue du Château d'Eau (n° pairs) du boulevard de Strasbourg jusqu'à la rue des Petites Ecuries
- Rue des Petites Ecuries (n° pairs) de la rue du Château d'Eau jusqu'à la rue d'Hauteville
- Rue d'Hauteville (n° pairs) de la rue des Petites Ecuries jusqu'à la rue de Chabrol
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 10-6 : 10^{ème} arrondissement :

- Rue de Dunkerque (n° impairs) de la rue du Faubourg Saint Denis Poissonnière jusqu'à la rue Lafayette
- Rue La Fayette (n° pairs) de la rue de Dunkerque jusqu'à la rue d'Alsace,
- Rue d'Alsace (n° impairs),
- Rue du 8 Mai 1945 (n° pairs) de la rue d'Alsace jusqu'à la rue de Chabrol.
- Rue de Chabrol (n° pairs),
- Rue du Faubourg Poissonnière (n° pairs) de la rue de Chabrol jusqu'à la rue de Dunkerque
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 10-7 : 10^{ème} arrondissement :

- Place de la Bataille de Stalingrad (n° impairs) du canal Saint Martin jusqu'au boulevard de la Villette,
- Boulevard de la Villette (n° impairs) de la place de la Bataille de Stalingrad jusqu'au Boulevard de la Chapelle,
- Boulevard de la Chapelle (n° impairs),
- Boulevard de Magenta (n° pairs) du boulevard de la Chapelle jusqu'à la rue du Faubourg Poissonnière
- Rue du Faubourg Poissonnière (n° pairs) du boulevard de la Chapelle jusqu'à la rue de Dunkerque
- Rue de Dunkerque (n° pairs) de la rue du Faubourg Poissonnière jusqu'à la rue Lafayette
- Rue Lafayette (n° impairs) de la rue de Dunkerque jusqu'à la rue du Château-Landon
- Rue du Château-Landon (n° pairs) de la rue Lafayette jusqu'à la rue du Faubourg Saint Martin
- Rue du Faubourg Saint Martin (n° impairs) de la rue du Château-Landon jusqu'à la rue Louis Blanc.
- Rue Louis Blanc (n° pairs) de la rue du Faubourg Saint Martin jusqu'au canal Saint-Martin
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par le canal Saint-Martin de la place de la Bataille de Stalingrad jusqu'à la rue Louis Blanc

Section 10-8 : 10^{ème} arrondissement :

- Rue Louis Blanc (n° impairs) du canal Saint-Martin jusqu'à la rue du Faubourg Saint Martin
- Rue du Faubourg Saint Martin (n° pairs) de la rue Louis Blanc jusqu'à la rue du Château-Landon,
- Rue du Château-Landon (n° impairs) de la rue du Faubourg Saint Martin jusqu'à la rue La Fayette,
- Rue La Fayette (n° pairs) de la rue du Château-Landon jusqu'à la rue d'Alsace,
- Rue d'Alsace (n° pairs),
- Rue du 8 Mai 1945 (n° pairs) de la rue d'Alsace jusqu'au boulevard de Strasbourg
- Boulevard de Strasbourg (n° impairs) de la rue du 8 Mai 1945 jusqu'au boulevard de Magenta,
- Boulevard de Magenta (n° pairs) du boulevard de Strasbourg jusqu'à la rue de Lancry
- Rue de Lancry (n° impairs) du boulevard de Magenta jusqu'à la rue Yves Toudic
- Rue Yves Toudic (n° pairs) de la rue de Lancry à la rue de Marseille
- Rue de Marseille (n° impairs) de la rue Yves Toudic jusqu'au canal Saint-Martin,
- Les rues situées à l'est de l'axe constitué par ces voies jusqu'au canal Saint-Martin.

Section 10-9 : 18^{ème} arrondissement :

- Avenue Victor Hugo (n° impairs) de la limite d'Aubervilliers jusqu'à la place Skanderbeg
- Place Skanderbeg (côté ouest de l'avenue Victor Hugo jusqu'à la porte d'Aubervilliers
- Avenue de la porte d'Aubervilliers (n° impairs)
- Rue d'Aubervilliers (n° impairs) de l'avenue de la porte d'Aubervilliers jusque la rue Riquet
- Rue Riquet (n° pairs) de la rue d'Aubervilliers jusqu'à la rue Pajol

- Rue Pajol (n° pairs) de la rue Riquet jusqu'à la place Hébert
- Place Hébert de la rue Pajol jusqu'à la rue de l'Évangile ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie
- Rue de l'Évangile (n° impairs)
- Rue de la Chapelle (n° pairs) de la rue de l'Évangile jusqu'à l'avenue de la Porte de la Chapelle
- Avenue de la Porte de la Chapelle (n° pairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que, à l'est, par la limite de la Seine Saint Denis.

Section 10-10 : 18^{ème} arrondissement :

- Avenue de la Porte de la Chapelle (n° impairs)
- Rue de la Chapelle (n° impairs) de l'avenue de la Porte de la Chapelle (n° impairs) jusqu'à la rue de l'Évangile
- Rue de l'Évangile (n° pairs) de la rue de la Chapelle jusqu'à la place Hébert
- Rue Pajol (n° impairs) de la place Hébert jusqu'à la rue Riquet
- Rue Riquet (n° impairs) de la rue Pajol jusqu'à la rue d'Aubervilliers
- Rue d'Aubervilliers (n° impairs) de la rue Riquet jusqu'au boulevard de la Chapelle
- Boulevard de la Chapelle (n° pairs) de la rue d'Aubervilliers jusqu'à la rue de Tombouctou
- Rue de Tombouctou (n° pairs)
- Rue Stephenson (n° pairs) de la rue de Tombouctou jusqu'à la rue Myrha
- Rue Myrha (n° pairs) de la rue Stephenson jusqu'à la rue des Poissonniers
- Rue des Poissonniers (n° impairs) de la rue Myrha jusqu'au boulevard Barbès
- Boulevard Barbès (n° pairs) de la rue des Poissonniers jusqu'à la rue Ordener
- Rue Ordener (n° pairs) du boulevard Barbès jusqu'à la rue des Poissonniers
- Rue des Poissonniers (n° pairs) de la rue Ordener jusqu'au boulevard Ney
- Boulevard Ney (n° pairs) de la rue des Poissonniers jusqu'à l'avenue de la Porte de Clignancourt
- Avenue de la Porte de Clignancourt (n° pairs) jusqu'à la limite de la Seine Saint Denis
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que, à l'est, par la limite de la Seine Saint Denis.

Section 10-11 : 18^{ème} arrondissement :

- Boulevard Ney (n° impairs) de la rue du Ruisseau jusqu'à la rue des Poissonniers
- Rue des Poissonniers (n° impairs) du boulevard Ney jusqu'à la rue Ordener
- Rue Ordener (n° pairs) rue des Poissonniers jusqu'au boulevard Barbès
- Boulevard Barbès (n° impairs) de la rue Ordener jusqu'à la rue Custine
- Rue Custine (n° pairs)
- Rue du Mont Cenis (n° pairs) de la rue Custine jusqu'à la rue Marcadet
- Rue Marcadet (n° pairs) de la rue du Mont Cenis jusqu'à la rue du Ruisseau
- Rue du Ruisseau (n° pairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 10-12 : 18^{ème} arrondissement :

- Rue du Docteur Babinski
- Rue Jean-Henri Fabre
- Avenue de la Porte de Clignancourt (n° impairs)
- Boulevard Ney (n° pairs) de l'avenue de la Porte de Clignancourt jusqu'à la rue du Ruisseau
- Rue du Ruisseau (n° impairs)
- Rue Duhesme (n° impairs)
- Rue Lamarck (n° pairs) de la rue Duhesme avenue de Saint-Ouen
- Avenue de Saint-Ouen (n° pairs) de la rue Lamarck jusqu'à l'avenue de la Porte de Saint-Ouen
- Avenue de la Porte de Saint-Ouen (n° pairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 10-13 : 18^{ème} arrondissement :

- Rue Caulaincourt (n° pairs) de la rue des Saules jusqu'à la rue Custine
- Rue Custine (n° impairs),
- Boulevard Barbès (n° impairs) de la rue Custine jusqu'à la rue des Poissonniers,
- Rue des Poissonniers (n° pairs) du boulevard Barbès jusqu'à la rue Myrha,
- Rue Myrha (n° impairs) de la rue des Poissonniers jusqu'à la rue Stephenson
- Rue Stephenson (n° impairs) de la rue Myrha jusqu'à la rue de Tombouctou
- Rue de Tombouctou (n° impairs) de la rue Stephenson jusqu'au boulevard de la Chapelle
- Boulevard de la Chapelle (n° pairs) de la rue Tombouctou jusqu'au boulevard de Rochechouart

- Boulevard de Rochechouart (n° pairs)
- Boulevard de Clichy (n° pairs) du boulevard de Rochechouart jusqu'à la rue Houdon
- Rue Houdon (n° pairs)
- Rue des Abbesses (n° pairs) de la rue Houdon jusqu'à la rue Ravignan
- Rue Ravignan (n° pairs)
- Rue Norvins (n° pairs) de la rue Ravignan jusqu'à la place Jean-Baptiste Clément
- Place Jean-Baptiste Clément (n° pairs)
- Rue des Saules (n° pairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 10-14 : 18^{ème} arrondissement :

- Rue Lamarck (n° impairs) depuis l'avenue de Saint-Ouen jusqu'à la rue Duhesme
- Rue Duhesme (n° pairs) de la rue Lamarck jusqu'à la rue Marcadet
- Rue Marcadet (n° impairs) de la rue Lamarck jusqu'à la rue du Mont Cenis
- Rue du Mont Cenis (n° impairs) de la rue Marcadet jusqu'à la rue Caulaincourt
- Rue Caulaincourt (n° impairs) de la rue Mont Cenis jusqu'à la rue des Saules
- Rue des Saules (n° impairs) de la rue Caulaincourt jusqu'à la rue Norvins
- Rue Norvins (n° impairs)
- Place Jean-Baptiste Clément (n° impairs)
- Rue Ravignan (n° impairs)
- Rue des Abbesses (n° impairs) de la rue Ravignan jusqu'à la rue Houdon
- Rue Houdon (n° impairs)
- Boulevard de Clichy (n° pairs) de la rue Houdon jusqu'à l'avenue de Clichy
- Avenue de Clichy (n° pairs) de la place de Clichy jusqu'à l'avenue de Saint-Ouen
- Avenue de Saint-Ouen (n° pairs) de l'avenue de Clichy jusqu'à la rue Lamarck
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

La délimitation de l'unité de contrôle du 12^{ème} arrondissement est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC du 12^{ème} arrondissement est fixé à 9. La délimitation des 9 sections d'inspection du travail de l'UC du 12^{ème} arrondissement de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 12-1 :

- Bassin de l'Arsenal et esplanade du port de l'Arsenal
- Rue de Lyon (n° impairs),
- Boulevard Diderot (n° impairs) de la rue de Lyon jusqu'à la rue de Bercy
- Rue de Bercy (n° impairs) du boulevard Diderot jusqu'à la rue Villiot
- Rue Villiot (n° impairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que, d'une part, par l'entrée du bassin de l'Arsenal, le bassin de l'Arsenal et l'esplanade du port de l'Arsenal, d'autre part, par la Seine de l'entrée du bassin de l'Arsenal jusqu'au prolongement de la rue Villiot.
- Pont d'Austerlitz et pont Charles de Gaulle jusqu'à la limite de l'arrondissement

Section 12-2 :

- Place de la Bastille de la rue de Lyon jusqu'à la rue de Charenton
- Rue de Charenton (n° pairs) de la place de la Bastille jusqu'au boulevard Diderot
- Boulevard Diderot (n° impairs) de la rue de Charenton jusqu'à l'avenue Daumesnil
- Avenue Daumesnil (n° pairs) du boulevard Diderot jusqu'à la rue de Rambouillet
- Rue de Rambouillet (n° impairs) de l'avenue Daumesnil jusqu'à la rue de Bercy
- Rue de Bercy (n° pairs) de la rue de Rambouillet jusqu'au boulevard Diderot
- Boulevard Diderot (n° pairs) de la rue de Bercy jusqu'à la rue de Lyon
- Rue de Lyon (n° pairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 12-3 :

- Rue du Faubourg Saint-Antoine (n° pairs) de la place de la Bastille jusqu'à la rue Chaligny
- Rue Chaligny (n° impairs)
- Place du Colonel Bourgoïn de la rue du Faubourg Saint-Antoine jusqu'à la rue Chaligny ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et sur la voirie

- Rue de Rambouillet (n° impairs) de la place Bourgoin jusqu'à l'avenue Daumesnil
- Avenue Daumesnil (n° impairs) de la rue de Rambouillet jusqu'au boulevard Diderot
- Boulevard Diderot (n° pairs) de l'avenue Daumesnil jusqu'à la rue de Charenton
- Rue de Charenton (n° impairs) du boulevard Diderot jusqu'à la place de la Bastille
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 12-4 :

- Rue Villiot (n° pairs)
- Rue de Bercy (n° impairs) de la rue de Villiot jusqu'au boulevard de Bercy
- Boulevard de Bercy (n° pairs) de la rue de Bercy jusqu'à la rue de Charenton
- Rue de Charenton (n° pairs) du boulevard de Bercy jusqu'au boulevard Poniatowski
- Boulevard Poniatowski (n° impairs) de la rue de Charenton jusqu'au pont National
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par la Seine du prolongement de la rue Villiot jusqu'au pont National
- Pont de Bercy, pont de Tolbiac et pont National jusqu'à la limite de l'arrondissement

Section 12-5 :

- Rue de Rambouillet (n° pairs) de la rue de Bercy jusqu'à la place du Colonel Bourgoin
- Place du Colonel Bourgoin (côté ouest de la rue de Rambouillet jusqu'à la rue Chaligny)
- Rue Chaligny (n° pairs)
- Rue du Faubourg Saint-Antoine (n° pairs) de la rue Chaligny jusqu'à la rue de Picpus
- Rue de Picpus (n° pairs) de la rue du Faubourg Saint-Antoine jusqu'à la rue Dorian
- Rue Dorian (n° pairs)
- Rue Pierre Bourdan (n° pairs) de la rue Dorian jusqu'au square Saint-Charles
- Square Saint-Charles (n° impairs)
- Rue de Reuilly (n° pairs) du square Saint-Charles jusqu'à la place Félix Eboué
- Place Félix Eboué de la rue de Reuilly jusqu'au boulevard de Reuilly
- Boulevard de Reuilly (n° impairs) de la place Félix Eboué jusqu'au boulevard de Bercy
- Boulevard de Bercy (n° impairs) du boulevard de Reuilly jusqu'à la rue de Bercy
- Rue de Bercy (n° pairs) du boulevard de Bercy jusqu'à la rue de Rambouillet
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 12-6 :

- Square Saint-Charles (n° pairs)
- Rue Pierre Bourdan (n° impairs) du square saint-Charles jusqu'à la rue Dorian
- Rue Dorian (n° impairs)
- Rue de Picpus (n° impairs) de la rue Dorian jusqu'à la rue du Faubourg Saint-Antoine
- Rue du Faubourg Saint-Antoine (n° pairs) de la rue de Picpus jusqu'à la place de la Nation
- Place de la Nation (côté sud ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et sur la voirie)
- Avenue du Trône (n° pairs)
- Cours de Vincennes (n° pairs) de l'avenue du Trône jusqu'à l'avenue du Docteur Arnold Netter
- Avenue du Docteur Arnold Netter (n° impairs) du cours de Vincennes jusqu'à l'avenue de Saint-Mandé
- Avenue de Saint-Mandé (n° impairs) de l'avenue du Docteur Arnold Netter jusqu'au square Courteline
- Square Courteline de l'avenue de Saint-Mandé jusqu'au boulevard de Picpus ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et sur la voirie
- Boulevard de Picpus (n° impairs) du square Courteline jusqu'au boulevard de Reuilly
- Boulevard de Reuilly (n° impairs) du boulevard de Picpus jusqu'à la place Félix Eboué
- Place Félix Eboué (côté nord du boulevard de Reuilly jusqu'à la rue de Reuilly)
- Rue de Reuilly (n° impairs) de la place Félix Eboué jusqu'au square Saint-Charles
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 12-7 :

- Avenue de la Porte de Vincennes (n° pairs)
- Cours de Vincennes (n° pairs) de l'avenue de la Porte de Vincennes jusqu'à l'avenue du Docteur Arnold Netter
- Avenue du Docteur Arnold Netter (n° pairs) du cours de Vincennes jusqu'à l'avenue de Saint-Mandé
- Avenue de Saint-Mandé (n° pairs) de l'avenue du Docteur Arnold Netter jusqu'au square Courteline
- Square Courteline de l'avenue de Saint-Mandé jusqu'au boulevard de Picpus
- Boulevard de Picpus (n° pairs) du square Courteline jusqu'au boulevard de Reuilly
- Boulevard de Reuilly (n° pairs) du boulevard de Picpus jusqu'à la place Félix Eboué

- Place Félix Eboué (côté est du boulevard de Reuilly jusqu'à la rue Claude Decaen ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et sur la voirie
- Rue Claude Decaen (n° pairs) de la place Félix Eboué jusqu'à la rue de Fécamp
- Rue de Fécamp (n° impairs) de la rue Claude Decaen jusqu'à la rue de Picpus
- Rue de Picpus (n° impairs) de la rue de Fécamp jusqu'au boulevard Poniatowski
- Boulevard Poniatowski (n° impairs) de la rue de Picpus jusqu'au boulevard Soult
- Boulevard Soult (n° impairs) du boulevard Poniatowski jusqu'à l'avenue Emile Laurent
- Avenue Emile Laurent, prolongée jusqu'au boulevard de Guyane
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par la limite de Saint-Mandé au nord-est.

Section 12-8 :

- Boulevard Poniatowski (n° pairs) de la Seine jusqu'à la rue de Charenton,
- Rue de Charenton (n° impairs) du boulevard Poniatowski jusqu'à la rue de Wattignies,
- Rue de Wattignies (n° pairs) de la rue de Charenton jusqu'à la rue de la Brèche aux Loups,
- Rue de la Brèche aux Loups (n° pairs) de la rue de Wattignies jusqu'à la rue Claude Decaen,
- Rue Claude Decaen (n° impairs) de la rue de la Brèche aux Loups jusqu'à la rue de Fécamp,
- Rue de Fécamp (n° pairs) de la rue Claude Decaen jusqu'à l'avenue Daumesnil,
- Rue de Picpus (n° pairs) de l'avenue Daumesnil jusqu'au boulevard Poniatowski,
- Boulevard Poniatowski (n° impairs) de la rue de Picpus jusqu'à la coulée verte.
- Coulée verte, prolongée jusqu'au boulevard de Guyane,
- Toutes les rues situées à l'est de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite du Val de Marne.
- Bois de Vincennes.

Section 12-9 :

- Boulevard de Reuilly (n° pairs) de la rue de Charenton jusqu'à la place Félix Eboué
- Place Félix Eboué (côté sud du boulevard de Reuilly jusqu'à la rue Claude Decaen)
- Rue Claude Decaen (n° impairs) de la place Félix Eboué jusqu'à la rue de la Brèche aux Loups
- Rue de la Brèche aux Loups (n° impairs) de la rue Claude Decaen jusqu'à la rue de Wattignies
- Rue de Wattignies (n° impairs) de la rue de la Brèche aux Loups jusqu'à la rue de Charenton
- Rue de Charenton (n° impairs) jusqu'au boulevard de Reuilly
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

La délimitation de l'unité de contrôle des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements est fixé à 13. La délimitation des 13 sections d'inspection du travail de l'UC des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 13-1 : 13^{ème} arrondissement :

- Pont de Bercy (chaussée nord) de la limite du 12^{ème} arrondissement jusqu'au boulevard Vincent Auriol,
- Boulevard Vincent Auriol (n° pairs) du pont de Bercy jusqu'à la Place d'Italie.
- Place d'Italie du boulevard Vincent Auriol jusqu'à l'avenue des Gobelins ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie,
- Avenue des Gobelins (n° impairs) de la place d'Italie jusqu'au boulevard Saint-Marcel,
- Boulevard Saint-Marcel (n° impairs) de l'avenue des Gobelins jusqu'au boulevard de l'Hôpital, boulevard de l'hôpital (n° impairs) du boulevard Saint-Marcel jusqu'à la place Valhubert,
- Place Valhubert;
- Toutes les rues situées à l'est de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la Seine.

Section 13-2 : 13^{ème} arrondissement :

- Boulevard de Port-Royal (n° impairs) de la rue de la Santé jusqu'à l'avenue des Gobelins,
- Avenue des Gobelins (n° pairs) du boulevard de Port-Royal jusqu'à la place d'Italie.
- Place d'Italie de l'avenue des Gobelins jusqu'au boulevard Auguste Blanqui.
- Boulevard Auguste Blanqui (n° pairs) de la place d'Italie jusqu'à la rue Barrault,
- Rue Barrault (n° pairs) du boulevard Auguste Blanqui jusqu'à la rue de Tolbiac,
- Rue de Tolbiac (n° pairs) de la rue Barrault jusqu'à la rue de la Santé,
- Rue de la Santé (n° impairs) de la rue de Tolbiac jusqu'au boulevard de Port-Royal :
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-3 : 13^{ème} arrondissement :

- Boulevard Auguste Blanqui (n° impairs) de la rue Barrault jusqu'à la place d'Italie,
- Place d'Italie du boulevard Auguste Blanqui jusqu'à l'avenue de Choisy,
- Avenue de Choisy (n° impairs) de la place d'Italie jusqu'à la rue de Tolbiac,
- Rue de Tolbiac (n° pairs) de l'avenue de Choisy jusqu'à la rue Barrault.
- Rue Barrault (n° impairs) de la rue de Tolbiac jusqu'au boulevard Auguste Blanqui ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-4 : 13^{ème} arrondissement :

- Avenue Pierre de Coubertin (n° impairs),
- Rue de l'Amiral Mouchez (n° impairs),
- Rue de Tolbiac (n° impairs) de la rue de l'Amiral Mouchez jusqu'à l'avenue de Choisy,
- Avenue de Choisy (n° impairs) de la rue de Tolbiac jusqu'à l'avenue de la Porte de Choisy,
- Avenue de la Porte de Choisy (n° impairs) ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-5 : 13^{ème} arrondissement :

- Pont de Bercy (chaussée sud) de la limite du 12^{ème} arrondissement jusqu'au boulevard Vincent Auriol,
- Boulevard Vincent Auriol (n° impairs) du pont de Bercy jusqu' à la rue Dunois,
- Rue Dunois (n° pairs) du boulevard Vincent Auriol jusqu'à la rue Clisson,
- Rue Clisson (n° pairs) de la rue Dunois jusqu'à la rue Louise Weiss,
- Rue Louise Weiss (n° pairs) de la rue Clisson jusqu'à la rue du Chevaleret,
- Rue du Chevaleret (n° pairs) de la rue Louise Weiss jusqu'à la rue du Loiret,
- Rue du Loiret (n° pairs),
- Rue Régnault (n° pairs) de la rue du Loiret jusqu'à la rue de Patay,
- Rue de Patay (n° pairs) de la rue Régnault jusqu'à l'avenue de la Porte de Vitry,
- Avenue de la Porte de Vitry (n° pairs) :
- Toutes les rues situées à l'est de l'axe constitué par ces voies.

Section 13-6 : 13^{ème} arrondissement :

- Boulevard Vincent Auriol (n° impairs) de la rue Nationale jusqu'à la rue Jeanne d'Arc,
- Rue Jeanne d'Arc (n° impairs) du boulevard Vincent Auriol jusqu'à la rue Clisson,
- Rue Clisson (n° impairs) de la rue Jeanne d'Arc jusqu'à la rue Louise Weiss,
- Rue Louise Weiss (n° impairs) de la rue Clisson jusqu'à la rue du Chevaleret,
- Rue du Chevaleret (n° impairs) de la rue Louise Weiss jusqu'à la rue du Loiret,
- Rue du Loiret (n° impairs),
- Rue Régnault de la rue du Loiret jusqu'à la rue Albert,
- Rue Albert (n° pairs),
- Rue de Tolbiac (n° pairs) de la rue Albert jusqu'à la rue Nationale,
- Rue Nationale (n° pairs) de la rue de Tolbiac jusqu'au boulevard Vincent Auriol,
- Place Nationale (côté est)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-7 : 13^{ème} arrondissement :

- Avenue de la porte de Choisy (n° pairs),
- Avenue de Choisy (n° pairs),
- Boulevard Vincent Auriol (n° impairs) de l'avenue de Choisy jusqu'à la rue Nationale,
- Rue Nationale (n° impairs) du boulevard Vincent Auriol jusqu'à la rue de Tolbiac.
- Place Nationale (côté ouest ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie),
- Rue de Tolbiac (n° impairs) de la rue Nationale jusqu'à la rue Albert,
- Rue Albert (n° impairs),
- Rue Régnault (n° pairs) de la rue Albert jusqu'à la rue de Patay,
- Rue de Patay (n° impairs) de la rue Régnault jusqu'à l'avenue de la porte de Vitry,
- Avenue de la porte de Vitry (n° impairs) ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-8 : 14^{ème} arrondissement :

- Boulevard du Montparnasse (n° pairs) de la rue du Départ jusqu'au boulevard Raspail,
- Boulevard Raspail (n° pairs) du boulevard du Montparnasse jusqu'à l'avenue Denfert-Rochereau.

- Rue Froidevaux (n° impairs) de l'avenue Denfert-Rochereau jusqu'à l'avenue du Maine,
- Avenue du Maine (n° impairs) de la rue Froidevaux jusqu'à la rue du Départ,
- Rue du Départ (n° impairs) ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-9 : 14^{ème} arrondissement :

- Boulevard du Montparnasse (n° pairs) du boulevard Raspail jusqu'au boulevard de Port-Royal, boulevard de Port-Royal (n° impairs) du boulevard du Montparnasse jusqu'à la rue de la Santé,
- Rue de la Santé (n° pairs) du boulevard de Port-Royal jusqu'à la rue Cabanis,
- Rue Cabanis (n° pairs),
- Rue Broussais (n° impairs) de la rue Cabanis jusqu'à la rue Dareau,
- Rue Dareau (n° pairs) de la rue Broussais jusqu'au passage Dareau,
- Passage Dareau (n° pairs),
- Rue de la Tombe Issoire (n° pairs) du passage Dareau jusqu'à l'avenue René Coty,
- Avenue René Coty (n° pairs) de la rue de la Tombe Issoire jusqu'à la rue Rémy Dumoncel,
- Rue Rémy Dumoncel (n° pairs) de l'avenue René Coty jusqu'à la rue Hallé,
- Rue Hallé (n° impairs) de la rue Rémy Dumoncel jusqu'à la rue Sophie Germain,
- Rue Sophie Germain (n° pairs).
- Avenue du Général Leclerc (n° impairs) de la rue Sophie Germain jusqu'à l'avenue du Colonel Rol Tanguy,
- Avenue du Colonel Rol Tanguy (n° pairs),
- Boulevard Raspail (n° impairs) de l'avenue Denfert-Rochereau jusqu'au boulevard du Montparnasse :
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-10 : 14^{ème} arrondissement :

- Rue Froidevaux (n° impairs) de l'avenue du Maine jusqu'à l'avenue Denfert-Rochereau,
- Avenue du Colonel Rol Tanguy (n° impairs),
- Avenue du Général Leclerc (n° pairs) de l'avenue du Colonel Rol Tanguy jusqu'à la rue Sophie Germain,
- Rue Sophie Germain (n° impairs),
- Rue Hallé (n° pairs) de la rue Sophie Germain jusqu'à la rue Rémy Dumoncel,
- Rue Rémy Dumoncel (n° impairs) de la rue Hallé jusqu'à l'avenue René Coty,
- Avenue René Coty (n° impairs) de la rue Rémy Dumoncel jusqu'à la rue de la Tombe Issoire.
- Rue de la Tombe Issoire (n° impairs) de l'avenue René Coty jusqu'au passage Dareau,
- Passage Dareau (n° impairs),
- Rue Dareau (n° impairs) du passage Dareau jusqu'à la rue Broussais,
- Rue Broussais (n° pairs) de la rue Dareau jusqu'à la rue Cabanis,
- Rue Cabanis (n° impairs),
- Rue de la Santé (n° pairs) de la rue Cabanis jusqu'à la place Coluche,
- Rue de l'Amiral Mouchez (n° pairs) de la place Coluche jusqu'à la rue Lemaignan,
- Rue Lemaignan (n° pairs),
- Avenue Reille (n° pairs) de la rue Lemaignan jusqu'à la place Jules Henaffe,
- Place Jules Henaffe (n° pairs),
- Rue de la Tombe Issoire (n° impairs) de la place Hénaffe jusqu'à la rue d'Alésia,
- Rue d'Alésia (n° pairs) de la rue de la Tombe Issoire jusqu'à la place Victor et Hélène Basch,
- Avenue du Maine (n° impairs) de la place Victor et Hélène Basch jusqu'à la rue Froidevaux :
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-11 : 14^{ème} arrondissement :

- Avenue du Maine (n° pairs) de la rue du Commandant Mouchotte jusqu'à la rue des Plantes,
- Rue des Plantes (n° pairs) de l'avenue du Maine jusqu'à la rue Bénard.
- Rue Bénard (n° pairs),
- Place Flora Tristan.
- Rue Didot (n° pairs) de la place Flora Tristan jusqu'à la rue d'Alésia,
- Rue d'Alésia (n° pairs) de la rue Didot jusqu'aux voies ferrées ;
- Toutes les rues à l'est des voies ferrées de la rue d'Alésia jusqu'à la gare Montparnasse ;
- Rue du Commandant René Mouchotte ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-12 : 14^{ème} arrondissement :

- Avenue Georges Lafenestre (n° impairs),
- Rue Didot (n° impairs) de l'avenue Georges Lafenestre jusqu'à la rue Ledion.

- Rue Ledion (n° pairs),
- Rue Giordano Bruno (n° impairs),
- Rue Auguste Cain (n° impairs),
- Avenue Jean Moulin (n° impairs) de la rue Auguste Cain jusqu'à la place Victor et Hélène Basch,
- Place Victor et Hélène Basch de l'avenue Jean Moulin à la rue d'Alésia ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie de la place,
- Rue d'Alésia (n° impairs) de la place Victor et Hélène Basch jusqu'à la rue de la Tombe Issoire,
- Rue de la Tombe Issoire (n° pairs) de la rue d'Alésia jusqu'à la place Jules Henaffe.
- Place Jules Henaffe (n° impairs) ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie de la place)
- Avenue Reille (n° impairs) de la place Jules Henaffe jusqu'à la rue Lemaignan.
- Rue Lemaignan (n° impairs), r
- Ue de l'Amiral Mouchez (n° pairs) de la rue Lemaignan jusqu'à l'avenue Pierre de Coubertin,
- Avenue Pierre de Coubertin (n° pairs),
- Place Mazagran :
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 13-13 : 14^{ème} arrondissement :

- Rue d'Alésia (n° impairs) de la rue de Vouillé jusqu'à la rue Didot ,
- Rue Didot (n° impairs) de la rue d'Alésia jusqu'à la rue Bénard,
- Rue Bénard (n° impairs),
- Rue des Plantes (n° impairs) de la rue Bénard jusqu'à l'avenue du Maine,
- Avenue du Maine (n° pairs) de la rue des Plantes jusqu'à la place Victor et Hélène Basch,
- Place Victor et Hélène Basch de l'avenue du Maine jusqu'à l'avenue Jean Moulin.
- Avenue Jean Moulin (n° pairs) de la place Victor et Hélène Basch jusqu'à la rue Auguste Cain,
- Rue Auguste Cain (n° pairs),
- Rue Giordani Bruno (n° pairs),
- Rue Ledion (n° impairs),
- Rue Didot (n° pairs) de la rue Ledion jusqu'à l'avenue Georges Lafenestre,
- Avenue Georges Lafenestre (n° pairs),
- Boulevard Adolphe Pinard :
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par les voies ferrées du boulevard Adolphe Pinard jusqu'à la rue d'Alésia.

La délimitation de l'unité de contrôle du 15^{ème} arrondissement est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC du 15^{ème} arrondissement est fixé à 11. La délimitation des 11 sections d'inspection du travail de l'UC du 15^{ème} arrondissement de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 15-1 :

- Place des cinq Martyrs du Lycée Buffon ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et sur la voirie,
- Boulevard Pasteur (n° impairs) de la place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon jusqu'au boulevard de Vaugirard,
- Boulevard de Vaugirard (n° impairs),
- Rue de l'Arrivée (n° impairs),
- Boulevard du Montparnasse (n° pairs) de la rue de l'Arrivée jusqu'à la rue du Départ,
- Rue du Départ (n° pairs),
- Avenue du Maine (n° pairs) de la rue du Départ jusqu'à la rue du Commandant René Mouchotte ;
- Toutes les rues situées à l'est de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite du 14^{ème} arrondissement .

Section 15-2 :

- Place Cambronne (côté est, de la rue Cambronne jusqu'à l'avenue de Lowendal, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie),
- Avenue de Lowendal (n° impairs) de la place Cambronne jusqu'à l'avenue de Suffren.
- Avenue de Suffren (n° pairs) de l'avenue de Lowendal jusqu'à la rue Pérignon.
- Rue Pérignon (n° impairs) de l'avenue de Suffren jusqu'à l'avenue de Saxe,
- Avenue de Saxe (n° pairs) de la rue Pérignon jusqu'à la rue de Sèvres en incluant la partie sud-ouest de la place de Breteuil,
- Rue de Sèvres (n° impairs) de l'avenue de Saxe jusqu'au boulevard du Montparnasse,
- Boulevard du Montparnasse (n° pairs) de la rue de Sèvres jusqu'à la rue de l'Arrivée.
- Rue de l'Arrivée (n° pairs),

- Boulevard de Vaugirard (n° pairs),
- Boulevard Pasteur (n° impairs) du boulevard de Vaugirard jusqu'au boulevard Garibaldi.
- Boulevard Garibaldi (n° impairs) du boulevard de Vaugirard jusqu'à la rue Miollis,
- Rue Miollis (n° pairs),
- Rue Cambronne (n° impairs) de la rue Miollis jusqu'à la place Cambronne;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 15-3 :

- Rue de la Procession (n° impairs), y compris le côté est de la place Falguière,
- Rue de Vaugirard (n° pairs) de la rue de la Procession jusqu'à la rue Cambronne,
- Rue Cambronne (n° impairs) de la rue de Vaugirard jusqu'à la rue Miollis,
- Rue Miollis (n° impairs),
- Boulevard Garibaldi (n° pairs) de la rue Miollis jusqu'au boulevard Pasteur,
- Boulevard Pasteur (n° pairs);
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par les voies ferrées de la rue de la Procession au boulevard Pasteur.

Section 15-4 :

- Avenue de Suffren (n° pairs) de la Seine jusqu'à l'avenue de Lowendal
- Avenue de Lowendal (n° pairs) de l'avenue de Suffren jusqu'à la place Cambronne
- Place Cambronne de l'avenue de Lowendal jusqu'au boulevard de Grenelle
- Boulevard de Grenelle (n° impairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par la Seine de l'avenue de Suffren jusqu'au boulevard de Grenelle
- Pont de Bir Hakeim jusqu'à la limite de l'arrondissement

Section 15-5 :

- Boulevard de Grenelle (n° pairs) du pont de Bir Hakeim jusqu'à la rue Violet
- Rue Violet (n° pairs) du boulevard de Grenelle jusqu'à la rue Fondary
- Rue Fondary (n° impairs) de la rue Violet jusqu'à l'avenue Emile Zola
- Avenue Emile Zola (n° impairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par la Seine du boulevard de Grenelle jusqu'au pont Mirabeau
- Pont de Grenelle jusqu'à la limite de l'arrondissement

Section 15-6 :

- Avenue Emile Zola (n° pairs) du quai André Citroën jusqu'à la rue des Entrepreneurs
- Rue des Entrepreneurs (n° pairs) de l'avenue Emile Zola jusqu'à la rue de Lourmel
- Rue de Lourmel (n° pairs) de la rue des Entrepreneurs jusqu'à la rue de la Convention
- Rue de la Convention (n° impairs) de la rue de Lourmel jusqu'à la rue Saint Charles
- Rue Saint Charles (n° pairs) de la rue de la Convention jusqu'à la rue Leblanc
- Rue Leblanc (n° pairs) de la rue Saint Charles jusqu'à la place Baltard
- Place Baltard (côté ouest de la rue Leblanc jusqu'au boulevard du Général Martial Valin)
- Boulevard du Général Martial Valin (n° impairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par la Seine du pont Mirabeau jusqu'au pont du Garigliano
- Pont Mirabeau et pont du Garigliano jusqu'à la limite de l'arrondissement

Section 15-7 :

- Boulevard du Général Martial Valin (n° pairs)
- Place Baltard (côté est du boulevard du Général Martial Valin jusqu'à la rue Leblanc)
- Rue Leblanc (n° impairs) de la place Baltard jusqu'à la rue Saint Charles
- Rue Saint Charles (n° impairs) de la rue Leblanc jusqu'à la rue de la Convention
- Rue de la Convention (n° pairs) de la rue Saint Charles jusqu'à la rue de la Croix Nivert
- Rue de la Croix Nivert (n° pairs) de la rue de la Convention jusqu'à la rue Desnouettes
- Rue Desnouettes (n° pairs) de la rue de la Croix Nivert jusqu'à la rue Auguste Chabrières
- Rue Auguste Chabrières (n° pairs) de la rue Desnouettes jusqu'à la rue du Hameau
- Rue du Hameau (n° pairs) de la rue Auguste Chabrières jusqu'à la rue de Cadix
- Rue de Cadix (n° pairs)

- Rue de Vaugirard (n° impairs) de la rue de Cadix jusqu'à la rue Lacretelle
- Rue Lacretelle (n° pairs)
- Rue Pierre Mille (n° pairs)
- Rue Olivier de Serres (n° pairs) de la rue Pierre Mille jusqu'au boulevard Lefebvre
- Boulevard Lefebvre (n° impairs) de la rue Olivier de Serres jusqu'à la rue de la Porte d'Issy
- Rue de la Porte d'Issy (n° pairs)
- Rue Louis Armand
- Rue du Colonel Pierre Avia
- Toutes les rues situées au sud de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite des Hauts de Seine
- Héliport de Paris

Section 15-8 :

- Avenue Emile Zola (n° pairs) de la rue des Entrepreneurs jusqu'à la rue Fondary.
- Rue Fondary (n° impairs) de l'avenue Emile Zola jusqu'à la rue Violet,
- Rue Violet (n° impairs) de la rue Fondary jusqu'au boulevard de Grenelle,
- Boulevard de Grenelle (n° pairs) de la rue Violet jusqu'à la place Cambronne,
- Place Cambronne du boulevard de Grenelle jusqu'à la rue Cambronne,
- Rue Cambronne (n° pairs) de la place Cambronne à la rue Mademoiselle.
- Rue Mademoiselle (n° impairs) de la rue Cambronne jusqu'à la rue de la Croix Nivert,
- Rue de la Croix Nivert (n° pairs) de la rue Mademoiselle jusqu'à la rue des Entrepreneurs,
- Rue des Entrepreneurs (n° impairs) de la rue de la Croix Nivert jusqu'à l'avenue Emile Zola; Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 15-9 :

- Rue de Lourmel (n° impairs) de la rue de la Convention jusqu'à la rue des Entrepreneurs,
- Rue des Entrepreneurs (n° pairs) de la rue de Lourmel jusqu'à la rue de la Croix Nivert,
- Rue de la Croix Nivert (n° impairs) de la rue des Entrepreneurs jusqu'à la rue Mademoiselle,
- Rue Mademoiselle (n° pairs) de la rue de la Croix Nivert jusqu'à la rue Cambronne,
- Rue Cambronne (n° pairs) de la rue Mademoiselle jusqu'à la rue de Vaugirard,
- Rue de Vaugirard (n° pairs) de la rue Cambronne jusqu'à la rue Alain Chartier,
- Rue Alain Chartier (n° pairs) de la rue de Vaugirard jusqu'à la rue de la Convention,
- Rue de la Convention (n° impairs) de la rue Alain Chartier jusqu'à la rue de Lourmel;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 15-10 :

- Boulevard Lefebvre (n° impairs) des voies ferrées jusqu'à la rue Brancion
- Rue Brancion (n° impairs) du boulevard Lefebvre jusqu'à la rue de Vouillé
- Rue de Vouillé (n° impairs) de la rue Brancion jusqu'à la rue de la Convention
- Rue de la Convention (n° impairs) de la rue de Vouillé jusqu'à la rue de Vaugirard
- Rue de Vaugirard (n° impairs) de la rue de la Convention jusqu'à la rue de la Procession
- Rue de la Procession (n° pairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par les voies ferrées du boulevard Lefebvre jusqu'à la rue de la Procession

Section 15-11 :

- Rue de la Porte d'Issy (n° impairs)
- Boulevard Lefebvre (n° pairs) de la rue de la Porte d'Issy jusqu'à la rue Olivier de Serres
- Rue Olivier de Serres (n° impairs) du boulevard Lefebvre jusqu'à la rue Pierre Mille
- Rue Pierre Mille (n° impairs)
- Rue Lacretelle (n° impairs)
- Rue de Vaugirard (n° pairs) de la rue Lacretelle jusqu'à la rue de Cadix
- Rue de Cadix (n° impairs)
- Rue du Hameau (n° impairs) de la rue de Cadix jusqu'à la rue Desnouettes
- Rue Desnouettes (n° impairs) de la rue Auguste Chabrières jusqu'à la rue de la Croix Nivert
- Rue de la Croix Nivert (n° impairs) de la rue Desnouettes jusqu'à la rue de la Convention
- Rue de la Convention (n° pairs) de la rue de la Croix Nivert jusqu'à la rue Brancion
- Rue Brancion (n° pairs) de la rue de la Convention jusqu'au boulevard Lefebvre
- Boulevard Lefebvre (n° impairs) de la rue Brancion jusqu'aux voies ferrées
- Toutes les rues situées au sud de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite des Hauts de Seine.

La délimitation de l'unité de contrôle du 16^{ème} arrondissement est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC du 16^{ème} arrondissement est fixé à 10. La délimitation des 10 sections d'inspection du travail de l'UC du 16^{ème} arrondissement de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 16-1 :

- Pont d'Iéna depuis la limite de l'arrondissement
- Place de Varsovie ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie
- Partie est des Jardins du Trocadéro
- Esplanade du Trocadéro
- Cité de l'Architecture et du Patrimoine
- Avenue du Président Wilson (n° pairs) de la place du Trocadéro et du 11 Novembre jusqu'à la rue de Magdebourg,
- Rue de Magdebourg (n° pairs) de l'avenue du Président Wilson jusqu'à la rue de Lübeck
- Rue de Lübeck (n° impairs) de la rue de Magdebourg jusqu'à l'avenue d'Iéna,
- Avenue d'Iéna (n° pairs) de la rue de Lübeck jusqu'à la place Charles de Gaulle,
- Place Charles de Gaulle de l'avenue d'Iéna jusqu'à l'avenue Marceau
- Avenue Marceau (n° impairs)
- Avenue du Président Wilson (n° impairs)
- Place de l'Alma de l'avenue du Président Wilson jusqu'au pont de l'Alma
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par la Seine du pont d'Iéna jusqu'au pont de l'Alma
- Passerelle Debilly jusqu'à la limite de l'arrondissement :

Section 16-2 :

- Avenue Foch (n° impairs) de la rue Paul Valéry jusqu'à la place Charles de Gaulle,
- Place Charles de Gaulle de l'avenue Foch jusqu'à l'avenue d'Iéna
- Avenue d'Iéna (n° impairs) de la place Charles de Gaulle jusqu'à la rue de Belloy,
- Rue de Belloy (n° pairs) de l'avenue d'Iéna jusqu'à la rue Paul Valéry,
- Rue Paul Valéry (n° pairs) de la rue de Belloy jusqu'à l'avenue Foch;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 16-3 :

- Avenue de la Grande Armée (n° pairs),
- Place Charles de Gaulle de l'avenue de la Grande Armée jusqu'à l'avenue Foch, ainsi que toutes les activités exercées sur la partie centrale et la voirie, et Arc de Triomphe
- Avenue Foch (n° pairs) de la place Charles de Gaulle jusqu'à la rue Paul Valéry ainsi que toutes les activités exercées sur les terre-pleins et la chaussée centrale,
- Rue Paul Valéry (n° impairs),
- Rue Copernic (n° pairs) de l'avenue Kléber jusqu'à la place Victor Hugo,
- Place Victor Hugo de la rue Copernic jusqu'à l'avenue Raymond Poincaré,
- Avenue Raymond Poincaré (n° pairs),
- Rue de Malakoff (n° pairs),
- Place de la Porte Maillot de la rue de Malakoff jusqu'à l'avenue de la Grande Armée ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 16-4 :

- Rue Copernic (n° impairs) de la rue Lauriston jusqu'à la rue de Belloy,
- Rue de Belloy (n° impairs) de l'avenue Kléber jusqu'à la place de l'Amiral de Grasse,
- Rue de Lübeck (n° pairs),
- Rue de Magdebourg (n° pairs) de la rue de Lübeck jusqu'à l'avenue du Président Wilson
- Avenue du Président Wilson (n° pairs) de la rue de Magdebourg jusqu'à la place du Trocadéro et du 11 novembre,
- Place du Trocadéro et du 11 Novembre de l'avenue du Président Wilson jusqu'à l'avenue Raymond Poincaré, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et sur la voirie,
- Avenue Raymond Poincaré (n° pairs) de la place du Trocadéro et du 11 Novembre jusqu'à la rue Lauriston,
- Rue Lauriston (n° impairs) de l'avenue Raymond Poincaré jusqu'à la rue Copernic ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 16-5 :

- Avenue de Malakoff (n° impairs).
- Avenue Raymond Poincaré (n° impairs)
- Place Victor Hugo de l'avenue Raymond Poincaré jusqu'à la rue Copernic,
- Rue Copernic (n° impairs) de la place Victor Hugo jusqu'à la rue Lauriston,
- Rue Lauriston (n° pairs) de la rue de Copernic jusqu'à la rue Saint-Didier.
- Rue Saint-Didier (n° pairs) de la rue Lauriston jusqu'à la rue de la Pompe,
- Rue de la Pompe (n° pairs) de l'avenue Victor Hugo jusqu'à la rue de Longchamp.
- Rue de Longchamp (n° pairs) de la rue de la Pompe jusqu'au boulevard Flandrin,
- Boulevard Flandrin (n° pairs) de la rue de Longchamp jusqu'à la place du Maréchal de Lattre de Tassigny,
- Boulevard de l'Amiral Bruix (n° impairs) :
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 16-6 :

- Place de la porte de Maillot (partie sud de l'avenue de Neuilly jusqu'au boulevard de l'Amiral Bruix
- Boulevard de l'Amiral Bruix (n° pairs)
- Place du Maréchal de Lattre de Tassigny (partie ouest du boulevard de l'Amiral Bruix jusqu'au boulevard Flandrin ainsi que l'ensemble des activités exercées sur la partie centrale et la voirie),
- Boulevard Flandrin (n° impairs) de la place du Maréchal de Lattre de Tassigny jusqu'à la rue de Longchamp,
- Rue de Longchamp (n° impairs) du boulevard Flandrin jusqu'à la rue de la Pompe,
- Rue de la Pompe (n° pairs) de la rue de Longchamp jusqu'à la rue Saint Didier,
- Rue Saint Didier (n° impairs) de la rue de la Pompe jusqu'à l'avenue Raymond Poincaré,
- Avenue Raymond Poincaré (n° impairs) de la rue Saint Didier jusqu'à la place du Trocadéro et du 11 Novembre.
- Place du Trocadéro et du 11 Novembre de l'avenue Raymond Poincaré jusqu'à l'avenue Georges Mandel,
- Avenue Georges Mandel (n° pairs) de la place du Trocadéro et du 11 novembre jusqu'à la rue du Pasteur Marc Boegner,
- Rue du Pasteur Marc Boegner (n° pairs),
- Rue Cortambert (n° pairs) de la rue du Pasteur Marc Boegner jusqu'à la rue de la Tour,
- Rue de la Tour (n° pairs) de la rue Cortambert jusqu'à la rue Desbordes Valmore,
- Rue Desbordes Valmore (n° pairs) de la rue de la Tour jusqu'à la rue Nicolo,
- Rue Nicolo (n° pairs) de la rue Desbordes Valmore jusqu'à la rue de la Pompe,
- Rue de la Pompe (n° impairs) de la rue Nicolo jusqu'à la chaussée de la Muette.
- Chaussée de la Muette (n° pairs) de la rue de la Pompe jusqu'à l'avenue Prudhon,
- Avenue Prudhon (côté est),
- Avenue Raphaël (n° pairs) de l'avenue Prudhon jusqu'à l'avenue Ingres.
- Avenue Ingres (n° pairs) de l'avenue Raphaël jusqu'à la place de la Porte de Passy,
- Place de la Porte de Passy (n° pairs),
- Route des Lacs à Passy (côté nord),
- Carrefour des Cascades (côté nord),
- Avenue de l'Hippodrome (côté nord),
- Route de Suresnes (côté nord) de l'avenue de l'Hippodrome jusqu'au pont de Suresnes,
- Pont de Suresnes jusqu'à la limite du département ;
- Les rues situées à l'ouest de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite du département.

Section 16-7 :

- Rue du Ranelagh (n° pairs) de l'avenue du Président Kennedy jusqu'à la rue Raynouard.
- Rue Raynouard (n° impairs) de la rue du Ranelagh jusqu'à la rue Singer,
- Rue Singer (n° pairs) de la rue Raynouard jusqu'à la rue Alfred Bruneau,
- Rue Alfred Bruneau (n° impairs) de la rue Singer jusqu'à la rue des Vignes,
- Rue des Vignes (n° pairs) de la rue Alfred Bruneau jusqu'à l'avenue Mozart,
- Avenue Mozart (n° impairs) de la rue des Vignes jusqu'à la chaussée de la Muette,
- Chaussée de la Muette (n° impairs) de l'avenue Mozart jusqu'à la rue de la Pompe,
- Rue de la Pompe (n° pairs) de la chaussée de la Muette jusqu'à la rue Nicolo,
- Rue Nicolo (n° impairs) de la rue de la Pompe jusqu'à la rue Desbordes-Valmore,
- Rue Desbordes-Valmore (n° impairs) de la rue Nicolo jusqu'à la rue de la Tour,
- Rue de la Tour (n° impairs) de la rue Desbordes-Valmore jusqu'à la rue Cortambert.
- Rue Cortambert (n° impairs) de la rue de la Tour jusqu'à la rue du Pasteur Marc Boegner,
- Rue du Pasteur Marc Boegner (n° impairs).
- Avenue Georges Mandel (n° impairs) de la rue du Pasteur Marc Boegner jusqu'à la Place du Trocadéro et du 11 Novembre,
- Place du Trocadéro et du 11 Novembre de l'avenue Georges Mandel jusqu'à l'avenue Paul Doumer.
- Musée national de la Marine,
- Partie ouest des Jardins du Trocadéro,
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué et par la Seine de la hauteur de la rue du Ranelagh au pont d'Iéna.

- Pont de Grenelle jusqu'à la limite de l'arrondissement.

Section 16-8 :

- Route de Suresnes (côté sud) du pont de Suresnes jusqu'à l'avenue de l'Hippodrome.
- Avenue de l'Hippodrome (côté sud).
- Carrefour des Cascades (côté sud),
- Route des Lacs à Passy (côté sud).
- Place de la Porte de Passy (n° impairs) de la place de la Porte de Passy jusqu'à l'avenue Raphaël.
- Avenue de Beauséjour (n° pairs) de l'avenue Raphaël jusqu'au boulevard de Montmorency.
- Boulevard de Montmorency (n° pairs).
- Rue d'Auteuil (n° impairs) du boulevard de Montmorency à la rue Boileau,
- Boulevard Exelmans (n° impairs) de la rue Boileau jusqu'au pont du Garigliano.
- Les rucs situées au sud-ouest de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite des Hauts de Seine.

Section 16-9 :

- Pont Mirabeau depuis la limite de l'arrondissement
- Rue de l'Amiral Cloué (n° pairs)
- Rue de Rémusat (n° pairs) de la rue de l'Amiral Cloué jusqu'à la rue George Sand,
- Rue George Sand (n° pairs) de la rue de Rémusat jusqu'à l'avenue Théophile Gautier,
- Avenue Théophile Gautier (n° pairs) de la rue de Rémusat jusqu'à la rue d'Auteuil,
- Rue d'Auteuil (n° pairs) de l'avenue Théophile Gautier jusqu'au boulevard de Montmorency,
- Avenue de Beauséjour (n° impairs) du boulevard de Montmorency jusqu'à l'avenue Raphaël
- Avenue Raphael (n° impairs) de l'avenue d'Ingres jusqu'à l'avenue Prudhon.
- Avenue Prudhon (côté ouest) de l'avenue Raphaël jusqu'à la chaussée de la Muette,
- Chaussée de la Muette (n° impairs) de l'avenue Prudhon jusqu'à l'avenue Mozart,
- Avenue Mozart (n° pairs) de la chaussée de la Muette jusqu'à la rue des Vignes,
- Rue des Vignes (n° impairs) de l'avenue Mozart jusqu'à la rue Alfred Bruneau,
- Rue Alfred Bruneau (n° pairs) de la rue des Vignes jusqu'à la rue Singer,
- Rue Singer (n° impairs) de la rue Alfred Bruneau jusqu'à la rue Raynouard.
- Rue Raynouard (n° pairs) de la rue Singer jusqu'à la rue du Ranelagh.
- Rue du Ranelagh (n° impairs), prolongée jusqu'à la Seine
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué et par la Seine du pont Mirabeau au droit de la rue du Ranelagh.

Section 16-10 :

- Boulevard Exelmans (n° pairs) du pont du Garigliano jusqu'à la rue Boileau,
- Rue Boileau (n° impairs) du Boulevard Exelmans jusqu'à la rue d'Auteuil,
- Rue d'Auteuil (n° impairs) de la rue Boileau jusqu'à l'avenue Théophile Gautier,
- Avenue Théophile Gautier (n° impairs) de la rue d'Auteuil jusqu'à la rue George Sand,
- Rue George Sand (n° impairs) de l'avenue Théophile Gautier jusqu'à la rue de Rémusat,
- Rue de Rémusat (n° impairs) de la rue George Sand jusqu'à la rue de l'Amiral Cloué,
- Rue de l'Amiral Cloué (n° impairs) ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué et par la Seine du pont du Garigliano jusqu'au pont Mirabeau.

La délimitation de l'unité de contrôle du 17^{ème} arrondissement est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC du 17^{ème} arrondissement est fixé à 10. La délimitation des 10 sections d'inspection du travail de l'UC du 17^{ème} arrondissement de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 17-1 :

- Rue Saint Ferdinand (n° impairs) de l'avenue de la Grande Armée jusqu'à la rue du Colonel Moll
- place Saint Ferdinand (n° impairs ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie),
- Rue du Colonel Moll (n° impairs)
- Rue des Acacias (n° pairs) de la rue du colonel Moll jusqu'à l'avenue Mac Mahon.
- Avenue Mac Mahon (n° pairs) de la rue des Acacias jusqu'à l'avenue des Ternes.
- Avenue des ternes (n° impairs) de l'avenue Mac Mahon jusqu'à l'avenue de Wagram.
- Avenue de Wagram (n° impairs) de l'avenue des ternes jusqu'à la place Charles de Gaulle.
- Place Charles de Gaulle de l'avenue de Wagram jusqu'à l'avenue de la Grande Armée.

- Avenue de la Grande Armée (n° pairs) de la place Charles de Gaulle jusqu'à la rue Saint Ferdinand.
- Toutes les rues à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies

Section 17-2 :

- Rue de Courcelles (n° impairs) de la limite des Hauts de Seine jusqu'au boulevard périphérique
- Boulevard périphérique de la rue de Courcelles jusqu'à l'avenue de la Porte de Villiers
- Avenue de la Porte de Villiers (n° impairs) du boulevard périphérique jusqu'à la rue Guersant
- Rue Guersant (n° impairs) de l'avenue de la Porte de Villiers jusqu'au boulevard Pereire
- Boulevard Pereire (n° pairs) de la rue Guersant jusqu'à l'avenue des Ternes
- Avenue des Ternes (n° impairs) du boulevard Pereire jusqu'à l'avenue Mac Mahon
- Avenue Mac Mahon (n° impairs) de l'avenue des Ternes jusqu'à la rue des Acacias
- Rue des Acacias (n° impairs) de l'avenue Mac Mahon jusqu'à la rue du Colonel Moll
- Rue du Colonel Moll (n° pairs)
- Rue Saint Ferdinand (n° pairs) de la rue du Colonel Moll jusqu'à l'avenue de la Grande Armée
- Place Saint Ferdinand côté nord
- Avenue de la Grande Armée (n° pairs) de la rue Saint Ferdinand jusqu'à la place de la Porte Maillot
- Place de la Porte Maillot (côté nord de l'avenue de la Grande Armée jusqu'à l'avenue de Neuilly, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie)
- Avenue de Neuilly jusqu'à la limite des Hauts de Seine

Section 17-3 :

- Rue de Courcelles (n° impairs) de la place du Maréchal Juin jusqu'au boulevard de Courcelles.
- Boulevard de Courcelles (n° pairs) de la rue de Courcelles jusqu'à la place des Ternes.
- Place des Ternes du boulevard de Courcelles jusqu'à l'avenue des Ternes.
- Avenue des Ternes (n° pairs) de la place des Ternes jusqu'à l'avenue Niel.
- Avenue Niel (n° pairs) de l'avenue des Ternes jusqu'à la place du Maréchal Juin.
- Place du Maréchal Juin de l'avenue Niel jusqu'à la rue de Courcelles.
- Toutes les rues à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies

Section 17-4 :

- Boulevard de l'Yser de l'Avenue de la porte de Villiers jusqu'au boulevard de la Somme.
- Boulevard de la Somme du boulevard de l'Yser jusqu'à la rue de Courcelles.
- Rue de Courcelles (n° impairs) du boulevard de la Somme jusqu'à l'avenue Stéphane Mallarmé.
- Avenue Stéphane Mallarmé (n° pairs) de la rue de Courcelles jusqu'à la place Stuart Merrill.
- Place Stuart Merrill (n° impairs) de l'avenue de Stéphane Mallarmé jusqu'au boulevard Berthier.
- Boulevard Berthier (n° impairs) de la place Stuart Merrill jusqu'à la place Paul Léautaud.
- Place Paul Léautaud du boulevard Berthier jusqu'à l'avenue Gourgaud.
- Avenue Gourgaud (n° impairs) de la place Paul Léautaud jusqu'à la place du Maréchal Juin.
- Place du Maréchal Juin (côté ouest, de l'avenue Gourgaud jusqu'à l'avenue Niel, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie)
- Avenue Niel (n° impairs) de la place du Maréchal Juin jusqu'à l'avenue des Ternes.
- Avenue des Ternes (n° pairs) de l'avenue Niel jusqu'au boulevard Pereire.
- Boulevard Pereire (n° impairs) de l'avenue des Ternes jusqu'à la rue Guersant.
- Rue Guersant (n° pairs) du boulevard Pereire jusqu'à l'avenue de la Porte de Villiers.
- Avenue de la porte de Villiers (n° pairs) de la rue Guersant jusqu'au boulevard de l'Yser.
- Toutes les rues à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies

Section 17-5 :

- Rue Jouffroy d'Abbans (n° impairs) de la rue de Prony jusqu'à la rue de Tocqueville,
- Rue de Tocqueville (n° impairs) de la rue Jouffroy d'Abbans jusqu'à la rue Cardinet,
- Rue Cardinet (n° pairs) de la rue de Tocqueville jusqu'à la rue Levis,
- Rue de Levis (n° impairs) de la rue Cardinet jusqu'à la rue Legendre.
- Rue Legendre (n° impairs) de la rue de Levis jusqu'à la place du Général de Catroux,
- Place du Général de Catroux (n° impairs) de la rue Legendre jusqu'au boulevard Malesherbes.
- Boulevard Malesherbes (n° impairs) de la place du Général de Catroux jusqu'au boulevard de Courcelles,
- Boulevard de Courcelles (n° pairs) du boulevard Malesherbes jusqu'à la rue de Courcelles,
- Rue de Courcelles (n° pairs) du boulevard de Courcelles jusqu'à la rue Médéric,
- Rue Médéric (n° pairs) de la rue de Courcelles jusqu'à la rue Barye.
- Rue Barye (n° pairs) de la rue Médéric jusqu'à la rue Cardinet.
- Rue Cardinet (n° pairs) de la rue Barye jusqu'à la rue de Prony,

- Rue de Prony (n° pairs) de la rue Cardinet jusqu'à la rue Jouffroy d'Abbans.
- Toutes les rues à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies

Section 17-6 :

- Rue de Courcelles (n° pairs) de la limite des Hauts de Seine jusqu'à l'avenue Stéphane Mallarmé
- Avenue Stéphane Mallarmé (n° impairs) de la rue de Courcelles jusqu'à la place Stuart Merrill
- Place Stuart Merrill (n° pairs ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie)
- Boulevard Berthier (n° pairs) de la place Stuart Merrill jusqu'à la place Paul Léautaud
- Place Paul Léautaud (côté nord du boulevard Berthier jusqu'à l'avenue Courgaud, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie)
- Avenue Courgaud (n° pairs) du boulevard Berthier jusqu'à la place du Maréchal Juin
- Place du Maréchal Juin de l'avenue Courgaud jusqu'au boulevard Berthier ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie
- Rue de Courcelles (n° pairs) de la place du Maréchal Juin jusqu'à la rue Médéric
- Rue Médéric (n° pairs) de la rue de Courcelles jusqu'à la rue Barye
- Rue Barye (n° impairs)
- Rue Cardinet (n° impairs) de la rue Barye jusqu'à la rue de Prony
- Rue de Prony (n° impairs) de la rue Cardinet jusqu'à la rue Jouffroy d'Abbans
- Rue Jouffroy d'Abbans (n° pairs) de la rue de Prony jusqu'au boulevard Malesherbes
- Boulevard Malesherbes (n° impairs) de la rue Jouffroy d'Abbans jusqu'à l'avenue de la Porte d'Asnières
- Place de Wagram (côté ouest)
- Avenue de la Porte d'Asnières (n° impairs)
- Toutes les rues situées au nord de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite des Hauts de Seine

Section 17-7 :

- Avenue de la Porte d'Asnières (n° pairs)
- Boulevard Malesherbes (n° pairs) de l'avenue de la Porte d'Asnières jusqu'à la rue Jouffroy d'Abbans
- Place de Wagram (côté est Berthier ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie)
- Rue Jouffroy d'Abbans (n° pairs) du boulevard Malesherbes jusqu'à la rue de Tocqueville
- Rue de Tocqueville (n° pairs) de la rue Jouffroy d'Abbans jusqu'à la rue Cardinet
- Rue Cardinet (n° impairs) de la rue de Tocqueville jusqu'à la rue de Levis
- Rue de Levis (n° pairs) de la rue Cardinet jusqu'à la rue Legendre
- Rue Legendre (n° impairs) de la rue de Levis jusqu'à la rue Lemercier
- Rue Lemercier (n° impairs) de la rue Legendre jusqu'à la rue des Moines
- Rue des Moines (n° impairs) de la rue Lemercier jusqu'à l'avenue de Clichy
- Avenue de Clichy (n° impairs) de la rue des Moines jusqu'à l'avenue de la Porte de Clichy
- Avenue de la Porte de Clichy (n° impairs)
- Toutes les rues situées au nord de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite des Hauts de Seine

Section 17-8 :

- Avenue de Clichy (n° impairs) de la rue des Moines jusqu'à la place de Clichy.
- Place de Clichy de l'avenue de Clichy jusqu'au boulevard des Batignolles, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie
- Boulevard des Batignolles (n° pairs) de la place de Clichy jusqu'à l'avenue de Villiers.
- Avenue de Villiers (n° pairs) du boulevard des Batignolles jusqu'à la rue de Levis.
- Rue de Levis (n° pairs) de l'avenue de Villiers jusqu'à la rue Legendre.
- Rue Legendre (n° pairs) de la rue de Levis jusqu'à la rue Lemercier.
- Rue Lemercier (n° pairs) de la rue Legendre jusqu'à la rue des Moines.
- Rue des Moines (n° pairs) de la rue Lemercier jusqu'à l'avenue de Clichy.
- Toutes les rues à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies

Section 17-9 :

- Avenue de la Porte de Clichy (n° pairs)
- Avenue de Clichy (n° pairs) de l'avenue de la Porte de Clichy jusqu'à l'avenue de Saint Ouen
- Avenue de saint Ouen (n° impairs)
- Avenue de la Porte de Saint Ouen (n° impairs)
- Toutes les rues situées au nord de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite de Paris

Section 17-10 :

- Rue de Levis (n° impairs) de la rue Legendre jusqu'à l'avenue de Villiers.
- Avenue de Villiers (n° pairs) de la rue de Levis jusqu'au boulevard de Courcelles.
- boulevard de Courcelles (n° pairs) de l'avenue de Villiers jusqu'au boulevard Malesherbes.
- Boulevard Malesherbes (n° pairs) du boulevard de Courcelles jusqu'à la place du Général Catroux.
- Place du Général Catroux (n° pairs) du boulevard Malesherbes jusqu'à la rue Legendre.
- Rue Legendre (n° pairs) de la place du Général Catroux jusqu'à la rue de Levis.
- Toutes les rues à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies

La délimitation de l'unité de contrôle des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements est fixée comme suit :

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements est fixé à 11. La délimitation des 11 sections d'inspection du travail de l'UC des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section 19-1 : 19^{ème} arrondissement

- Toutes les rues à l'est du canal Saint Denis jusqu'à la limite de la Seine Saint Denis
- Avenue Jean Jaurès (n° impairs), place de la porte de Pantin et avenue de la Porte de Pantin ; toutes les rues situées au nord de ces voies jusqu'au bassin de la Villette et le canal de l'Ourcq

Section 19-2 : 19^{ème} arrondissement

- Avenue Victor Hugo (n° pairs) de la limite d'Aubervilliers jusqu'à la place Skanderbeg
- Place Skanderbeg (côté est, de l'avenue Victor Hugo jusqu'à l'avenue de la porte d'Aubervilliers, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie)
- Avenue de la porte d'Aubervilliers (n° pairs ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie)
- Rue d'Aubervilliers (n° pairs) de l'avenue de la porte d'Aubervilliers jusque la rue de l'Ourcq
- Rue de l'Ourcq (n° pairs) jusqu'au bassin de la Villette
- Toutes les rues situées à l'est de ces voies jusqu'au bassin de la Villette et au canal Saint Denis

Section 19-3 : 19^{ème} arrondissement

- Place de la Bataille de Stalingrad (n° pairs)
- Boulevard de la Villette (n° pairs) de la place de la Bataille de Stalingrad jusqu'à la rue d'Aubervilliers
- Rue d'Aubervilliers (n° pairs) du boulevard de la Villette jusqu'à la rue de l'Ourcq.
- Rue de l'Ourcq (n° impairs) de la rue d'Aubervilliers jusqu'au bassin de la Villette
- Pont de la rue de l'Ourcq
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué ainsi que par le bassin de la Villette de la place de la Bataille de Stalingrad jusqu'au pont de la rue de l'Ourcq

Section 19-4 : 19^{ème} arrondissement

- Avenue Jean Jaurès (n° pairs) de la place de la Bataille de Stalingrad jusqu'à la rue de Crimée.
- Rue de Meaux (n° impairs) de l'avenue Jean Jaurès jusqu'à l'avenue de Laumière,
- Avenue de Laumière (n° impairs) de la rue de Meaux jusqu'à la rue Manin,
- Rue Manin (n° pairs) de l'avenue de Laumière jusqu'à la rue de Crimée,
- Rue de Crimée (n° impairs) de la rue Manin jusqu'à la rue Botzaris,
- Rue Botzaris (n° impairs) de la rue de Crimée jusqu'à l'avenue Simon Bolivar,
- Avenue Simon Bolivar (n° impairs) de la rue Botzaris jusqu'à la rue de Belleville,
- Rue de Belleville (n° impairs) de l'avenue Simon Bolivar jusqu'au boulevard de la Villette,
- Boulevard de la Villette (n° pairs) de la rue de Belleville jusqu'à l'avenue Jean Jaurès
- Place du Colonel Fabien (côté est ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie) :
- Toutes les rues situées à l'intérieur du périmètre constitué par ces voies.

Section 19-5 : 19^{ème} arrondissement

- Avenue de la Porte des Lilas (n° impairs) de la limite de Seine Saint Denis jusqu'à la rue de Belleville,
- Place du Maquis du Vercors (chaussée nord ainsi que toutes les activités exercées entre la chaussée nord et la chaussée sud)
- Rue de Belleville (n° impairs) de l'avenue de la Porte des Lilas jusqu'à l'avenue Simon Bolivar ,
- Avenue Simon Bolivar (n° pairs) de la rue de Belleville jusqu'à la rue Botzaris,
- Rue Botzaris (n° pairs) de l'avenue Simon Bolivar jusqu'à la rue de Crimée,
- Rue de Crimée (n° pairs) de la rue Botzaris jusqu'à la rue Manin,
- Rue Manin (n° pairs) de la rue de Crimée jusqu'à la rue David d'Angers.
- Rue David d'Angers (n° pairs) de la rue Manin jusqu'à la Place de Rhin et Danube,
- Place de Rhin et Danube (côté sud de la rue David d'Angers à la rue du Général Brunet),

- Rue du Général Brunet (n° pairs de la place de Rhin et Danube jusqu'à l'avenue de la Porte Brunet,
- Avenue de la Porte Brunet (n° pairs) de la rue du Général Brunet jusqu'au boulevard d'Indochine,
- Boulevard d'Indochine (n° pairs) de l'avenue de la Porte Brunet jusqu'au boulevard Sérurier,
- Boulevard Sérurier (n° pairs) du boulevard d'Indochine jusqu'à la place de la Porte de Pantin,
- Place de la Porte de Pantin (voie Sud),
- Avenue de la Porte de Pantin ;
- Toutes les rues à l'est de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite de la Seine Saint Denis

Section 19-6 : 19^{ème} arrondissement

- Rue de Meaux (n° pairs) de l'avenue de Laumière jusqu'à l'avenue Jean Jaurès.
- Avenue Jean Jaurès (n° pairs) de la rue de Meaux jusqu'au boulevard Sérurier,
- Boulevard Sérurier (n° impairs) de l'avenue Jean Jaurès jusqu'au boulevard d'Indochine,
- Boulevard d'Indochine (n° impairs),
- Avenue de la Porte Brunet (n° impairs) du boulevard d'Indochine jusqu'à la rue du Général Brunet,
- Rue du Général Brunet (n° impairs) du boulevard d'Indochine jusqu'à la Place de Rhin et Danube,
- Place de Rhin et Danube (côté sud de la rue du Général Brunet jusqu'à la rue David d'Angers, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie)
- Rue David d'Angers (n° impairs) de la Place de Rhin et Danube jusqu'à la rue Manin.
- Rue Manin (n° impairs) de la rue David d'Angers jusqu'à l'avenue de Laumière,
- Avenue de Laumière (n° pairs) de la rue Manin jusqu'à la rue de Meaux ;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 19-7 : 20^{ème} arrondissement

- Rue de Belleville (n° pairs) de la rue boulevard de Belleville jusqu'à la rue du Télégraphe,
- Rue du Télégraphe (n° impairs) de la rue de Belleville jusqu'à la rue Saint Fargeau
- Rue Saint Fargeau (n° impairs) de la rue du Télégraphe jusqu'à la rue de Ménilmontant
- Rue de Ménilmontant (n° impairs)
- Boulevard de Belleville (n° pairs)
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 19-8 : 20^{ème} arrondissement

- Avenue Ibsen
- Avenue de la Porte de Bagnolet (n° impairs),
- Porte de Bagnolet (côté nord, de l'avenue de la Porte de Bagnolet jusqu'à la rue de Bagnolet, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie),
- Rue de Bagnolet (n° impairs) de l'avenue de la Porte de Bagnolet jusqu'à la rue Pelleport,
- Rue Pelleport (n° pairs) de la rue de Bagnolet jusqu'à la rue Belgrand,
- Rue Belgrand (n° impairs) de la rue Pelleport jusqu'à la place Gambetta,
- Place Gambetta (cote nord-est de la rue Belgrand jusqu'à la rue des Pyrénées, ainsi que toutes les activités exercées sur la place centrale et la voirie),
- Rue des Pyrénées (n° pairs) de la place Gambetta jusqu'à la rue Orfila,
- Rue Orfila (n° pairs) de la rue des Pyrénées jusqu'à la rue Pelleport,
- Rue Pelleport (n° pairs) de la rue Orfila jusqu'à la rue Saint Fargeau
- Rue Saint Fargeau (n° pairs) de la rue Pelleport jusqu'à la rue de Ménilmontant,
- Rue de Ménilmontant (n° pairs) de la rue Pelleport jusqu'à la rue du Télégraphe,
- Rue du Télégraphe (n° pairs)
- Rue de Belleville (n° pairs) de la rue du Télégraphe jusqu'à l'avenue de la Porte des Lilas,
- Avenue de la Porte des Lilas (n° pairs)
- Place du Maquis du Vercors (chaussée sud)
- Toutes les rues à l'est de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite de la Seine Saint Denis.

Section 19-9 : 20^{ème} arrondissement

- Rue de Ménilmontant (n° pairs) du boulevard de Ménilmontant jusqu'à la rue Pelleport,
- Rue Pelleport (n° impairs) de la rue de Ménilmontant jusqu'à la rue Orfila,
- Rue Orfila (n° impairs) de la rue Pelleport jusqu'à la rue des Pyrénées,
- Rue des Pyrénées (n° impairs) de la rue Orfila jusqu'à la rue de Bagnolet
- Place Gambetta (côté sud-ouest)
- Rue de Bagnolet (n° impairs) de la rue des Pyrénées jusqu'au boulevard de Charonne,
- Boulevard de Charonne (n° pairs) de la rue de Bagnolet jusqu'au boulevard de Ménilmontant.
- Boulevard de Ménilmontant (n° pairs) ;

- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 19-10 : 20^{ème} arrondissement

- Rue de Bagnolet (n° pairs) de la rue de Charonne jusqu'à la rue des Pyrénées.
- Rue des Pyrénées (n° impairs) de la rue de Bagnolet jusqu'à la rue d'Avron,
- Rue d'Avron (n° pairs) de la rue des Pyrénées jusqu'au boulevard Davout.
- Boulevard Davout (n° impairs) de la rue d'Avron jusqu'au cours de Vincennes,
- Cours de Vincennes (n° impairs et le terre-plein central),
- Boulevard de Charonne (n° pairs et le terre-plein central) du cours de Vincennes jusqu'à la rue de Bagnolet;
- Toutes les voies et portions de voies situées à l'intérieur du périmètre ainsi constitué.

Section 19-11 : 20^{ème} arrondissement

- Avenue de la Porte de Vincennes (n° impairs),
- Boulevard Davout (n° pairs) de l'avenue de la Porte de Vincennes jusqu'à la rue d'Avron.
- Rue d'Avron (n° impairs) du boulevard Davout jusqu'à la rue des Pyrénées,
- Rue des Pyrénées (n° pairs) de la rue d'Avron jusqu'à la place Gambetta
- Place Gambetta de la rue des Pyrénées jusqu'à la rue Belgrand,
- Rue Belgrand (n° pairs) de la place Gambetta jusqu'à la rue Pelleport,
- Rue Pelleport (n° impairs) de la rue Belgrand jusqu'à la rue de Bagnolet,
- Rue de Bagnolet (n° pairs) de la rue Pelleport jusqu'à la Porte de Bagnolet.
- Porte de Bagnolet (côté sud, de la rue de Bagnolet jusqu'à l'avenue de la Porte de Bagnolet).
- Avenue de la Porte de Bagnolet (n° pairs) jusqu'à l'avenue Cartellier,
- Avenue Cartellier et voies au sud de l'avenue Ibsen ;
- Toutes les rues à l'est de l'axe constitué par ces voies jusqu'à la limite de la Seine Saint Denis.

La délimitation de l'unité de contrôle Transports est fixée comme suit : Paris

Le nombre de sections d'inspection du travail de l'UC Transports est fixé à 7. La délimitation des 7 sections d'inspection du travail de l'UC Transports de l'UT de Paris est fixée comme suit :

Section TR-1 :

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de la RATP suivants :

- Département Bus.
- Département MRB (Matériel Roulant Bus).
- Département GIS (Gestion de l'Innovation Sociale).
- Unité Ligne 14 : contrôle du siège et de l'ensemble des activités s'exerçant sur les emprises de la ligne de métro n° 14
- Département MTS (Métro Transports et Services) : contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant sur les emprises des lignes de métro n° 1, 2, 3 et 3 bis.
- Département MES (Métro Espaces et Services) : contrôle du siège ainsi que de l'ensemble du personnel de l'établissement travaillant sur les lignes de métro n° 1, 2, 3 et 3 bis.
- Département MRF (Matériel Roulant Ferroviaire) : ateliers Villette et Saint Fargeau.
- Centres Bus Belliard, Lagny et Point du Jour.

Cette section est également compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant sur les emprises de la ligne A du RER, ainsi qu'au sein de la gare du RER A de Châtelet – Les Halles.

Cette section est compétente pour le contrôle du transport fluvial et de la navigation intérieure, tels que définis à l'article 1^{er}, dans les 7^{ème}, 8^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transport ferroviaire, des établissements de transports routiers ainsi que des établissements d'activités privées de sécurité dont l'activité exclusive est le transport de fonds, tels que définis à l'article 1^{er}, dans le 17^{ème} arrondissement.

Section TR-2 :

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de la RATP suivants :

- Département RER.
- Département MTS (Métro Transports et Services) : contrôle du siège ainsi que de l'ensemble des activités s'exerçant sur les emprises des lignes de métro n° 4, 5, 6 et 7.
- Département MES (Métro Espaces et Services) : contrôle de l'ensemble du personnel de l'établissement travaillant sur les lignes de métro n° 1° 4, 5, 6 et 7.

- Département MRF (Matériel Roulant Ferroviaire) : contrôle du siège ainsi que des ateliers Charonne, Porte d'Italie et Choisy.
- Centres Bus Lebrun et Montrouge.

Cette section est également compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant sur les emprises de la ligne B du RER, y compris sur les emprises communes avec le RER D.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements SNCF dépendant de la Direction Régionale Rive Gauche, à l'exception de ceux situés dans la gare d'Austerlitz, lesquels relèvent de la compétence de la section 21-7.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant au sein de la gare Montparnasse ainsi que dans les enceintes ferroviaires rattachées à cette gare, à l'exception des directions centrales ou transverses de la SNCF.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transport ferroviaire, des établissements de restauration ferroviaire et d'exploitation des places couchées dans les trains, des établissements de transports routiers ainsi que des établissements d'activités privées de sécurité dont l'activité exclusive est le transport de fonds, tels que définis à l'article 1er, dans les 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.

Section TR-3 :

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de la RATP suivants :

- M2E, MOP (Maîtrise d'Ouvrage des Projets), CONTROLE GESTION FINANCE, COM, DEVELOPPEMENT INNOVATION TERRITOIRES, JUR, SERVICES DIRECTION GENERALE, VALORISATION DE L'IMMOBILIER ACHAT ET LOGISTIQUE.
- Département MTS (Métro Transports et Services) : contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant sur les emprises des lignes de métro n° 8 à 13.
- Département MES (Métro Espaces et Services) : contrôle de l'ensemble du personnel de l'établissement travaillant sur les lignes de métro n° 8 à 13.
- Département MRF (Matériel Roulant Ferroviaire) : ateliers Auteuil, Javel et Vaugirard.
- Centre Bus Croix-Nivert.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements SNCF dépendant de la Direction Régionale de Paris-Est.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant au sein de la gare de l'Est que dans les enceintes ferroviaires rattachées à cette gare.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transport ferroviaire, des établissements de restauration ferroviaire et d'exploitation des places couchées dans les trains, des établissements de transports routiers ainsi que des établissements d'activités privées de sécurité dont l'activité exclusive est le transport de fonds, tels que définis à l'article 1er, dans les 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements.

Section TR-4 :

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements SNCF dépendant de la Direction Régionale de Paris Saint-Lazare.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant au sein de la gare Saint-Lazare ainsi que dans les enceintes ferroviaires rattachées à cette gare.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transport ferroviaire, des établissements de restauration ferroviaire et d'exploitation des places couchées dans les trains, des établissements de transports routiers ainsi que des établissements d'activités privées de sécurité dont l'activité exclusive est le transport de fonds, tels que définis à l'article 1er, dans les 1^{er}, 2^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements.

Section TR-5 :

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements SNCF dépendant de la Direction Régionale de Paris Nord.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant au sein de la gare du Nord ainsi que dans les enceintes ferroviaires rattachées à cette gare, à l'exception des directions centrales et transverses de la SNCF.

Cette section est compétente pour le contrôle des enceintes ferroviaires des tronçons des lignes B et E du RER exploités par la SNCF.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transport ferroviaire, des établissements de transports routiers ainsi que des établissements d'activités privées de sécurité dont l'activité exclusive est le transport de fonds, tels que définis à l'article 1er, dans les 10^{ème}, 11^{ème} et 18^{ème} arrondissements.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de restauration ferroviaire et d'exploitation des places couchées dans les trains dans les 10^{ème}, 11^{ème} et 18^{ème} arrondissements, à l'exception de ceux situés au sein de la gare de l'Est.

Section TR-6 :

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements SNCF dépendant de la Direction Régionale de Paris Sud-Est.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant au sein des gares de Lyon et de Bercy ainsi que dans les enceintes ferroviaires rattachées à cette gare, à l'exception des directions centrales et transverses de la SNCF.

Cette section est compétente pour le contrôle des emprises de la ligne D du RER, à l'exclusion des parties communes avec la ligne D dont le contrôle relève de la section 21-2, et à l'exclusion du tronçon en gare du Nord, dont le contrôle relève de la section 21-5.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transport ferroviaire, des établissements de transports routiers ainsi que des établissements d'activités privées de sécurité dont l'activité exclusive est le transport de fonds, tels que définis à l'article 1er, dans les 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de restauration ferroviaire et d'exploitation des places couchées dans les trains dans les 12^{ème} et 13^{ème} arrondissements, à l'exception de ceux situés au sein de la gare d'Austerlitz.

Section TR-7 :

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements SNCF dépendant de la Direction Régionale Rive Gauche et situés au sein de la gare d'Austerlitz.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant au sein de la gare d'Austerlitz ainsi que dans les enceintes ferroviaires rattachées à cette gare, à l'exception des directions centrales et transverses de la SNCF.

Cette section est compétente pour le contrôle des emprises de la ligne C du RER.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transport ferroviaire, des établissements de restauration ferroviaire et d'exploitation des places couchées dans les trains, des établissements de transports routiers ainsi que des établissements d'activités privées de sécurité dont l'activité exclusive est le transport de fonds, tels que définis à l'article 1er, dans les 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements.

Cette section est compétente pour le contrôle du transport fluvial et de la navigation intérieure, tels que définis à l'article 1^{er}, dans les arrondissements autres que ceux relevant de la section TR-1.

Article 3 :

La décision du 28 octobre 2009 relative à la localisation et à la délimitation des sections d'inspection du travail d'Ile de France modifiée les 4 février 2010, 23 juillet 2010, 8 septembre 2010, 20 octobre 2010, 29 mars 2012, 7 octobre 2013, 19 septembre 2014, 24 septembre 2014, 18 novembre 2014, 20 novembre 2014 et 21 novembre 2014 par le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France, est abrogée.

Article 4 :

La présente décision prend effet le 15 décembre 2014.

Article 5 :

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France et le responsable de l'unité territoriale de Paris sont chargés de l'application de la présente décision, qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Région d'Ile de France et de la préfecture du département de Paris.

Section TR-7 :

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements SNCF dépendant de la Direction Régionale Rive Gauche et situés au sein de la gare d'Austerlitz.

Cette section est compétente pour le contrôle de l'ensemble des activités s'exerçant au sein de la gare d'Austerlitz ainsi que dans les enceintes ferroviaires rattachées à cette gare, à l'exception des directions centrales et transverses de la SNCF.

Cette section est compétente pour le contrôle des emprises de la ligne C du RER.

Cette section est compétente pour le contrôle des établissements de transport ferroviaire, des établissements de restauration ferroviaire et d'exploitation des places couchées dans les trains, des établissements de transports routiers ainsi que des établissements d'activités privées de sécurité dont l'activité exclusive est le transport de fonds, tels que définis à l'article 1er, dans les 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements.

Cette section est compétente pour le contrôle du transport fluvial et de la navigation intérieure, tels que définis à l'article 1^{er}, dans les arrondissements autres que ceux relevant de la section TR-1.

Article 3 :

La décision du 28 octobre 2009 relative à la localisation et à la délimitation des sections d'inspection du travail d'Ile de France modifiée les 4 février 2010, 23 juillet 2010, 8 septembre 2010, 20 octobre 2010, 29 mars 2012, 7 octobre 2013, 19 septembre 2014, 24 septembre 2014, 18 novembre 2014, 20 novembre 2014 et 21 novembre 2014 par le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France, est abrogée.

Article 4 :

La présente décision prend effet le 15 décembre 2014.

Article 5 :

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France et le responsable de l'unité territoriale de Paris sont chargés de l'application de la présente décision, qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Région d'Ile de France et de la préfecture du département de Paris.

Fait à Aubervilliers, le 11 décembre 2014

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi



Laurent VILBOEUF



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014345-0004

**signé par
Responsable de l' unité territoriale de Paris**

le 11 Décembre 2014

75 - Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement - UT 75

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT
LES ABATTAGES DE 10 ARBRES SITUES
DANS LE 17EME ARRONDISSEMENT



PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
PREFET DE PARIS

**DIRECTION RÉGIONALE ET
INTERDÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT**

UNITÉ TERRITORIALE DE PARIS

**ARRETE PREFECTORAL N° 2014
autorisant les abattages de 10 arbres situés dans le 17ème arrondissement**

**Le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris
commandeur de la Légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques et, notamment, son article 13 ter, troisième alinéa ;
Vu le code du patrimoine et, notamment, ses articles L.621-31 et L.621-32 ;
Vu les articles 7 et 8-1 de l'ordonnance 2004-178 du 20 février 2004 ;
Vu le courrier et le dossier transmis le **7 novembre 2014** par la maire de Paris, en vue d'obtenir les abattages de **10 arbres situés dans le 17ème arrondissement** ;
Vu l'avis **favorable** de l'architecte des bâtiments de France en date du **1^{er} décembre 2014** ;

Sur proposition du directeur de l'unité territoriale de Paris ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'autorisation de travaux prévue à l'article L.621-32 du code du patrimoine, demandée par la maire de Paris pour abattre 10 arbres situés dans le 17ème arrondissement, tels que répertoriés dans le courrier et le dossier transmis le 7 novembre 2014, est accordée, « sous réserve d'une replantation par des essences à développement équivalent ».

ARTICLE 2 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris et le directeur de l'unité territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr et dont copie sera notifiée à la maire de Paris (direction des espaces verts et de l'environnement).

Fait à Paris, le **11 DEC 2014**
Le directeur de l'unité territoriale
de l'équipement et de l'aménagement de Paris

Raphaël HACQUIN

Informations importantes :

Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers.

Recours : le titulaire de la présente décision, qui désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de l'arrêté attaqué. Il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux. Cette dernière démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit, alors, être introduit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de 2 mois vaut rejet implicite). Le titulaire peut également saisir le ministre chargé des affaires culturelles, dans les 2 mois suivant la notification de la réponse (l'absence de réponse du ministre au terme d'un délai de trois mois vaut rejet implicite).



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014339-0007

**signé par
Préfet de police**

le 05 Décembre 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté n °2014P0478 réglementant les conditions de circulation dans certaines voies du 12ème arrondissement à l'occasion de la manifestation festive "Paris Respire".

Paris, le 05 DEC. 2014

A R R Ê T É N° 2014P0478

**Réglementant les conditions de circulation dans certaines voies
du 12ème arrondissement à l'occasion de la manifestation festive "Paris Respire"**

LE PRÉFET DE POLICE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 2512-14 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;

Vu l'ordonnance préfectorale modifiée n° 71-16757 du 15 septembre 1971 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique à Paris ;

Vu la lettre de la mairie de Paris du 20 octobre 2014, demandant la création de l'opération "Paris Respire" sur certaines voies situées aux abords de la place d'Aligre, à Paris dans le 12ème arrondissement ;

Considérant que la tenue de cette manifestation implique de prendre des mesures de restriction de circulation et de stationnement nécessaire à son bon déroulement ;

Sur proposition du directeur des transports et de la protection du public ;

A R R Ê T É

Article 1er

A compter du 7 décembre 2014, la circulation de tout véhicule à moteur est interdite les dimanches, de 10 heures à 14 heures, à l'intérieur du périmètre délimité par les voies suivantes du 12ème arrondissement :

- RUE CROZATIER, 12ème arrondissement, dans sa partie comprise entre la RUE DU FAUBOURG SAINT ANTOINE et la RUE DE CITEAUX ;
- RUE DE COTTE, 12ème arrondissement ;
- RUE DE CHARENTON, 12ème arrondissement, dans sa partie comprise entre la RUE DE COTTE et le BOULEVARD DIDEROT ;
- BOULEVARD DIDEROT, 12ème arrondissement, dans sa partie comprise entre la RUE DE CHARENTON et la RUE DE CITEAUX ;
- RUE DE CITEAUX, 12ème arrondissement, dans sa partie comprise entre le BOULEVARD DIDEROT et la RUE CROZATIER.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables dans l'IMPASSE CROZATIER et dans l'IMPASSE BARRIER et :

- aux véhicules utilisés par les personnes handicapées titulaires du macarons GIG ou GIC ou de la carte de stationnement de modèle communautaire ;
- aux véhicules de secours et de sécurité ;
- aux taxis uniquement pour la prise en charge ou la dépose de clients dans le secteur concerné dans les mêmes conditions de circulation que celles imposées aux résidents ;
- aux véhicules de nettoyage de la Ville de Paris ;
- aux véhicules de livraison, le temps strictement nécessaire au chargement et déchargement des marchandises ;
- aux véhicules des habitants du secteur concerné, à condition expresse que leur vitesse de déplacement se limite à celle d'un homme au pas.

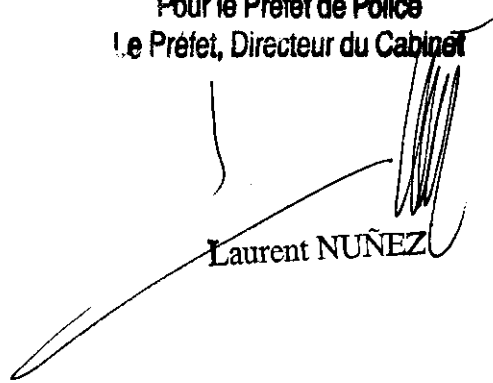
Article 2

Les piétons et les patineurs peuvent circuler sur la chaussée, comme les cyclistes, les dimanches, à l'intérieur du périmètre et selon les horaires définis à l'article 1er du présent arrêté.

Article 3

Le directeur de la voirie et des déplacements de la Mairie de Paris, le directeur des transports et de la protection du public, le directeur de l'ordre public et de la circulation et le directeur de la police urbaine de proximité de la préfecture de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au "Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris" et au "Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Paris et de la Préfecture de Police" et compte tenu de l'urgence, affiché aux portes de la Mairie et du Commissariat concernés ainsi qu'aux portes de la Préfecture de Police (1, rue de Lutèce et quai du Marché Neuf).

Le préfet de police,
Pour le Préfet de Police
Le Préfet, Directeur du Cabinet


Laurent NUÑEZ



PREFECTURE PARIS

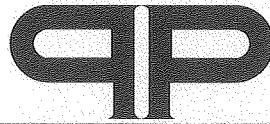
Arrêté n °2014345-0007

**signé par
Préfet de police**

le 11 Décembre 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté n °DTPP 2014-1141 modifiant l'arrêté n °DTPP 2014-169 du 10 mars 2014 autorisant l'exploitation d'une école de formation préparant aux stages de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de voiture de tourisme (VTC).



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA
PROTECTION DU PUBLIC
SOUS-DIRECTION DES DEPLACEMENTS ET DE L'ESPACE
PUBLIC
Bureau des taxis et transports publics

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DTPP 2014- 141
du 11 DEC. 2014 modifiant l'arrêté N° DTPP 2014-169 du 10 mars 2014
autorisant l'exploitation d'une école de formation préparant aux stages
de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de
voiture de tourisme (VTC)

Le Préfet de Police

Vu le code du tourisme, notamment ses articles D.231- 4 et D.231-7, R. 231-7-1 et R.231-7-2 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L.6351-1 à L.6351-8, L.6352-1 à L.6352-13, L.6353-1, L.6353-2, L.6353-3 à L.6353-7, L.6353-8 et L.6353-9 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2009 relatif au transport par voitures de tourisme avec chauffeur ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 2013 relatif à la procédure et aux conditions d'agrément des écoles de formation préparant aux stages de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de voiture de tourisme et fixant le volume global d'heures de formation au titre des modules du stage de formation professionnelle de chauffeur de voiture de tourisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 2013 relatif au stage de formation continue de chauffeur de voiture de tourisme ;

Vu la demande rectificative déposée par l'école SARL VTC-SOLUTIONS en date du 29 septembre 2014, représentée par Monsieur Léonard PACLOT ;

Sur proposition du directeur des transports et de la protection du public,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité



PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais -75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

Arrête :

Article 1^{er}. – L'article 1 de l'arrêté n° 2014-169 du 10 mars 2014 est modifié ainsi qu'il suit à la suite du dépôt des documents rectificatifs relatifs au transfert du siège social de la SARL VTC-SOLUTIONS :

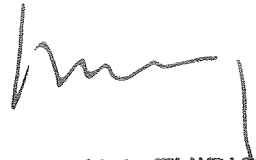
L'établissement SARL VTC-SOLUTIONS- siège social 27 rue Nicolo - 75016 PARIS locaux pédagogiques : ESPACE MONCASSIN-164 rue de Javel et 9 rue Henri Bocquillon-75015 PARIS ; et SARL RANELAGH-MAISON DE L'ASSOMPTION- 17 /19 rue de l'Assomption-75016 PARIS, représenté par son gérant M Léonard PACLOT, est agréé pour une période de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté sous le numéro d'agrément n° 14-03 afin d'assurer :

- l'exploitation d'un établissement d'enseignement dispensant les stages de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de voiture de tourisme sur PARIS,

Article 2. – Le reste sans changement.

Article 3. – Le directeur des transports et de la protection du public est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au « Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région d'Ile de France, Préfecture de Paris, et de la Préfecture de Police ».

Pour le Préfet de Police et par délégation,
Le Directeur des Transports et de la Protection du Public



Alain THIRION



PREFECTURE PARIS

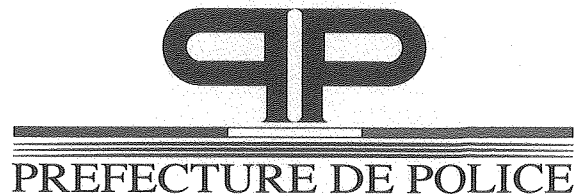
Arrêté n °2014345-0008

**signé par
Préfet de police**

le 11 Décembre 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté n °DTPP 2014-1140 autorisant l'exploitation d'une école de formation préparant aux stages de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de voiture de tourisme (VTC). Ecole "EDUWEB"



DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA
PROTECTION DU PUBLIC
SOUS-DIRECTION DES DEPLACEMENTS ET DE L'ESPACE
PUBLIC
Bureau des taxis et transports publics

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DTPP 2014- 1140
du 11 DEC. 2014 autorisant l'exploitation d'une école de formation
préparant aux stages de formation professionnelle, initiale et continue
de chauffeur de voiture de tourisme (VTC)

Le Préfet de Police

Vu le code du tourisme, notamment ses articles D.231- 4 et D.231-7, R. 231-7-1 et R.231-7-2 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L.6351-1 à L.6351-8, L.6352-1 à L.6352-13, L.6353-1, L.6353-2, L.6353-3 à L.6353-7, L.6353-8 et L.6353-9 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2009 relatif au transport par voitures de tourisme avec chauffeur ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 2013 relatif à la procédure et aux conditions d'agrément des écoles de formation préparant aux stages de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de voiture de tourisme et fixant le volume global d'heures de formation au titre des modules du stage de formation professionnelle de chauffeur de voiture de tourisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 2013 relatif au stage de formation continue de chauffeur de voiture de tourisme ;

Vu les demandes déposées par l'école EDUWEB en date des 1^{er} septembre, 3 octobre, et 18 novembre 2014, représentée par son président M Mathieu GUILLARME ;

Sur proposition du directeur des transports et de la protection du public,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité



PRÉFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

Page 136 <http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> N° 2014845-0008146/12/2014 prefecture.policeparis@interieur.gouv.fr

Arrête :

Article 1^{er}. – L'établissement EDUWEB - siège social 142 rue de Rivoli - 75001 PARIS ; locaux pédagogiques 7 avenue Parmentier – 75544 PARIS CEDEX 11, est agréé pour une période de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté sous le numéro d'agrément n° 14-08 afin d'assurer :

- l'exploitation d'un établissement d'enseignement dispensant les stages de formation professionnelle, initiale et continue de chauffeur de voiture de tourisme sur PARIS,

Article 2. – L'établissement susvisé devra formuler sa demande de renouvellement six mois avant l'échéance de l'agrément en cours, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du 25 octobre 2013.

Article 3. – Le directeur des transports et de la protection du public est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au « Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région d'Ile de France, Préfecture de Paris, et de la Préfecture de Police ».

Pour le Préfet de Police et par délégation,
Le Directeur des Transports et de la Protection du Public



Alain THIRION



PREFECTURE PARIS

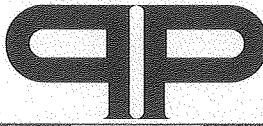
Arrêté n °2014345-0009

**signé par
Préfet de police**

le 11 Décembre 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté n °DTPP 2014-1139 portant renouvellement d'agrément d'un organisme de formation assurant la préparation du certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue. Ecole "EURL AXESS TAXIS France".



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA
PROTECTION DU PUBLIC
SOUS-DIRECTION DES DEPLACEMENTS ET DE L'ESPACE
PUBLIC
Bureau des taxis et transports publics

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DTPP 2014-1139 **du 11 DEC. 2014 portant renouvellement d'agrément d'un organisme** **de formation assurant la préparation du certificat de capacité** **professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue**

Le Préfet de Police

Vu le code des transports et notamment son article L. 3121-9 ;

Vu le décret n° 95-935 du 17 août 1995 modifié, portant application de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 modifiée relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi, notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'agrément des organismes de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 mars 2009 modifié relatif à la formation continue des conducteurs de taxi ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DTPP 2013-799 du 18 juillet 2013 relatif à l'agrément d'un an d'un organisme de formation assurant la préparation du certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et la formation continue ;

Vu l'arrêté 2014-00407 du 21 mai 2014 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des taxis et des voitures de petite remise ;

Vu la demande déposée par l'école EURL AXESS'TAXIS France en date des 14 mars, 13 juin, 3 et 23 octobre 2014 représentée par Monsieur Philippe VIDAL ;

Vu l'avis de la commission des taxis et voitures de petite remise ;

Sur proposition du directeur des transports et de la protection du public,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité



PRÉFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais -75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - accueil.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

Arrête :

Article 1^{er}. – L'établissement EURL AXESS'TAXIS France – 6B rue Fournier – 92110 CLICHY est agréé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté sous le numéro d'agrément n° 13-36 afin d'assurer :

- la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi,
- la formation continue des conducteurs de taxi.

Article 2. – L'établissement susvisé devra formuler sa demande de renouvellement trois mois avant l'échéance de l'agrément en cours, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du 3 mars 2009 modifié susvisé.

Article 3. – Le directeur des transports et de la protection du public est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au « Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région d'Ile de France, Préfecture de Paris, et de la Préfecture de Police ».

Pour le Préfet de Police et par délégation,
Le Directeur des Transports et de la Protection du Public



Alain THIRION



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014346-0003

**signé par
Préfet de police**

le 12 Décembre 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté 2014-02021 portant agrément de la
délégation départementale de la Croix Rouge
Française de Paris pour les formations aux
premiers secours



14019511

PREFECTURE DE POLICE
SECRETARIAT GENERAL
DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE
DEPARTEMENT DEFENSE-SECURITE

ARRETE N° 2014-01021

portant agrément de la délégation départementale de la Croix-Rouge Française de Paris,
pour les formations aux premiers secours

LE PREFET DE POLICE,

- Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L. 2521-17 ;
- Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, notamment ses articles 3 à 40 ;
- Vu le décret n°91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;
- Vu le décret n°92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;
- Vu le décret n°97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme ;
- Vu le décret 2006-41 du 11 janvier 2006 relatif à la sensibilisation à la prévention des risques, aux missions des services de secours, à la formation aux premiers secours et à l'enseignement des règles générales de sécurité ;
- Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours ;
- Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » (PSC 1) ;
- Vu l'arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 » (PSE 1) ;
- Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 » (PSE 2) ;
- Vu l'arrêté 27 novembre 2007 modifié fixant le référentiel national de pédagogie de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 1 » (PAE 1) ;
- Vu l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie initiale et commune de formateur » ;
- Vu l'arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur de formateurs » ;
- Vu l'arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « conception et encadrement d'une action de formation » ;
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours » ;
- Vu l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 portant agrément à la Croix-Rouge Française pour les formations aux premiers secours ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 novembre 2012 portant modification de l'agrément national de sécurité civile pour la Croix-Rouge française (Journal Officiel du 20 novembre octobre 2012) ;
- Vu la décision d'agrément du ministère de l'intérieur n° PSC1 – 1208P20 le 18 février 2013 ;
- Vu la décision d'agrément du ministère de l'intérieur n° PAE FPSC – 1306P03 le 31 juillet 2013 ;
- Vu la décision d'agrément du ministère de l'intérieur n° PAE FPS – 1306P02 le 02 août 2013 ;
- Vu la décision d'agrément du ministère de l'intérieur n° PAE FDF – 1308P02 le 20 novembre 2013 ;
- Vu la décision d'agrément du ministère de l'intérieur n° CEAF – 1308P02 le 20 novembre 2013 ;
- Vu la demande du 27 novembre 2014 présentée par le président de la délégation départementale de la Croix-Rouge française de Paris pour les formations aux premiers secours ;
- Sur proposition du préfet, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité :

A R R E T E

Article 1^{er} : La délégation départementale de la Croix-Rouge française de Paris est agréée pour les formations aux premiers secours uniquement dans le département de Paris.

Article 2 : Cet agrément porte sur les formations suivantes :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC 1)
- pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques
- pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours
- pédagogie initiale et commune de formateur
- premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE 1)
- premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE 2)

Article 3 : Le présent arrêté est délivré pour une période de deux ans et peut être renouvelé sous réserve du respect des conditions fixées par l'arrêté du 8 juillet 1992 susvisé et du déroulement effectif des sessions de formations.

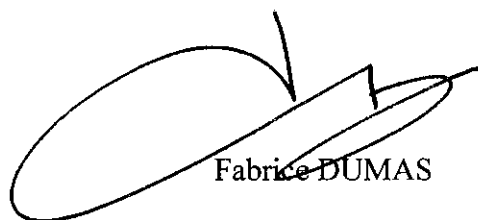
La demande de renouvellement devra intervenir au moins 1 mois avant son terme, **soit le 9 décembre 2016.**

Article 4 : Le présent arrêté reste lié à la validité des décisions d'agréments n° PSC1 – 1208P20, n° PAE FPSC – 1306P03, n° PAE FPS – 1306P02, n° CEAF – 1308P02 et n° PAE – FDF 1308P02 délivrées à la Croix-Rouge Française. Ce dernier deviendrait, en cas de suspension ou de non renouvellement de celles-ci, immédiatement caduc.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police.

PARIS, le 12 DEC. 2014

POUR LE PREFET DE POLICE
Pour le préfet, secrétaire général
de la zone de défense et de sécurité
L'attaché principal d'administration de l'Etat,
Chef du bureau sécurité civile


Fabrice DUMAS



PREFECTURE PARIS

Arrêté n ° 2014346-0006

**signé par
Préfet de police**

le 12 Décembre 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté 2014-01020 portant habilitation de l'Institut de la gestion publique et du développement économique IGPDE du ministère des finances et des comptes publics et du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique pour les formations aux premiers secours



PREFECTURE DE POLICE
SECRETARIAT GENERAL
DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE
DEPARTEMENT DEFENSE SECURITE

ARRETE N° 2014-01020

portant habilitation de l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE)
du ministère des finances et des comptes publics et du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique
pour les formations aux premiers secours.

LE PREFET DE POLICE,

- Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L2512-17 ;
- Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, notamment ses articles 3 à 40 ;
- Vu le décret n°91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;
- Vu le décret n°92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;
- Vu le décret n°97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme ;
- Vu le décret 2006-41 du 11 janvier 2006 relatif à la sensibilisation à la prévention des risques, aux missions des services de secours, à la formation aux premiers secours et à l'enseignement des règles générales de sécurité ;
- Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;
- Vu l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours ;
- Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » (PSC 1) ;
- Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » (PSC 1) ;
- Vu l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie initiale et commune de formateur » ;
- Vu l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;
- Vu la décision d'agrément du ministère de l'intérieur n° PSC 1-1407P85 le 31 juillet 2014 ;
- Vu la demande du 10 février 2014 présentée par la directrice des études de l'Institut de la gestion publique et du développement économique ;
- Sur proposition du préfet, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité de Paris,

A R R E T E

Article 1^{er} : L'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), du ministère de, des finances et des comptes publics et du ministère de l'économie, de l'industrie et de numérique est habilité pour les formations aux premiers secours, uniquement dans les départements de Paris et du Val de Marne.

Article 2 : Cet agrément porte sur la formation suivante :
- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC 1)

.../...

Article 3 : Le présent arrêté est délivré pour une période de deux ans et peut être renouvelé sous réserve du respect des conditions fixées par l'arrêté du 8 juillet 1992 susvisé et du déroulement effectif des sessions de formations.

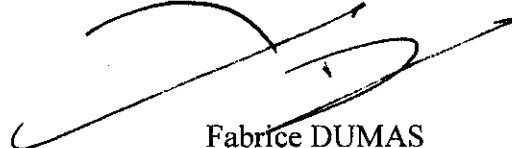
La demande de renouvellement devra intervenir au moins un mois avant son terme, **soit le 9 décembre 2016.**

Article 4 : Le présent arrêté reste lié à la validité de la décision d'agrément n° PSC 1404 A28 délivrée à l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE). Ce dernier deviendrait, en cas de suspension ou de non renouvellement de celle-ci, immédiatement caduc.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris, de la préfecture de police et de la préfecture du Val de Marne.

PARIS, le 12 DEC. 2014

POUR LE PREFET DE POLICE
Pour le préfet, secrétaire général
de la zone de défense et de sécurité,
L'attaché principal d'administration de l'Etat,
Chef du bureau sécurité civile



Fabrice DUMAS